

**BANQUE CENTRALE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE**

**BULLETIN DES STATISTIQUES MONETAIRES, FINANCIERES ET DE  
BALANCE DES PAIEMENTS DE LA GUINEE – 2018**

**Conakry, Mai 2019**

# SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	7
Environnement économique international en 2018 .....	7
Environnement économique national en 2018 .....	10
PREMIERE PARTIE : DONNEES MONETAIRES DE LA GUINEE EN 2018.....	13
I- Évolution des principaux agrégats monétaires en 2018 .....	13
I-1- Masse monétaire et composantes.....	13
I-2- Contreparties de la masse monétaire.....	17
II- Cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration des statistiques monétaires.....	25
II-1- Présentation du système financier guinéen.....	25
II-2- Cadre réglementaire et procédures.....	30
II-3- Principes comptables applicables aux statistiques monétaires.....	31
DEUXIEME PARTIE : INDICATEURS D'ACCES AUX SERVICES FINANCIERS DE LA GUINEE EN 2018.....	32
I. Évolution des principaux indicateurs en 2018 .....	32
I-1- Accès aux services financiers à travers les banques et banques mobiles.....	32
I-2- Accès aux services financiers à travers les institutions de microfinance (IMF) .....	35
I-3- Accès aux services financiers à travers les sociétés d'assurance .....	37
II- Stratégie Nationale de Finance Inclusive (SNFI).....	40
TROISIEME PARTIE : INDICATEURS DE SOLIDITE FINANCIERE DE LA GUINEE EN 2018 .....	43
I- Evolution des Indicateurs de Solidité Financière .....	43
II- Cadre d'élaboration des Indicateurs de Solidité Financières.....	53
II-1- Couverture institutionnelle des Indicateurs de Solidité Financières .....	53
QUATRIEME PARTIE : LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA GUINEE EN 2018 .....	57
I- Évolution des principaux comptes de la balance des paiements en 2018 .....	57
I-1- Compte des transactions courantes et composantes .....	57
I-2- Compte de capital .....	68
I-3- Compte financier.....	69
II - Cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration de la balance des paiements.....	74
II-1- Cadre institutionnel et réglementaire.....	74
II-2- Conventions d'enregistrement des transactions .....	76

<i>II-3- Sources des données</i> .....	77
CONCLUSION .....	81
ANNEXES .....	83

## SIGLES ET ABREVIATIONS

**ANAMIF** : Agence Nationale de la Microfinance

**APIMG** : Association Professionnelle des Institutions de Microfinance de Guinée

**BCE** : Banque Centrale Européenne

**BCEAO** : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

**BCRG** : Banque Centrale de la République de Guinée

**BDP** : Balance Des Paiements

**BTP** : Bâtiment Travaux Public

**BDT** : Bons du Trésor

**CAF** : Coût Assurance Fret

**CCT** : Crédits à Court Terme

**CEDEAO** : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

**CF** : Circulation Fiduciaire

**CITI** : Classification Internationale Type par Industrie

**CMLT** : Crédits à Moyen et Long Termes

**CTHBP** : Comité Technique d'Harmonisation de la Balance des Paiements

**DAT** : Dépôts à terme

**DAV** : Dépôts à vue

**DCH** : Direction des Changes

**DD** : Dépôts en Devises

**DGCC** : Direction Générale du Crédit et des Changes

**DGD** : Direction Générale des Douanes

**DGEEM** : Direction Générale des Études Économiques et Monétaires

**DGES** : Direction Générale des Études et des Statistiques

**DGNF** : Dépôts en francs guinéens

**DNP** : Direction Nationale du Plan

**DPMC** : Direction de la Politique Monétaire et du Crédit

**DSA** : Direction de la Supervision des Assurances

**DSBP** : Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements

**DTS** : Droits de Tirage Spéciaux

**FAB** : Franco A Bord

**FEC** : Facilité Élargie de Crédit

**FED** : Réserve Fédérale Américaine

**FMI** : Fonds Monétaire International

**GNF** : Franc Guinéen

**IDE** : Investissements Directs Étrangers

**IG** : Inflation en Glissement

**IMF** : Institution de Microfinance

**INS** : Institut National de la Statistique

**ISF** : Indicateur de Solidité Financière

**M2** : Masse monétaire au sens large

**MBP6** : Sixième Edition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale

**MIC** : Marché Interbancaire des Changes

**MPCI** : Ministère du Plan et de la Coopération Internationale

**MSMF 2000** : Manuel de Statistiques Monétaires et financières, publié en 2000

**MSCI** : Emerging Markets Index

**OCDE** : Organisation de Coopération et de Développement Économique

**OPEP** : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

**PIB** : Produit Intérieur Brut

**PNT** : Position Nette du Trésor

**PPTE** : Pays Pauvres Très Endettés

**PTF** : Partenaires Techniques et Financiers

**RE** : Réserves Excédentaires

**RO** : Réserves Obligatoires

**RT** : Réserves Totales

**SDMX**: Statistical Data and Metadata eXchange

**SNFI** : Stratégie Nationale de Finance Inclusive

**TD** : Taux Directeur

**TMCE** : Taux Moyen sur les Comptes d'Épargne

**TMCT** : Taux Moyen sur les Comptes à Terme

**TMD** : Taux Moyen Débiteur

**TMP** : Taux Moyen Pondéré

**USD** : Dollar des États-Unis d'Amérique

## **INTRODUCTION**

### **Environnement économique international en 2018**

En 2018, l'environnement économique international a été marqué par la baisse de la croissance économique par rapport à son niveau de 2017. Les perspectives de l'économie mondiale du FMI font état d'une croissance mondiale de 3,6 % en 2018 contre 3,7 % en 2017. Ce léger repli s'explique, entre autres, par les droits de douane appliqués par des grands pays, en particulier les États-Unis, et par les mesures prises en représailles par d'autres pays, dont la Chine.

Toutefois, l'économie américaine a connu une expansion rapide en 2018, enregistrant une croissance de 2,9% après celle de 2,2% en 2017. Cette évolution est le résultat des réductions d'impôts et de l'augmentation des dépenses, qui ont stimulé la demande.

Dans la zone euro, l'activité économique a ralenti en s'établissant à 1,8% en 2018 contre une croissance de 2,4% en 2017. Cette baisse d'activité résulte de la contraction de la demande extérieure, particulièrement celle en provenance des pays émergents d'Asie.

Au Japon, l'année 2018 a été marquée par plusieurs catastrophes naturelles : deux séismes, un typhon particulièrement puissant, des inondations dramatiques et une sécheresse exceptionnelle. Par conséquent, l'activité économique en 2018 a enregistré une baisse et, le taux de croissance s'est établi à 0,8% contre une croissance de 1,7% un an plus tôt.

Du côté des économies émergentes, la Chine affiche un taux de croissance de 6,6 % en 2018 inférieur à celui de 2017 qui était de 6,8%. Par contre, l'activité économique a maintenu sa reprise en Inde avec un taux de croissance de 7,1% en 2018 contre 7,2% en 2017.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique s'est améliorée avec une croissance économique de 3% en 2018, contre 2,9% en 2017. Cette performance est la combinaison de plusieurs facteurs, à savoir : le redressement des productions

pétrolière et agricole au Nigéria, et l'atténuation de la sécheresse dans les régions de l'Afrique Orientale et Australe.

Sur le marché du travail, les Etats-Unis connaissent une baisse du chômage, avec un niveau de 3,9% en 2018 contre un niveau de 4,4% en 2017. Dans la zone euro, le taux de chômage continue sa baisse en s'établissant à 8,2% en 2018 après 9,1% en 2017, soit le niveau le plus bas jamais enregistré depuis 2009.

En 2018, l'inflation est en hausse dans presque toutes les zones économiques. Bien que son reste acceptable, il demeure proches des objectifs des banques centrales pour la première fois depuis plusieurs années.

Sur les marchés financiers, après presque une décennie de hausse des indices, l'année 2018 a marqué une rupture. En plus des tensions commerciales, les places boursières ont été déstabilisées par plusieurs autres facteurs économiques et politiques: la crainte d'une politique monétaire plus stricte de la Réserve fédérale américaine (Fed), les négociations très tendues sur le Brexit, les inquiétudes concernant le déficit budgétaire italien, l'accroissement des tensions géopolitiques, les graves difficultés économiques des pays émergents comme l'Argentine et la Turquie.

Elles ont connu également des baisses plus ou moins marquées. L'indice Nasdaq de la Bourse américaine a terminé l'année avec une baisse de 5,3 %, le Dow Jones et le S&P 500 perdent respectivement 6,03 % et 7,01 %.

En Europe, les reculs sont beaucoup plus importants, les marchés d'actions ont cédé sur un an entre 17,97 % pour le DAX allemand et 10,55 % pour le CAC 40, l'indice phare de la Bourse de Paris.

En Asie, l'indice chinois de la Bourse de Shanghai et de Shenzhen (CSI 300) a baissé de 26,34 % et la Bourse japonaise a reculé de 14,85 %.

S'agissant des décisions de politique monétaire, la FED a relevé la fourchette cible des taux fédéraux d'un point et quart de pourcentage (de 1,25 % à 2,50%) afin de réguler le marché du travail et ramener l'inflation à 2%. La Banque d'Angleterre a aussi relevé son taux directeur à 0,75% en août 2018. Pour sa part, la BCE a décidé de maintenir son taux directeur à un niveau historiquement bas de 0% avec un



programme d'achat d'actifs à hauteur de 60 milliards d'euros par mois. La Banque du Japon a maintenu son taux directeur inchangé à 0,10 %.

Sur les marchés des changes, le dollar s'est apprécié vis-à-vis de l'euro pour s'échanger à 1,1384 pour un euro à fin 2018, contre 1,1993 pour un euro au terme de l'année précédente, soit une appréciation du dollar de +5,35%.

En ce qui concerne l'évolution des cours des matières premières, des produits de base et des denrées alimentaires, l'année 2018 a été marquée par la poursuite de la hausse du cours du pétrole (Brent) en s'établissant en moyenne à 70,36 dollars us le baril. Cette hausse de plus de 32% en un an, s'explique par la réduction des quotas de l'OPEP et la baisse de la production du groupe pétrolier schiste.

Le cours moyen de l'or a été de 1 269,77 dollars l'once contre 1 258,03 dollars l'once en 2017, soit une hausse de 0,93% résultant entre autres de la baisse de production (Chine : -6% et Etats-Unis : -11%), l'incertitude politique (la guerre commerciale, le Brexit et de l'instabilité politique italienne) et le climat de peur sur les marchés des actions. En outre, les banques centrales ne vendent plus d'or depuis 2008, et certaines, comme les banques centrales russe, chinoise et turque, continuent d'en acheter.

Le cours moyen de l'argent s'est chiffré à 15,72 dollars l'once contre 17,07 dollars l'once en 2017, soit une baisse de 7,91% dont la tendance est divergente à celle de l'or.

Le cours de l'aluminium a enregistré une hausse de 24,06%, passant de 1 997,04 USD/tonne en 2017 à 2 115,95 USD/tonne en 2018, atteignant ainsi la barre 2 000 USD/tonne, son plus haut niveau depuis la crise financière. Cette situation s'explique par des efforts importants de la Chine pour limiter ses gigantesques surcapacités. Pour enrayer la production, elle a décidé de fermer les sites produisant illégalement, c'est-à-dire sans respect des règles de protection de l'environnement et de la consommation d'énergie édictées en 2015.

Sur l'année 2018, l'indice FAO des prix des produits alimentaires (riz, sucre et oléagineux), a été en moyenne de 168,4 points contre une moyenne de 174,6 points en 2017, soit une baisse de 3,55%.

## **Perspectives de l'environnement économique international en 2019**

Selon les prévisions du FMI, le fléchissement de l'expansion mondiale observé en 2018 devrait persister en 2019 : la croissance mondiale sera de 3,3 %, pour l'année 2019.

Parmi les principaux pays avancés, la croissance de l'économie américaine s'établirait à 1,8% en 2019, suite à l'essoufflement des mesures prises dans les années antérieures. Dans la zone euro, une croissance de 1,3% est attendue en 2019. Elle devrait s'établir à 4,5 % dans les pays émergents.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait rebondir en 2019 pour atteindre 3,5 %. Toutefois, d'importants risques pèsent sur ces prévisions à court terme, notamment le repli des cours des matières premières, l'escalade des tensions géopolitiques et commerciales actuelles, l'appréciation plus forte du dollar et le durcissement des conditions de financement à l'échelle mondiale.

## **Environnement économique national en 2018**

Au plan national, l'année 2018 a été marquée par une forte croissance de l'activité économique avec un taux estimé à 8,7 % contre 13,4 % l'année précédente. La croissance de 2018 s'explique par le dynamisme soutenu par la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) et un renforcement des investissements dans les secteurs minier, énergétique et agricole.

La Banque Centrale a mené une politique monétaire prudente dans le but de soutenir cette croissance économique. Elle a laissé inchangé le taux des réserves obligatoires à 16 % et son taux directeur à 12,5%.

S'agissant de l'inflation, elle a enregistré une hausse, atteignant ainsi 9,8 % en 2018 contre une inflation en moyenne annuelle de 8,9 % un an plutôt. Cette hausse résulte de l'augmentation des prix du sous-groupe produits alimentaires.

Sur le marché officiel des changes, le franc guinéen s'est apprécié de 0,87% par rapport au dollar en un an. Son cours est passé de GNF 9 089,2206 pour un dollar en 2017 à GNF 9 011,1098 pour un dollar en 2018. Quant au cours du franc guinéen par rapport à l'euro, il s'est déprécié de 3,73% en passant de GNF 10 253,4980 pour un Euro en 2017 à GNF 10 650,3372 pour un Euro en 2018.

La situation des finances publiques s'est caractérisée en 2018 par une réduction du déficit budgétaire. Le déficit du solde budgétaire base engagement (dons compris) s'est établi à GNF 1 192 milliards (soit -1,2% du PIB) en 2018 contre un déficit de GNF 2 212 milliards en 2017 (soit -2,5% du PIB).

Les recettes et dons ont été de GNF 15 965 milliards en 2018 contre GNF 14 032 en 2017. S'agissant des dépenses, elles ont été de GNF 17 207 milliards en 2018 contre GNF 16 261 milliards en 2017.

### **Perspectives de l'environnement économique national en 2019**

En 2019, la croissance économique devrait se situer à 5,9%. Cette évolution serait soutenue par le dynamisme du secteur minier, de la construction, du commerce et de l'agriculture.

Sur le plan des finances publiques, les recettes sont projetées à 16,7% du PIB en hausse de 2,1 points de pourcentage par rapport à 2018. Quant aux dépenses, elles se situeraient à 21% du PIB, en hausse de 3,6 points de pourcentage par rapport à 2018.

Le budget dégagerait un solde de base (hors dons) de -4% du PIB, soit une augmentation du déficit de 1,4 point de pourcentage par rapport à 2018.

La coordination des politiques budgétaire et monétaire permettrait de maintenir l'inflation en un chiffre, pour s'établir à 9,9% en 2019 contre une moyenne annuelle de 9,8% en 2018.

Sur le plan monétaire et des changes, la BCRG continuerait sans préjudice à l'objectif de stabilité des prix, de soutenir la croissance économique. Elle s'assurera également que les taux de règlement pour les transactions du marché de change demeurent à l'intérieur d'une bande de  $\pm 2\%$ .

Ce bulletin fait l'analyse des statistiques financières et de la balance des paiements compilées au cours de l'année 2018. Il comprend quatre parties. La première présente les statistiques monétaires et la deuxième partie est consacrée à l'analyse des statistiques relatives à l'accès aux services financiers. La troisième partie traite les indicateurs de solidité financière du système financier. Enfin, la quatrième partie

examine les données de la balance des paiements enregistrées au cours de l'année 2018.

# PREMIERE PARTIE : DONNEES MONETAIRES DE LA GUINEE EN 2018

## I- Évolution des principaux agrégats monétaires en 2018

### I-1- Masse monétaire et composantes

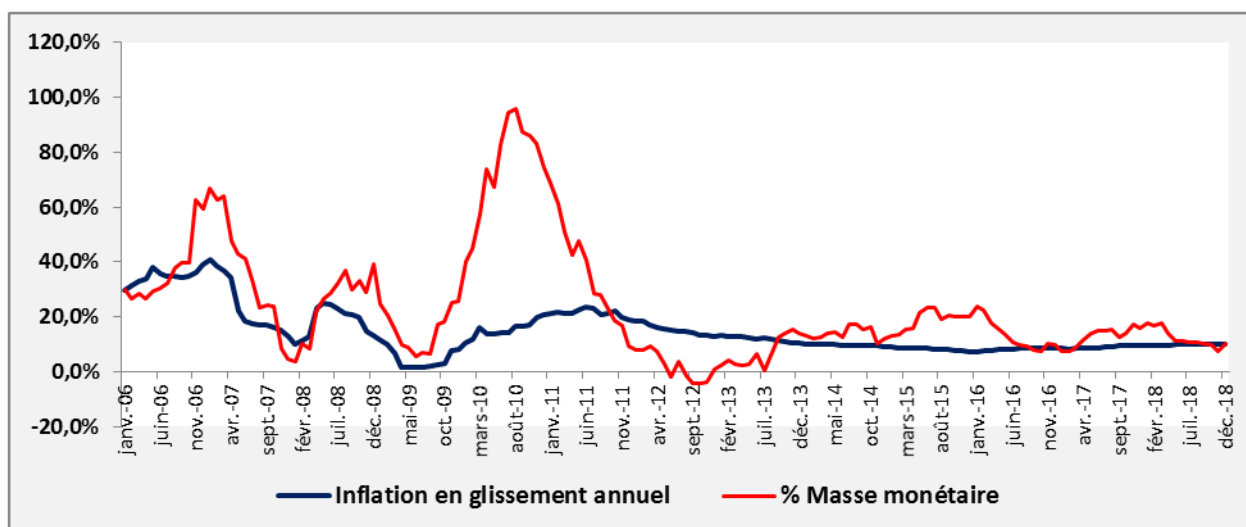
#### I.1.a. Masse monétaire et inflation

À fin décembre 2018, la masse monétaire se chiffre à GNF 24 746,38 milliards contre GNF 22 434,24 milliards à fin décembre 2017, soit une hausse de 10,3%. Cet accroissement résulte de la hausse simultanée des avoirs extérieurs nets de 36,9% et des avoirs intérieurs nets de 2,7%.

Sur la période sous revue, l'inflation en glissement annuel s'établit à 9,9% contre 9,6% en 2017, soit une hausse de 0,3 point de pourcentage. En moyenne annuelle, elle se chiffre à 9,8% contre 8,9% en 2017, soit une hausse de 0,9 point de pourcentage et l'inflation sous-jacente représentée par l'indice hors énergie et produits frais se situe à 6,3% contre 4% en 2017, soit une progresse de 2,3 points de pourcentage.

Entre décembre 2017 et décembre 2018, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 12,3% en glissement annuel, notamment au niveau des sous-groupes des produits laitiers, poisson, sel et épices qui s'accroissent respectivement de 11,6% ; 17,5% et 32,4% sur la période.

#### Évolution de l'inflation et de la masse monétaire en glissement annuel

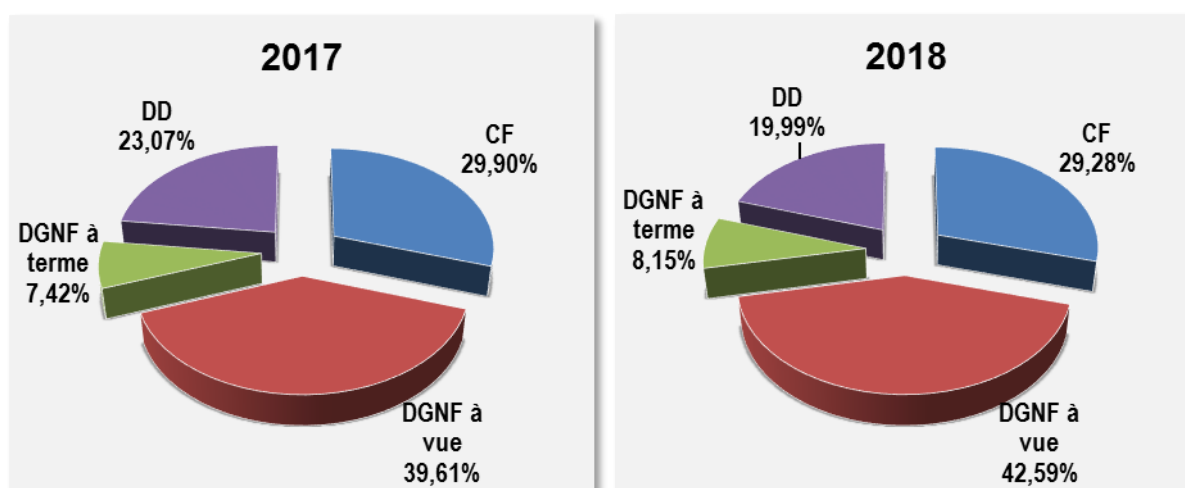


Source : BCRG/DGES/DSBP et MPC/INS

### I.1.b. Composantes de la masse monétaire

Au 31 décembre 2018, la structure de la masse monétaire reste dominée par les dépôts à vue en francs guinéens comme en 2017, leur part ayant augmenté de 3 points de pourcentage en un an. En effet, ils représentent environ 43% contre 40% un an auparavant. Quant aux dépôts en devises, ils représentent 20% de la masse monétaire en décembre 2018 contre 23% à fin 2017. La part de la circulation fiduciaire dans la masse monétaire a chuté d'un point de pourcentage, passant ainsi de 30% en 2017 à 29% en fin de l'année 2018.

Structure de la masse monétaire (répartition de M2 en %)



Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMFP

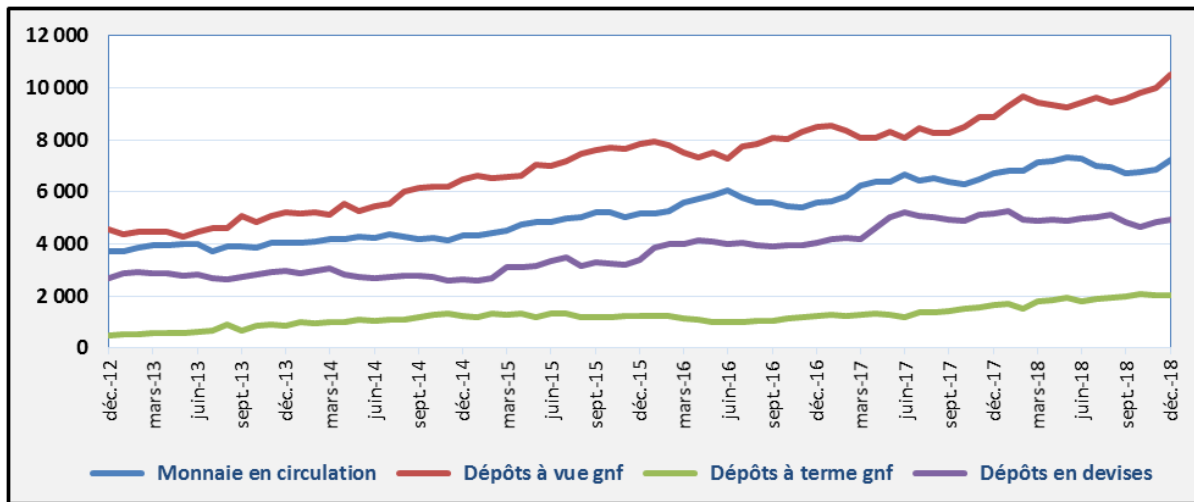
### **Circulation fiduciaire**

La circulation fiduciaire atteint GNF 7 244,54 milliards au 31 décembre 2018, en hausse de 8% par rapport à son niveau de décembre 2017. Cette évolution de la monnaie en circulation s'explique notamment par l'accroissement du crédit à l'économie et des réserves de change.

### **Dépôts en devises et en GNF**

Entre fin décembre 2017 et fin décembre 2018, les dépôts en francs guinéens augmentent de 19% en raison d'un accroissement des dépôts à vue de 18,6% et des dépôts à terme de 21,1%. Par contre, les dépôts en devises baissent de 4,5% sur la période sous revue.

## Évolution des composantes de la masse monétaire (en milliards GNF)



Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMFP

### Encadré 1 : Indicateurs d'analyse économique tirés des agrégats monétaires

#### 1. Vitesse de circulation de la monnaie

La vitesse de circulation de la monnaie est le nombre de fois en moyenne qu'une unité monétaire est utilisée dans des transactions au cours d'une période donnée. Elle est mesurée par le rapport entre le PIB nominal et la masse monétaire.

En 2017, chaque franc guinéen a circulé en moyenne 4 fois contre 3 fois en 2016. Cette évolution traduit un regain de confiance dans l'économie nationale.

Rubriques	Années					
	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Masse monétaire (M2) en milliards de GNF (1)	13 067,54	14 671,81	17 644,34	19 394,61	22 458,37	24 746,38
PIB nominal en milliards de GNF (2)	47 250,29	50 764,20	50 474,90	58 348,66	99 807	103 098,59
Vitesse de circulation de la monnaie (2) / (1)	3,62	3,46	2,86	3,01	4,44	4,17
Taux de liquidité de l'économie (1) / (2)	28%	29%	35%	33%	24,9%	24%

Source : BCRG/DGES/DSBP et MPC/DNP

#### 2. Le taux de liquidité de l'économie

Le taux de liquidité de l'économie correspond à l'inverse de la vitesse de circulation de la monnaie, autrement dit c'est le rapport entre la masse monétaire et le PIB nominal. Il traduit le niveau de développement de la sphère financière dans la mesure où un faible degré de monétisation de l'économie serait la résultante d'un niveau de sophistication élevée du système financier qui permet aux individus de détenir moins de monnaie.

Sur la même période, le taux de liquidité de l'économie a perdu 0,9 point de pourcentage pour se situer à 24% en 2018 contre 24,9% en 2017.

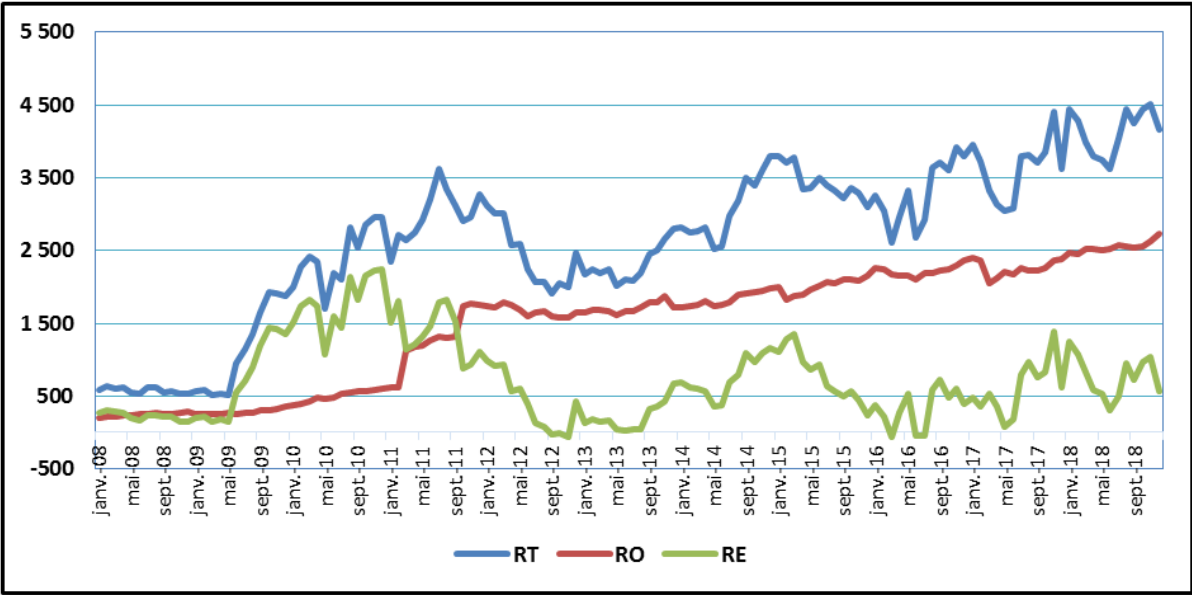
### I.1.c. Base monétaire

Comparativement à son niveau de fin décembre 2017, la base monétaire a progressé de 6,5% pour atteindre GNF 11 837,80 milliards au 31 décembre 2018.

Cette évolution est essentiellement tirée par l'accroissement de la monnaie en circulation (8%) et des réserves des banques commerciales (14,8%).

La hausse des réserves des banques est due à la progression à la fois des dépôts (10%) et des encaisses des banques (38%). Les réserves totales et les réserves obligatoires se sont accrues simultanément de 14,2%, tandis que les réserves excédentaires sont en baisse de 6,4%.

### Évolution des réserves des banques (en milliards GNF)



Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMFP



## Encadré 2 : Indicateurs d'analyse économique tirés des agrégats monétaires

### 3. Le multiplicateur monétaire

Le multiplicateur monétaire (de crédit) est la théorie qui explique quel montant de crédit (de masse monétaire) peut être distribué par les banques à partir de la base monétaire créée par la Banque Centrale (banque Natixis, février 2007). Il est mesuré par le rapport entre la masse monétaire et la base monétaire.

En 2017, un franc guinéen de monnaie centrale donne lieu à 2,09 GNF de crédits contre 2,02 GNF en 2017.

Rubriques	Années					
	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Masse monétaire (M2) en milliards de GNF (1)	13 067,54	14 671,81	17 644,34	19 394,66	22 434,24	24 746,38
Base monétaire en milliards de GNF (2)	7 440,85	8 520,92	8 738,90	10 096,61	11 113,38	11 837,83
Avoirs extérieurs bruts de la BCRG en milliards de GNF (3)	4 937,93	5 433,17	3 689,12	5 385,55	6 165,13	8 583,18
Multiplicateur monétaire (1) / (2)	1,76	1,72	2,02	1,92	2,02	2,09
Taux de couverture de l'émission monétaire (3) / (2)	66,4%	63,8%	42,2%	53,3%	55,5%	72,5%

Source : BCRG/DGES/DSBP

### 4. Le taux de couverture de l'émission monétaire

Le taux de couverture de l'émission monétaire est le rapport entre les avoirs extérieurs bruts et la base monétaire.

Le taux de couverture s'est amélioré de 17 points, pour s'établir à 72,5 % en 2018 contre 55,5 % un an plus tôt. Cette progression est liée à la hausse des réserves de change.

## I-2- Contreparties de la masse monétaire

La croissance de la masse monétaire en 2018 résulte de la hausse simultanée des avoirs extérieurs nets (36,9%) et des avoirs intérieurs nets (2,7%).

### I.2.a. Avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets sont passés de GNF 4 962,42 milliards à GNF 6 794,60 milliards entre décembre 2017 et décembre 2018, soit une hausse de 36,9% correspondant à GNF 1 832,18 milliards. Cette évolution s'explique par l'accroissement des réserves de change contenu par la contraction de la position extérieure nette des banques primaires.

### Réserves de change

Entre décembre 2017 et décembre 2018, les réserves brutes de change sont passées de USD 642,07 millions à USD 910,74 millions, soit une hausse de 41,8%. Cette progression s'explique par une augmentation des recettes en devise (USD 884,87 millions) et par la baisse des dépenses en devise de la nation (USD 657,74 millions). De plus, les réserves en or ont été considérablement renforcées au cours de la période sous revue.

### **a-1. Les recettes en devises de la Nation**

À fin décembre 2017, le cumul des recettes en devises se chiffre à USD 884,87 millions contre USD 817,45 millions en décembre 2017, soit une hausse de 8,3%. Cette évolution s'explique essentiellement par l'accroissement des recettes minières sur la période.

En effet, les recettes minières s'établissent à USD 250,41 millions au 31 décembre 2018, en hausse de USD 82,92 millions (49,5%) par rapport à leur niveau un an plus tôt. En revanche, sur la période sous revue, les dépôts des banques à la BCRG et les autres recettes de l'État baissent de 28,4% et 16% respectivement pour s'établir à USD 383,15 millions et USD 76,98 millions à fin décembre 2018. Cette baisse est liée au faible niveau des subventions reçues par l'État en 2018.

### **a-2. Les dépenses en devises de la Nation**

À fin décembre 2018, le cumul des dépenses en devises s'établit à USD 657,74 millions contre USD 737,37 millions à fin décembre 2017, soit une chute de 10,8% qui s'explique principalement par la baisse des transferts au profit des banques.

Les transferts au profit des banques s'élèvent à USD 270,16 millions à fin décembre 2018 contre USD 423,69 millions à fin décembre 2017, soit une diminution de USD 153,53 millions (36,2%). Cette situation s'explique essentiellement par la suspension des versements en euros.

Quant à la dette extérieure et aux autres dépenses courantes de l'État, elles augmentent de 41,1% et 12,7% respectivement entre fin 2017 et fin 2018. Le niveau d'exécution des remboursements de la dette extérieure traduit la volonté du Gouvernement à honorer ses engagements vis-à-vis de ses créanciers.

### **a-3. Le solde du budget en devises**

À fin décembre 2018, le solde du budget en devises est excédentaire et se chiffre à USD 227,13 millions contre USD 80,08 millions un an auparavant, soit une amélioration de USD 147,05 millions.

Cette progression est à la fois liée à l'accroissement des recettes minières de l'État et à la baisse des transferts de la BCRG au profit des banques primaires au cours de l'année 2018.

## Évolution de l'exécution du budget en devises (en millions USD)

	2017	2018	Variation	
			Valeur	%
1- Solde du budget en devises (2-3)	80,08	227,13	147,05	183,63
2- Recettes en devises	817,45	884,87	67,42	8,25
dont: Recettes minières	167,49	250,41	82,92	49,51
Autres recettes	91,68	76,98	-14,70	-16,03
Dépôts des banques	534,8	383,15	-151,65	-28,36
3- Dépenses en devises	737,37	657,74	-79,63	-10,80
dont: Dette extérieure	62,07	103,16	41,09	66,20
Autres dépenses courantes de l'État	178,15	190,81	12,66	7,11
Dépenses de la BCRG	15,82	14,61	-1,21	-7,65
Transferts des banques	423,69	270,16	-153,53	-36,24

Source : BCRG/DGCC/DCH

### a-4. Le marché interbancaire de change et le taux de change

Dans le cadre d'une amélioration des méthodes de travail et sur recommandation du Fonds Monétaire International (FMI), la pratique du Marché Interbancaire des changes (MIC) a été remplacée courant 2016 par celle du Marché aux Enchères Bilatérales de Devises (MEBD). Dans le sillage des réformes entreprises par la BCRG, l'année 2018 a été marquée par le renforcement des réserves de change et une relative stabilité de la valeur du franc guinéen (GNF) par rapport aux principales devises notamment le dollar US et l'Euro.

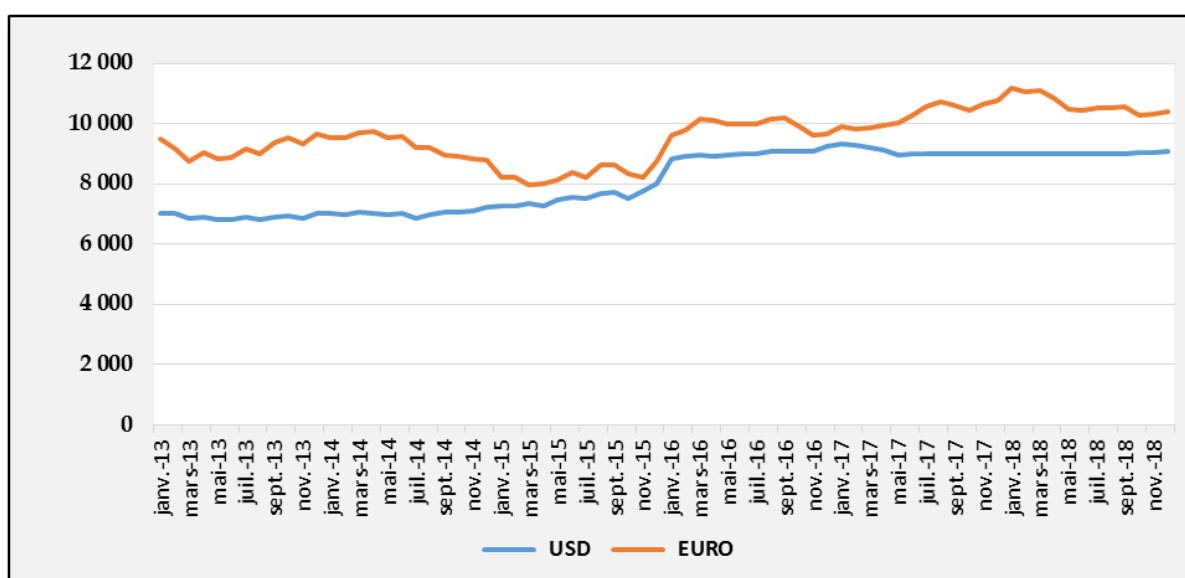
Le cours de change du dollar US par rapport au franc guinéen s'est établi à fin 2018 à GNF 9 011, 1098 contre GNF 9 089,2206 3529 à fin 2017 sur le marché officiel, soit une appréciation de 0,87%. Sur le marché des bureaux de change agréés, il s'est établi à GNF 9 128,3333 contre GNF 9 073,3333 à fin 2017, soit une dépréciation de 0,60%.

En ce qui concerne l'euro, le cours sur le marché officiel est passé de GNF 10 253,4980 en 2017 à GNF 10 650,3372 en 2018, soit une appréciation du GNF de 3,73%. Sur celui des bureaux de change, il passe de GNF 10 681,6667 à 10 364,3333 en 2018, soit une appréciation du GNF de 2,97%.

La prime de change du dollar US passe de 0,74% à 0,48% sur la période, confirmant ainsi l'unification des deux marchés.

Celle-ci est due entre autres, aux mesures de politique de change prises par la BCRG d'une part, et d'autre part, à la liquidité des banques en devises qui a permis la satisfaction des besoins de la clientèle avec un taux de couverture de 98,06%. Le gap a été financé sur le Marché aux Enchères Bilatérales de Devises (MEBD) à hauteur de USD 42,251 millions.

### Évolution du taux de change (fin de période)



Source : BCRG/DGCC/DCH

### **Position extérieure nette des banques**

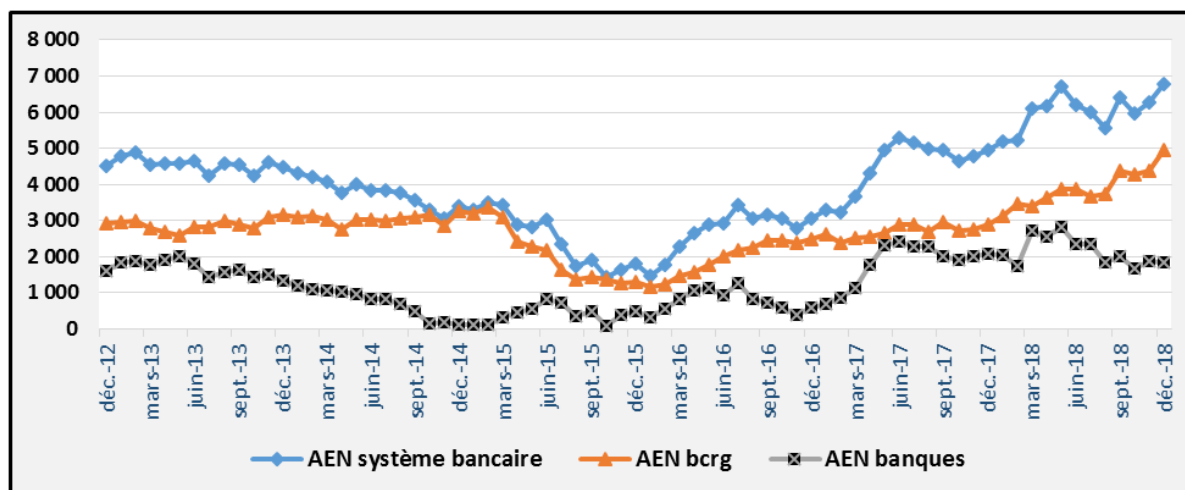
Comparativement à fin décembre 2017, la position extérieure nette des banques commerciales baisse de 11,5% pour se situer à GNF 1 825,44 milliards à fin décembre 2018.

Cette décre est imputable essentiellement à la hausse plus marquée des engagements extérieurs des banques par rapport aux avoirs extérieurs bruts.

En effet, sur la période sous revue, les avoirs extérieurs bruts des banques progressent de GNF 188,74 milliards (7,3%), pour se situer à GNF 2 782,95 milliards, en raison notamment du rapatriement des recettes d'exportation dans le secteur minier.

Aussi, les engagements extérieurs augmentent de 80,3% pour se situer à GNF 957,52 milliards à fin décembre 2018, en liaison avec des emprunts contractés par certaines banques primaires auprès de leurs correspondants à l'étranger pour des besoins de trésorerie.

### Évolution des avoirs extérieurs nets (en milliards GNF)



Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMFP

### I.2.b. Avoirs intérieurs nets

À la fin de l'année 2018, les avoirs intérieurs nets se chiffrent à GNF 17 951,78 milliards contre GNF 17 471,82 milliards à fin décembre 2017, soit une hausse de 2,7%. Cette augmentation s'explique principalement par la dégradation de la position nette du Trésor auprès du système bancaire et l'accroissement du crédit au secteur privé.

#### ***Position Nette du Trésor auprès du système bancaire***

En effet, la position nette du Trésor auprès du système bancaire s'établit à GNF 13 350,64 milliards à fin décembre 2018, en détérioration de GNF 2 297,29 milliards (20,8%) par rapport à son niveau au 31 décembre 2017.

#### **b-1. Position Nette du Trésor à la BCRG**

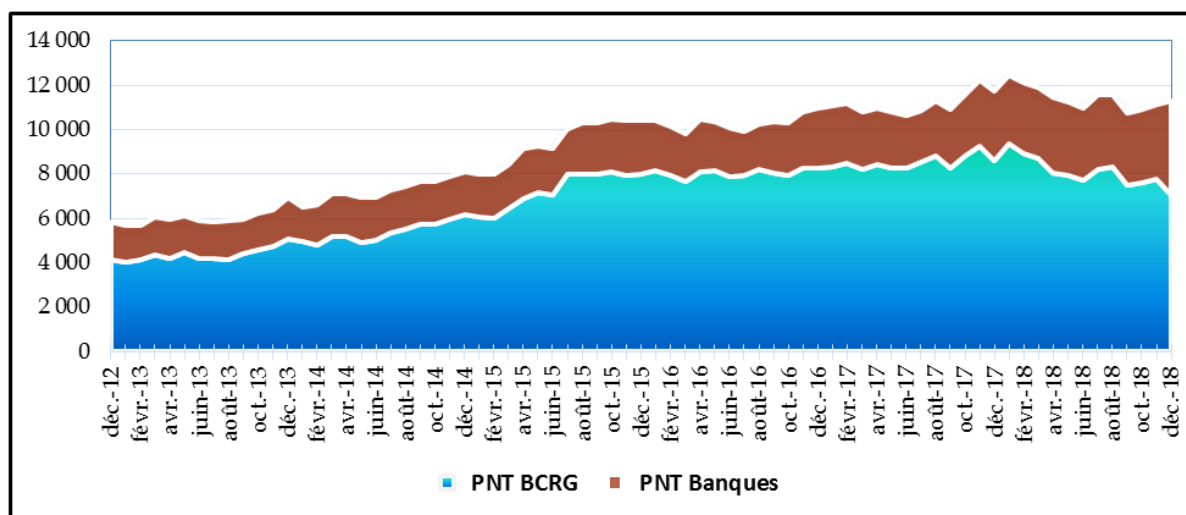
L'endettement net du Trésor à la Banque Centrale augmente de 15%, pour s'établir à GNF 9 114,40 milliards à fin décembre 2018 contre GNF 7 926,78 milliards à fin décembre 2017. Au cours de l'année sous revue, la dégradation de la position nette débitrice du Trésor dans les livres de la Banque Centrale est imputable à la

recapitalisation de la BCRG intervenue au mois d'octobre 2018 pour GNF 3 194,35 milliards.

### **b-2. Position Nette du Trésor dans les banques**

Au 31 décembre 2018, la position nette débitrice du Trésor dans les banques commerciales s'établit à GNF 4 236,24 milliards contre GNF 3 126,57 milliards à fin décembre 2016, soit une progression de 35,5%. Cette évolution résulte des crédits alloués à l'État à travers les Bons de Trésor (BDT) dont l'encours se chiffre à GNF 4 211,33 milliards à fin 2018, contre GNF 3 070 milliards un an plus tôt.

#### **Évolution de la position nette du Trésor auprès du système bancaire (en milliards GNF)**



Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMFP

### **Crédits à l'économie**

#### **b-3. Les taux d'intérêts**

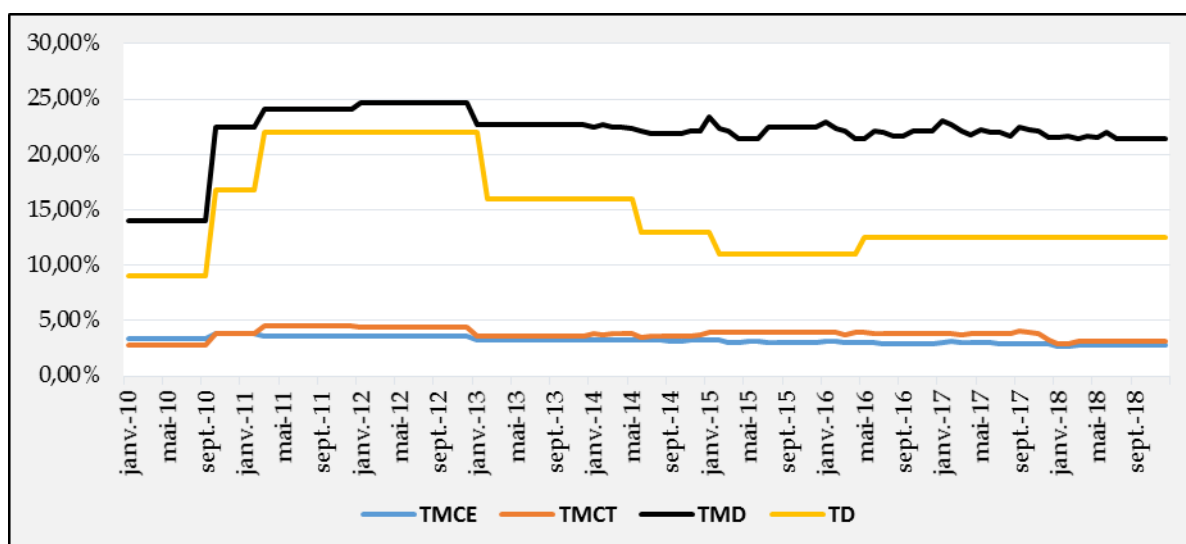
En 2018, la Banque Centrale a maintenu inchangé à 12,5% son taux directeur relevé depuis mai 2016. En outre, les taux débiteur, créditeur et ceux sur les comptes d'épargne sont restés relativement stables sur la période. Sur le marché monétaire, le système bancaire a réajusté ses différents taux.

En effet, le taux moyen pondéré des Bons de Trésor (BDT) à 364 jours est passé de 11,1% à fin décembre 2017 à 12,4% à fin décembre 2018. Le taux moyen pondéré des BDT à 182 jours s'est établi à 11,4% à fin décembre 2018 contre 9,5% à fin

décembre 2017. Le taux moyen pondéré des BDT à 91 jours s'est fixé à 9,9% à fin 2018 contre 7,8% en 2017.

Aussi, les taux débiteurs maximum et les taux créditeurs minimum sur les comptes à terme se situent respectivement à 21,48% et 3,16% à fin décembre 2018, contre 21,50% et 3,27% à fin décembre 2017. Quant au taux minimum sur les comptes d'épargne, il s'est établi à 2,79% en décembre 2018, en baisse de 0,14 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.

### Évolution des taux d'intérêts



Source : BCRG/DGCC/DPMC

#### b-4. Les maturités des crédits à l'économie

L'encours des crédits à l'économie à fin décembre 2018 atteint GNF 9 875,95 milliards contre GNF 8 217,36 milliards à fin 2017, soit une hausse de 20,2%. Le ratio des crédits à l'économie sur le PIB s'établit à 9,6% en 2018 contre 9,1% en 2017, soit une légère progression de 0,5 point de pourcentage.

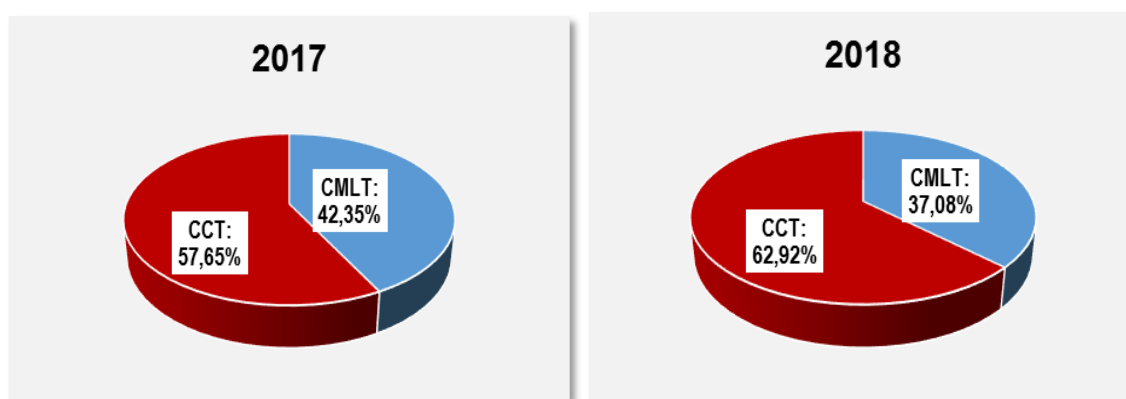
La progression des crédits à l'économie s'explique, entre autres, par la campagne de crédits scolaires au cours du dernier trimestre 2018, et l'utilisation des lignes de découvert par la clientèle des banques évoluant notamment dans le secteur des BTP.

Les crédits accordés à l'économie restent dominés par les crédits à court terme qui représentent 62,9% du total en fin d'année 2018 contre 57,6% en fin 2017. Ils

s'établissent à GNF 6 214,07 milliards à fin 2018 contre GNF 4 737,05 milliards, soit une hausse de 31,2 %. La prépondérance des crédits à court terme s'explique par le fait que les dépôts effectués par la clientèle sont en général des dépôts à vue.

Quant aux crédits à moyen et long termes, ils progressent de 5,2% pour se situer à GNF 3 661,88 milliards à fin décembre 2018. Ils représentent 37,1% du total en 2018 contre 42,4% en 2017.

### Structure des crédits à l'économie par maturité



Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMFP

#### b-5. L'orientation des crédits à l'économie

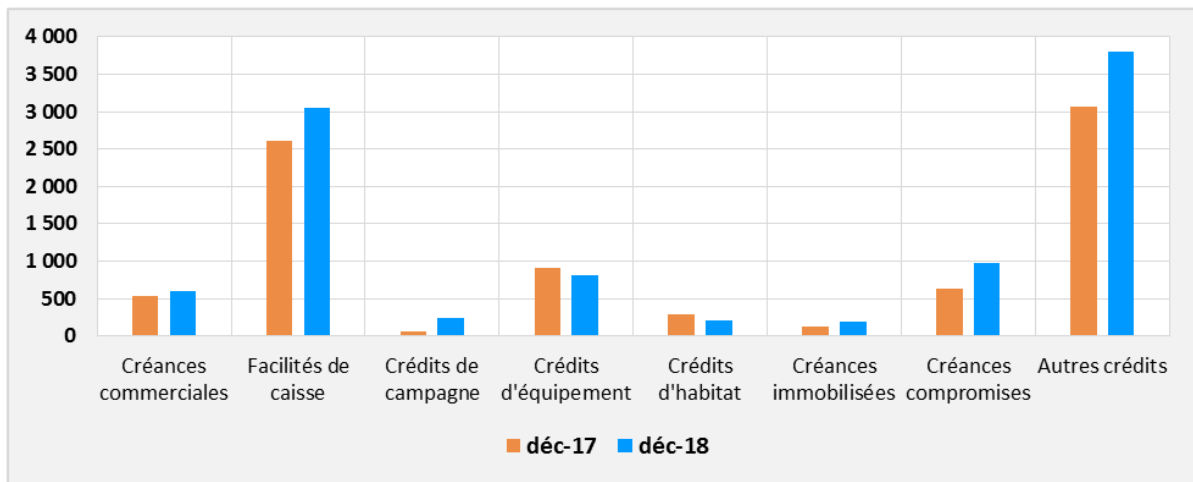
En 2018, la hausse de l'encours des crédits à l'économie concerne l'ensemble des catégories, à l'exception des crédits d'équipement et d'habitat.

Ainsi, les créances commerciales et les facilités de caisse augmentent de 13,5% et 16,9% respectivement entre 2017 et 2018. Sur la même période, les créances immobilisées, les créances compromises et les crédits de campagne s'accroissent de GNF 66,36 milliards, GNF 346,81 milliards et GNF 181,56 milliards respectivement. Quant aux autres crédits, ils progressent de 24,1 pour s'établir à GNF 3 798,11 milliards.

Cependant, sur la période sous revue, les crédits d'équipement et d'habitat baissent de 11,2% et 30,3%, en se chiffrant à GNF 803,73 milliards et GNF 199,77 milliards respectivement.



## Évolution par catégorie de crédits à l'économie en milliards de GNF



Source : BCRG/DGCC/DPMC

## II- Cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration des statistiques monétaires

### II-1- Présentation du système financier guinéen

Le système financier guinéen comprend une Banque Centrale, des établissements de crédit, des compagnies d'assurance, des institutions de microfinance, des sociétés de transfert d'argent et des bureaux de change.

#### II-1- a- La Banque Centrale de la République de Guinée

Elle joue le rôle d'Institut d'émission, conduit la politique monétaire, gère les réserves de change de la Nation, effectue les opérations avec le Fonds Monétaire International en tant qu'agent financier de l'Etat et assure la surveillance du système financier.

#### II-1-b- Présentation du système bancaire guinéen

Au 31 décembre 2018, le paysage bancaire Guinéen compte 17 Banques agréées dont 16 en activité, soit une banque nouvellement créée, la Banque Nationale d'Investissement de Guinée (BNIG). Le secteur entretient un réseau de 178 agences et 174 distributeurs automatiques de billets pour plus de 615 179 clients et 2 308 agents, soit 8 nouvelles agences et 15 nouveaux distributeurs automatiques ouverts au cours de l'exercice 2018.

Les banques en activité sont :

1. BIG (Banque Islamique de Guinée) ;

2. BICIGUI (Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de Guinée) ;
3. SGG (Société Générale de Guinée) ;
4. ORABANK GUINEE ;
5. BPMG (Banque Populaire Maroco-Guinéenne) ;
6. ECOBANK GUINEE ;
7. BSIC GUINEE (Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce de Guinée) ;
8. BCI GUINEE (Banque pour le Commerce et l'Industrie de Guinée) ;
9. BNG (Banque Nationale de Guinée) ;
10. FBNBANK GUINEE ;
11. VISTA BANK GUINEE;
12. UBA GUINEE (United Bank for Africa);
13. Skye Bank-Guinée ;
14. NSIA BANQUE GUINEE ;
15. Afriland First Bank de Guinée, et
16. BDG (Banque de Développement de Guinée).

Toutefois, le paysage bancaire guinéen reste dominé par trois «grandes banques» (ECOBANK, SGG et BICIGUI), représentant 55% du total bilan du secteur, 58% des dépôts collectés et 53% des crédits distribués.

Sur le plan réglementaire, une vingtaine de Décisions du Comité des Agréments et Instructions du Gouverneur de la BCRG ont été prises courant 2018 relatives, notamment à l'agrément d'une Banque, à la création du Fonds de Garantie des Dépôts, à l'agrément de Dirigeants et Commissaires aux comptes, à l'autorisation d'administrateur et à la prise de textes d'application de la Loi Bancaire

### **II-1-c- Les compagnies d'assurance**

Le secteur de l'assurance a connu une évolution remarquable durant les trois dernières décennies. Cette évolution a concerné aussi bien le cadre législatif et réglementaire, que le cadre institutionnel et l'activité des compagnies agréées.

La Banque Centrale de la République de Guinée assure de par la loi, la supervision des sociétés d'assurance opérant sur le marché. A cet effet, la mission de surveillance et de contrôle des sociétés d'assurance est exercée aussi bien pour la

protection des assurés et bénéficiaires de contrats que pour l'établissement d'un système financier solide, stable, fiable et compétitif. De par leurs activités, les sociétés d'assurance jouent un rôle important dans le développement économique du pays.

Au cours de l'année 2018, douze (12) compagnies ont animé le marché des assurances dont six (6) compagnies qui souscrivent aussi bien dans les branches dommages que celles de la vie, une (1) spécialisée en assurance vie. Par ailleurs, on note la présence d'un Bureau National de la Carte Brune CEDEAO qui gère les risques transfrontaliers dans la sous-région et d'un Fonds de Garantie Automobile (FGA) dont le rôle consiste à prendre en charge les victimes d'accidents de la circulation dont les responsables ne sont pas connus ou sont connus mais non solvables.

Ces compagnies d'assurance sont :

- ✓ UGAR-ACTIVA ;
- ✓ La Société Guinéenne d'Assurance Mutuelle (SOGAM SA) ;
- ✓ La Mutuelle des Travailleurs de Guinée (MUTRAGUI SA) ;
- ✓ La Société Nouvelle d'Assurance de Guinée (SONAG SA) ;
- ✓ L'International Insurance Company Guinea (IIC Guinée SA) ;
- ✓ La Nouvelle Société Interafricaine d'Assurance de Guinée (NSIA Guinée SA) ;
- ✓ ACTIVA- Vie;
- ✓ SAHAM ;
- ✓ SUNU ;
- ✓ SAAR-Guinée ;
- ✓ La société mutuelle d'assurance (MICARE SM)
- ✓ Groupe LANALA

Au niveau du réseau de distribution, en plus des sociétés, le marché guinéen est animé par une cinquantaine de courtiers d'assurance, quarante-huit (48) agents généraux, des experts chargés d'évaluer les portefeuilles et les sinistres, ainsi que des médecins et des enquêteurs.

## **II-1-d- Les institutions de microfinance**

La loi sur les Institutions Financières Inclusives a adopté en 2017. Cette loi modernise la réglementation sur la microfinance, dote les Etablissements de Monnaie Electronique d'un cadre juridique plus stable et encadre les futurs services financiers de la poste.

Les institutions de microfinance sont des structures qui n'ont pas le statut de banque mais qui pratiquent, à titre habituel, des opérations de crédit ou de collecte d'épargne et offrent des services financiers spécifiques au profit des populations évoluant pour l'essentiel en marge du circuit bancaire traditionnel (article 2 §1 de la Loi sur la Microfinance).

En 2018, le marché de la Microfinance compte vingt-six (26) institutions toutes catégories confondues. Ce sont :

### **Catégorie 1 : Structures mutualistes ou coopératives (elles sont au nombre de 10)**

- ✓ Les Caisses Populaires d'Epargne et de Crédit de Guinée (CPECG-yètà Mali) ;
- ✓ La Société Coopérative de Mobilisation des Ressources pour l'Investissement en Guinée (MIGUI) ;
- ✓ Le Réseau des Caisses Communautaires d'Epargne et de Crédit de Guinée DIAMA DJIGUI ;
- ✓ La Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Pêcheurs Artisanaux de Guinée (MECREPAG) ;
- ✓ Le Groupement d'Appui à l'Autopromotion Economique et Sociale – GIE (GAAS – GIE NAFAYA de Guinée) ;
- ✓ La Caisse d'Appui aux Initiatives de Développement Economique Local (CAIDEL) ;
- ✓ La Mutuelle de Crédit et d'Epargne et SABOU GUINEE ;
- ✓ La Coopérative de promotion du Crédit Social Solidaire GIE (HAMI YARA) ;
- ✓ Modèle MUFFA et MC2 d'AFRILAND FIRST BANQUE ;
- ✓ Faitière des Associations des Services Financiers de la Basse Guinée (FASEFBG) ;

**Catégorie 2 : Sociétés Anonymes, au nombre de dix (10)**

- ✓ Le Crédit Rural de Guinée (CRG -SA) ;
- ✓ La Financial Développement (FINADEV- SA) ;
- ✓ JATROPHA -SA ;
- ✓ Le Centre d'Appui et de Formation au Développement à l'Épargne/Crédit et à l'Éducation Civique (CAFODEC S-A) ;
- ✓ COFINA-SA ;
- ✓ CREDIT NAFA-SA :
- ✓ CAFODEC FINANCES-SA ;
- ✓ La Société Atlantic Microfinance for Africa (AMIFA) ;
- ✓ Crédit Cash
- ✓ Réseau d'assistance financière aux organisations communautaire (RAFOC)

**Catégorie 3: Associations et ONG, au nombre de six (6)**

- ✓ La Maison Guinéenne de l'Entrepreneur (MGE) ;
- ✓ L'Agence Autonome d'Assistance Intégrée aux Entreprises (3AE) ;
- ✓ TAB Finance ;
- ✓ Le Réseau d'Assistance Financière aux Organisations Communautaires (RAFOC) ;
- ✓ Saba Finance
- ✓ International Agency for social and economic development

Les institutions de microfinance de la première catégorie collectent l'épargne de leurs membres et l'emploient en opérations de crédit, exclusivement au profit de ceux-ci.

Quant aux institutions de microfinance de la deuxième catégorie, elles collectent l'épargne et accordent des crédits aux tiers.

Les institutions de microfinance de la troisième catégorie accordent des crédits aux tiers sans exercer l'activité de collecte d'épargne.

A côté des IMF, il existe trois (03) sociétés de transferts d'argent via la téléphonie mobile. Ce sont : orange money, MTN et Pay card.

### **II-1-e- Les bureaux de change manuel**

Les bureaux de change sont des opérateurs économiques privés dont l'activité consiste à faire des opérations de change. Leur activité est régie par l'instruction N°025/DGEEM/RCH/11 du 29 mars 2011.

Au cours de l'année 2018, la Direction des changes a délivré trois (3) nouveaux agréments de bureaux de changes et a enregistré le retrait d'un (1) agrément pour motif économique. A ce jour, on dénombre quarante-deux (42) bureaux de change en activité. Par ailleurs, vingt-sept (27) bureaux sur trente-sept (37) ont renouvelé leurs agréments dont la date est arrivée à expiration après une validité de trois (3) ans.

### **II-1-f- Les sociétés de transfert d'argent**

Les sociétés de transfert d'argent sont des structures à caractère privé dont l'activité porte sur les opérations de transfert d'argent pour le compte ou en faveur des résidents conformément à la réglementation des changes. Leur fonctionnement est régi par l'instruction de la BCRG n°32/DGEEM/RCH/11 du 13 avril 2011 portant réglementation de l'activité des établissements de transfert d'argent en République de Guinée.

Au cours de l'année 2018, deux nouveaux agréments et deux retraits d'agréments ont été enregistrés pour conduire à un total de 33 établissements de transfert d'argent en activités.

### **II-2- Cadre réglementaire et procédures**

Les principaux aspects du cadre réglementaire sont au nombre de deux :

- ✓ l'uniformisation des méthodes et pratiques comptables par l'ensemble des banques de la place ;
- ✓ la transmission à la BCRG des informations comptables mensuelles des banques au plus tard le 10 du mois pour le mois précédent. Cette exigence tire son essence des articles 28 et 29 de la loi L/2017/017/AN du 08 juin 2017 portant statut de la Banque Centrale de la République de Guinée.

L'article 28 stipule ce qui suit : « La Banque Centrale est habilitée à collecter auprès des services nationaux compétents et auprès des établissements de crédit, des compagnies d'assurances, des institutions de micro finance et autres agents économiques, des informations statistiques ou tous documents et renseignements sur la situation économique, financière et monétaire du pays.

Quant à l'article 29, il énonce que « La Banque Centrale est chargée de l'application des dispositions des articles 27 et 28, le secret professionnel n'est pas opposable à la Banque Centrale.

### **II-3- Principes comptables applicables aux statistiques monétaires**

Quatre principes comptables sont applicables aux comptes monétaires. Il s'agit de :

- ✓ l'expression des données en termes de stocks ;
- ✓ l'enregistrement des données sur la base des règlements ;
- ✓ l'expression des données en monnaie nationale ;
- ✓ la consolidation de l'ensemble des situations monétaires.

#### **II-3- 1- Données en termes de stocks**

Les statistiques monétaires reposent sur des bilans. Elles se présentent donc sous forme d'encours ou de stocks, c'est-à-dire qu'elles enregistrent l'encours des avoirs et des engagements à un instant donné plutôt que les transactions intervenues pendant une période.

#### **II-3- 2- Enregistrement sur la base des règlements**

Les statistiques monétaires sont présentées actuellement sur base caisse. Elles enregistrent les transactions au moment où l'obligation est réglée plutôt qu'au moment où elle est constatée.

#### **II-3- 3- Monnaie de libellé**

Les comptes monétaires sont exprimés en monnaie nationale. Tous les postes libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux en vigueur à la date d'arrêt du bilan.

#### **II-3- 4- Consolidation**

L'établissement de la situation monétaire exige une double consolidation. Dans un premier temps, les bilans des banques commerciales sont agrégés en un compte consolidé des banques commerciales. Dans un deuxième temps, le bilan des autorités monétaires est consolidé avec ceux des banques commerciales pour donner la situation monétaire intégrée.

## DEUXIEME PARTIE : INDICATEURS D'ACCES AUX SERVICES FINANCIERS DE LA GUINEE EN 2018

### I. Évolution des principaux indicateurs en 2018

L'analyse des principaux indicateurs porte sur l'accès aux services financiers à travers les banques et émetteurs de monnaie électronique, les institutions de microfinance et les compagnies d'assurance.

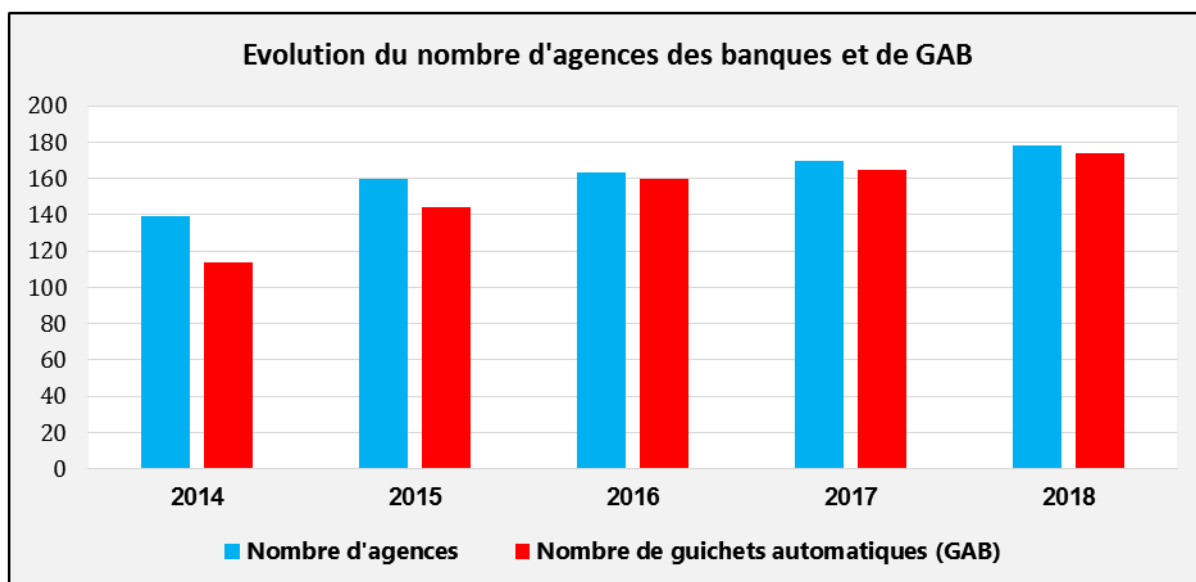
#### I-1- Accès aux services financiers à travers les banques et banques mobiles

Cette partie analyse les indicateurs liés à l'extension géographique des réseaux bancaires et à l'utilisation des services financiers des banques et des émetteurs de monnaie électronique.

##### I-1-1 Extension géographique

Le nombre d'agences ou points de services des banques commerciales progresse de 8 unités (4,7%), pour s'établir à 178 à fin décembre 2018 contre 170 à fin décembre 2017.

Quant au nombre de guichets automatiques, il s'établit à 174 en 2018 contre 165 en 2017, soit une progression de 9 unités (5,5%).



Source : BCRG/DGES/DSBP

Le réseau bancaire reste concentré dans la capitale au détriment des villes de l'intérieur. Ce qui dénote de la meilleure couverture de la ville de Conakry par rapport



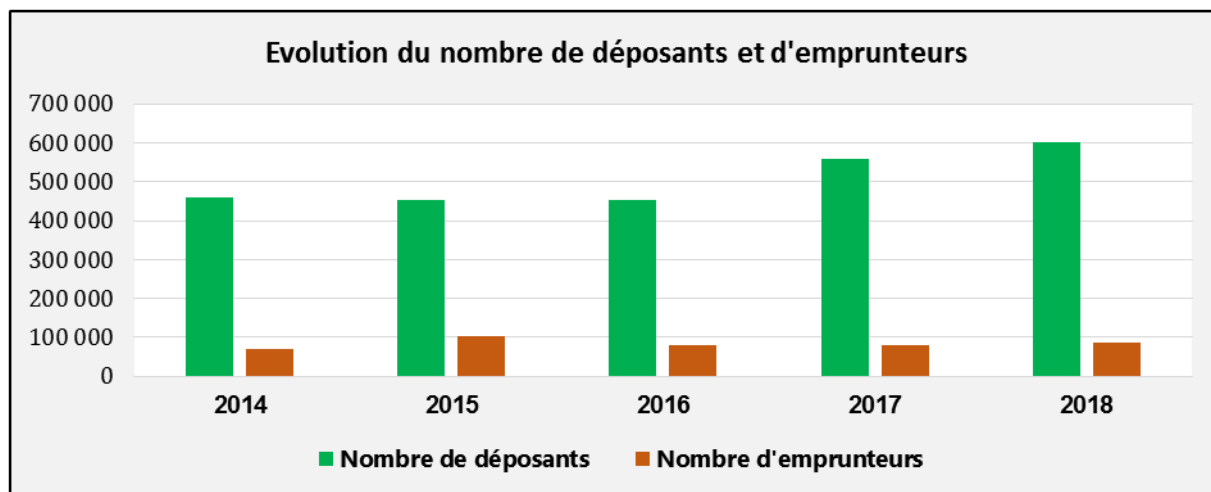
aux villes de l'intérieur, en dépit de leurs besoins croissants en termes de financement.

### I-1-2 Utilisation des services financiers

Elle porte sur deux (2) indicateurs principaux des services financiers de base : les dépôts et les crédits.

En 2018, le nombre des déposants dans les banques primaires s'établit à 600 877 contre 558 010 en 2017, soit une hausse de 7,7%. Cette évolution est imputable aux efforts commerciaux des banques, à l'amélioration de la conjoncture économique nationale et à l'apaisement de l'environnement socio politique.

Le nombre d'emprunteurs enregistre une hausse de 7,1% et s'établit à 85 501 emprunteurs en 2018.

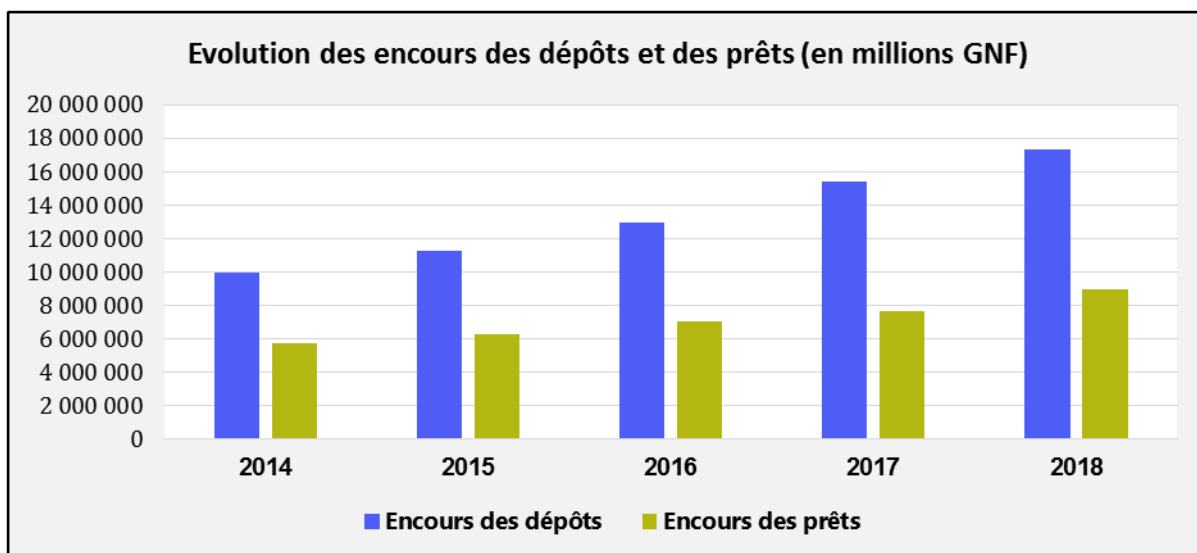


Source : BCRG/DGES/DSBP

Par rapport à 2017, l'encours des dépôts de la clientèle des banques s'est accru de 12,6% pour s'établir à GNF 17 324 milliards en 2018. Cette évolution s'expliquerait par un regain de confiance de la clientèle au système bancaire guinéen.

Les dépôts sont constitués à hauteur de 41% par les dépôts de la clientèle ménages/particuliers contre 45% en 2017.

En ce qui concerne l'encours des prêts à la clientèle, il progresse de 17% pour se situer à GNF 8 958 milliards en 2018. Comparativement à 2017, cette progression s'explique par la hausse des crédits accordés à la clientèle ménages/ particuliers.

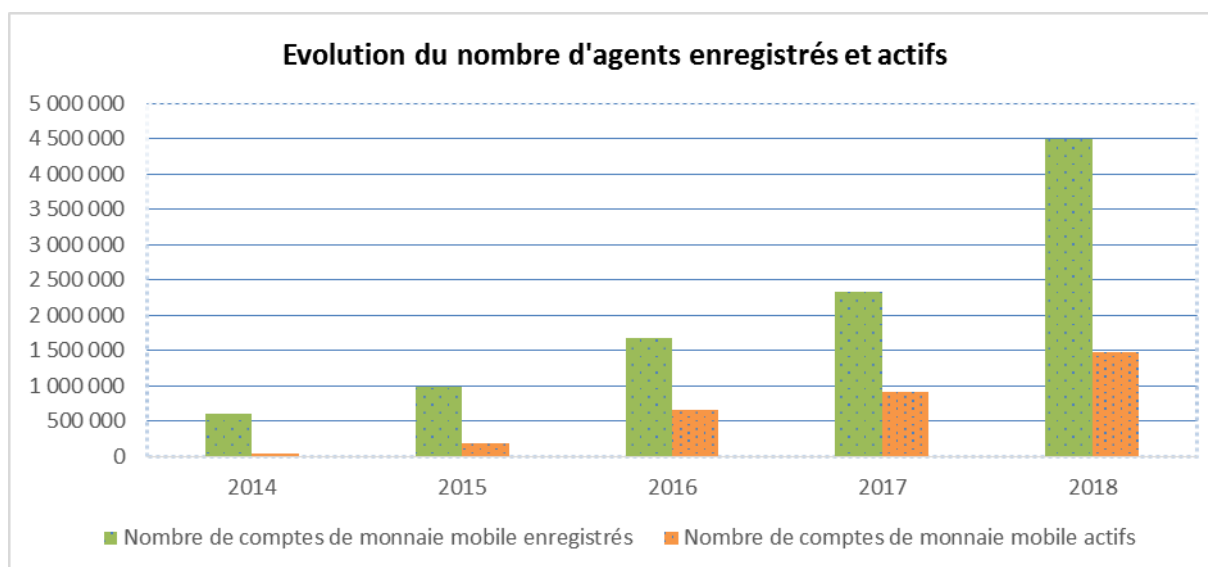


Source : BCRG/DGES/DSBP

### **Banques mobiles**

Entre 2017 et 2018, le nombre des clients enregistrés est passé de 2 329 281 à 4 493 692, soit une hausse de 2 164 411 unités. Cette évolution s'explique entre autres par le développement des activités de communication et de marketing, l'extension du réseau de distribution et le développement des nouveaux de services.

Sur la même période, le nombre d'agents actifs est passé de 918 248 à 1 480 720, soit un accroissement de 61,3%.



Source : BCRG/DGES/DSBP

En 2018, le montant total des transactions bancaires mobiles enregistre une forte hausse par rapport à l'année 2017. Il s'établit à GNF 33 022 milliards en 2018, en hausse de GNF 14 552 milliards sur la période sous revue. Cette progression

s'explique essentiellement par le développement des nouveaux produits et services tels que le paiement de factures, le paiement de salaires, des jeux et paris sportifs et l'extension du réseau de distribution. Par ailleurs, le nombre de points de vente s'établit à 40 210 en 2018 contre 29 893, soit une hausse de 34,5%.

## **I-2- Accès aux services financiers à travers les institutions de microfinance (IMF)**

Cette partie offre une vue d'ensemble sur l'extension géographique des IMF (nombre d'IMF et points de services) ainsi que l'utilisation des services financiers (nombre de clients, encours de dépôts et de crédits).

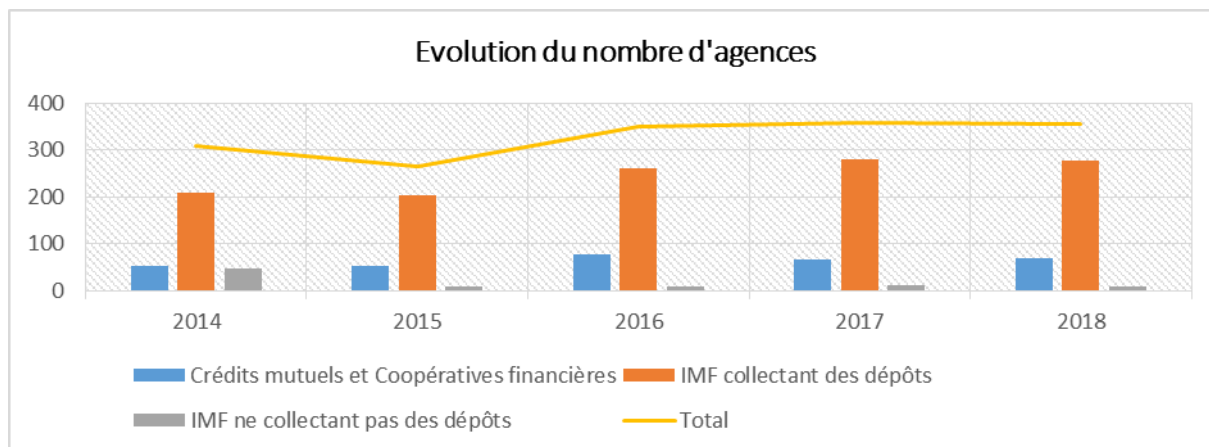
### **I-2-1 Extension géographique**

Le nombre d'IMF est passé de 25 en 2017 à 26 en 2018. S'agissant de leur répartition par catégorie, l'évolution est la suivante :

- ✓ Les Crédits mutuels et coopératives financières sont restés 11 ;
- ✓ Les IMF acceptant des dépôts sont passées de 8 à 10;
- ✓ Les IMF n'acceptant pas des dépôts sont passées de 6 à 5.

Le nombre d'agences (ou points de service) opérationnelles est de 355 cette année contre 357 guichets l'année précédente. Par catégorie d'IMF, l'évolution se présente comme suit :

- ✓ Crédits mutuels et coopératives financières : 70 agences en 2018 contre 67 en 2017 ;
- ✓ IMF acceptant des dépôts : 276 agences en 2018 contre 276 agences en 2017;
- ✓ IMF n'acceptant pas des dépôts : 9 agences en 2018 contre 11 agences en 2017.



Source : BCRG/DGES/DSBP

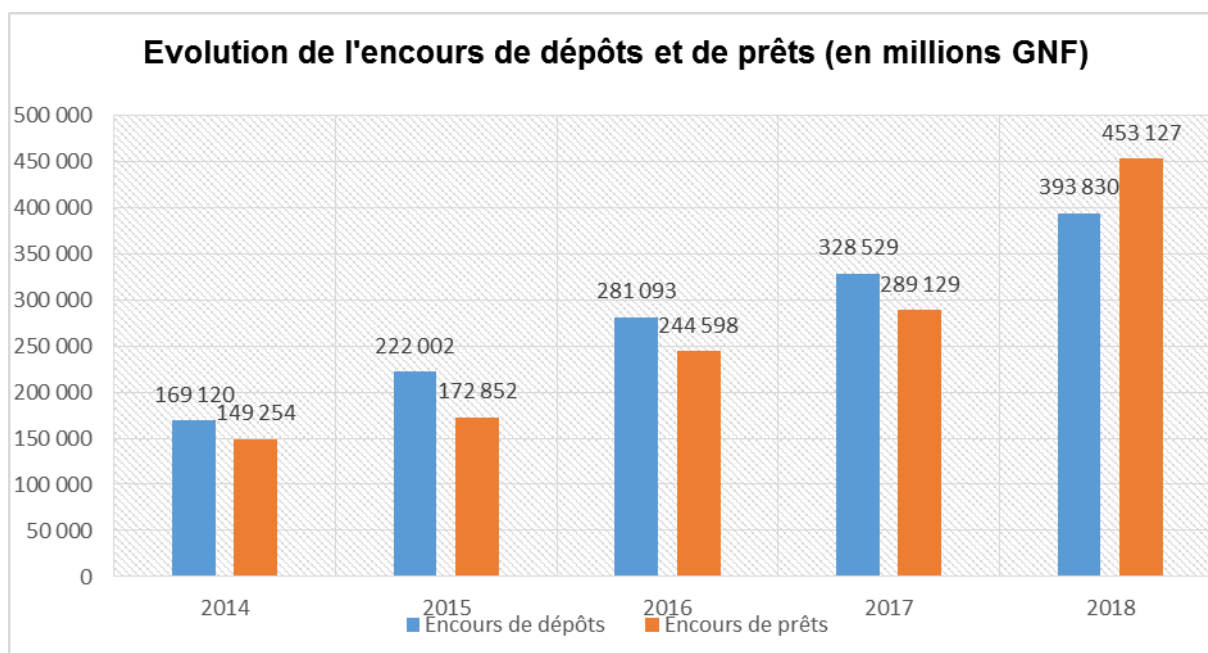
### I-2-2 Utilisation des services financiers

L'année 2018 a enregistré une évolution du nombre de déposants et celui d'emprunteurs. Au cours de la période sous revue, le nombre de déposants s'est établi à 638 733 contre 537 005, soit une hausse de 18,9%. Et, le nombre d'emprunteurs a enregistré une hausse de plus de 50% en s'établissant à 515 003.

Les dépôts collectés sont passés de GNF 329 milliards en 2017 à GNF 394 milliards en 2018. Cette amélioration résulte du climat favorable de l'environnement économique, des activités de campagne de promotion et de diversification des produits par les IMF.

S'agissant de l'encours des prêts, il s'élève à GNF 453 milliards contre GNF 289 milliards en 2017. Par catégorie, la répartition pour l'année 2018 est la suivante :

- ✓ 1<sup>ère</sup> Catégorie : GNF 61 milliards soit une part de 13,4%
- ✓ 2<sup>ème</sup> Catégorie : GNF 381 milliards soit 84,2%
- ✓ 3<sup>ème</sup> Catégorie : GNF 11 milliards soit 2,4%.



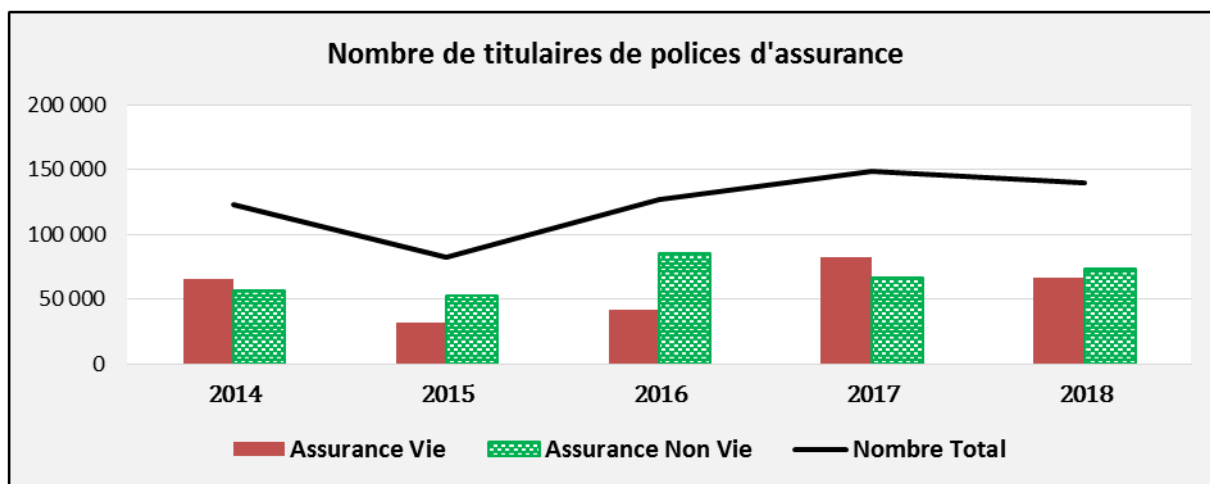
Source : BCRG/DGES/DSBP

### I-3- Accès aux services financiers à travers les sociétés d'assurance

Cette partie analyse l'utilisation des services financiers à travers les indicateurs suivants : nombre de titulaires de polices d'assurance, nombre de polices d'assurance et l'encours des réserves techniques d'assurance.

Le nombre de titulaires de polices d'assurance s'établit à 140 037 unités à fin décembre 2018 contre 148 528 unités à fin décembre 2017, soit une baisse de 5,7%. Cette baisse s'explique principalement par la résiliation ou le non renouvellement de certains contrats d'assurance de particuliers arrivés à échéance, au profit de grandes entreprises (contrats groupés), notamment dans l'assurance vie.

Ce repli concerne principalement les souscripteurs aux polices d'assurance vie dont le nombre décroît de 19% en 2018, comparativement à 2017. Quant aux souscripteurs aux polices d'assurance non-vie, ils s'accroissent de 10,7% sur la période sous revue.

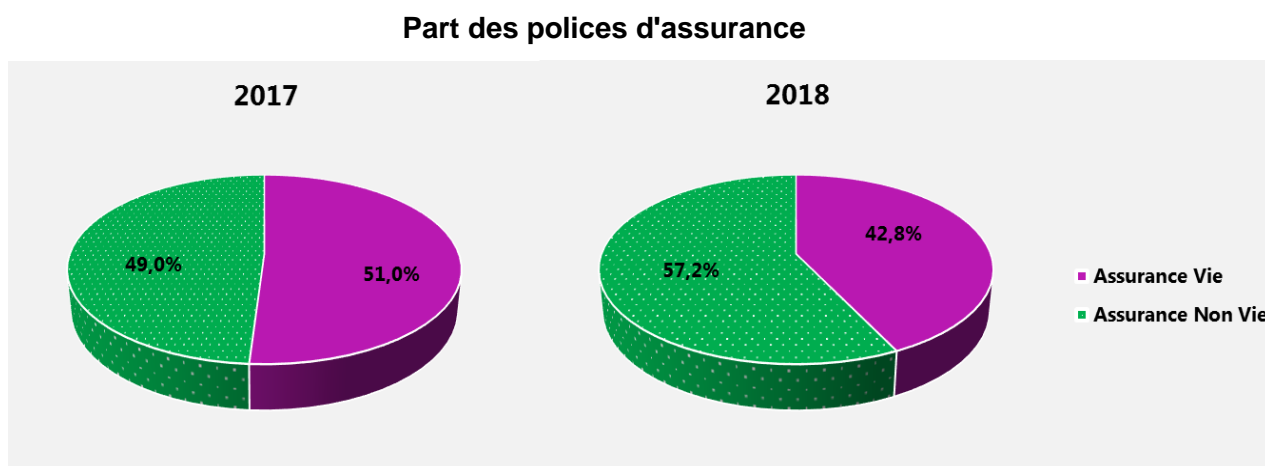


Source : BCRG/DGES/DSBP

En ce qui concerne le nombre de polices d'assurance, il s'établit à 162 657 en 2018, en baisse de 2,7% par rapport à 2017. Cette contre-performance est liée à l'évolution du nombre de souscripteurs.

Entre 2017 et 2018, le nombre de souscriptions aux polices d'assurance vie décroît de 18,5% pour s'établir à 63 542. Il représente 42,8% du total des polices d'assurance en 2018 contre 51% en 2017.

Quant au nombre de police d'assurance non-vie, il augmente de 13,7% entre 2017 et 2018. Sa part représente 57,2% du total des souscriptions en 2018, comparativement à l'année précédente où elle représentait 49% du total.

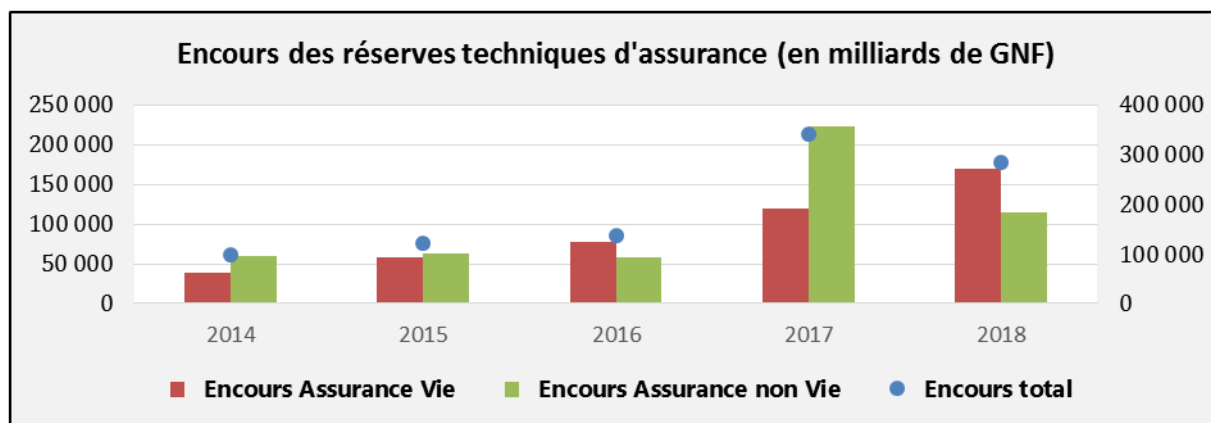


Source : BCRG/DGES/DSBP

En 2018, les réserves techniques d'assurance sont en baisse de 17% pour se situer à GNF 282,95 milliards comparativement à 2017.

L'encours des réserves techniques d'assurance vie continu de progresser en passant de GNF 118,78 milliards en 2017 à GNF 169,03 milliards en 2018, soit une hausse de 42,3%.

En ce qui concerne l'assurance non-vie, les réserves techniques se chiffrent à GNF 113,92 milliards en 2018 contre GNF 222,16 milliards en 2017, soit une baisse de 48,7%.



Source : BCRG/DGES/DSBP

Les résultats de l'enquête sur l'accès aux services financiers en Guinée indiquent une amélioration de l'inclusion financière consécutive aux nombreuses initiatives prises par les Autorités. Il s'agit notamment :

- ✓ du suivi de la stratégie nationale de finance inclusive ;
- ✓ de la mise en place d'un second guichet d'injection de liquidité par appel appels d'offres ;
- ✓ de la modernisation du système national de paiement ;
- ✓ du soutien au développement du mobile banking ;
- ✓ de l'adoption d'une réglementation spécifique pour encadrer les services financiers de monnaie électronique ;
- ✓ de la révision du plan comptable bancaire guinéen pour tenir compte de l'apparition de nouveaux produits et de nouveaux établissements financiers ;
- ✓ de la révision de la loi relative aux Institutions Financières Inclusives pour tenir compte des nouveaux produits financiers, de la protection des déposants, de la transparence des conditions de marché, de la concurrence et de la fiscalité.

Il faut toutefois souligner que malgré les efforts du Gouvernement, l'inclusion financière se heurte encore à quelques contraintes, dont :

- ✓ une concentration du nombre de réseau bancaire dans la ville de Conakry ;
- ✓ une population principalement rurale avec un faible accès physique aux services bancaires ;
- ✓ une concentration des activités sur l'assurance non-vie ;
- ✓ un manque d'éducation financière.

Face à ces contraintes, des mesures complémentaires sont nécessaires. Elles devraient porter spécifiquement sur:

- ✓ l'accélération de la révision de la SNFI pour tenir compte des secteurs autres que la microfinance ;
- ✓ la réduction du coût des services bancaires et l'accroissement de la concurrence du secteur ;
- ✓ la simplification de la réglementation ; et
- ✓ l'amélioration de l'éducation financière.

## **II- Stratégie Nationale de Finance Inclusive (SNFI)**

La stratégie Nationale de Finance inclusive est un programme initié par le gouvernement pour renforcer le secteur de la microfinance et développer des innovations en vue d'une plus grande inclusion financière dans le pays.

La SNFI est une feuille de route agréée par l'ensemble des parties prenantes de l'écosystème financier guinéen qui décline toutes les actions à mener au cours des cinq (5) prochaines années afin d'améliorer l'inclusion financière en Guinée. De ce fait, elle s'inscrit en droite ligne du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES 2016-2020) qui a pour objectif de conduire la Guinée à l'émergence et à la prospérité à l'horizon 2040 à travers un « mieux-être » des populations et une réduction significative de la pauvreté.

Elle traduit la vision, les préoccupations et les aspirations des différents acteurs. Elle propose également le cadre d'orientation stratégique de l'action du gouvernement et de celle de ses partenaires au développement.



Le cadre d'orientation stratégique comprend sept axes stratégiques, qui révèlent la volonté politique du Gouvernement à promouvoir l'inclusion financière. Ces axes se résument comme suit :

- ✓ renforcer la supervision du secteur des IFI, améliorer la prévention des faillites pour un secteur financier solide et pérenne ;
- ✓ améliorer le cadre réglementaire pour le développement de la finance numérique ;
- ✓ renforcer les infrastructures de paiement ;
- ✓ réduire les contraintes d'accès aux services financiers et améliorer l'offre ;
- ✓ Renforcer la protection du consommateur pour améliorer la confiance dans le système financier ;
- ✓ Renforcer l'éducation financière des populations ; et
- ✓ Assurer le suivi-évaluation de la stratégie et mesurer les progrès de l'inclusion financière.

## **II-1- Cadre réglementaire et institutionnel**

### **II-1-1 Cadre réglementaire**

Les conditions d'exercice des activités des institutions financières inclusives en République de Guinée sont définies dans la loi ordinaire L/2017/031/AN du 04 juillet 2017.

### **II-1-2 Cadre institutionnel**

La tutelle des IMF est assurée par la BCRG, chargée de la supervision et de la surveillance du secteur de la microfinance.

Au plan national, les organes et structures intervenant dans le secteur des microfinances sont : l'Agence Nationale de la Microfinance, le Comité de Coordination, l'Association Professionnelle des Institutions de Microfinance de Guinée (APIMG) et les Partenaires Techniques et Financiers.

L'Agence Nationale de la Microfinance (ANAMIF) a pour mission de concevoir, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer la Politique du Gouvernement en matière de Microfinance. Elle est chargée de la promotion et de la coordination du secteur.

Le Comité de Coordination est l'organe de supervision et de coordination de la SNFI.

Il regroupe les représentants de tous les acteurs.

L'APIM-Guinée assure la représentation professionnelle du secteur. Sa mission est de créer un cadre dynamique de réflexion, d'échange et de professionnalisation des IMF intervenant en Guinée.

Les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) sont des bailleurs de fonds et autres organisations internationales qui appuient le secteur.

Dans le cadre d'actualisation de la SNFI, la BCRG a mené des actions qui sont entre autres :

- ✓ l'adoption d'un cadre réglementaire propice au développement des services financiers via la téléphonie mobile dans le but d'améliorer l'accès et la baisse des coûts aux services financiers;
- ✓ l'adoption d'une nouvelle loi relative aux institutions financières inclusives ainsi que ses instructions d'application ;
- ✓ l'obligation pour les IMF d'indiquer toutes les commissions applicables et de présenter les taux d'intérêt sous un format standard;
- ✓ la modernisation de la Centrale des Risques de la BCRG avec l'appui de la Banque Mondiale qui intégrera tous les établissements de crédit (banques, IMF). L'obligation pour les IMF de mettre en place un mécanisme interne de règlement des différends.

## **II-2-Résultats attendus du programme**

Au terme du programme, les résultats suivants sont attendus :

- ✓ définition et adoption d'un cadre légal et réglementaire pour les agents de distribution, relevant des Institutions de Finance Inclusive (IFI) ;
- ✓ mise en œuvre du plan d'assainissement du secteur de la microfinance ;
- ✓ renforcement du suivi sur pièces et sur place de la supervision des IFI ;
- ✓ finalisation de la réforme des systèmes de paiement ;
- ✓ création d'une unité en charge de la protection des consommateurs au sein de la BCRG ;
- ✓ réalisation d'une étude de faisabilité de la mise en place d'un Observatoire au sein de la BCRG ; etc.

## **TROISIEME PARTIE : INDICATEURS DE SOLIDITE FINANCIERE DE LA GUINEE EN 2018**

### **I- Evolution des Indicateurs de Solidité Financière**

#### **I- Evolution des Indicateurs de Solidité Financière**

Les indicateurs de solidité financière sont au nombre de quarante (40) dont douze (12) indicateurs centraux et vingt-huit indicateurs complémentaires ou encouragés.

#### **I-1- Indicateurs centraux des Institutions Collectrices de Dépôts (ICD)**

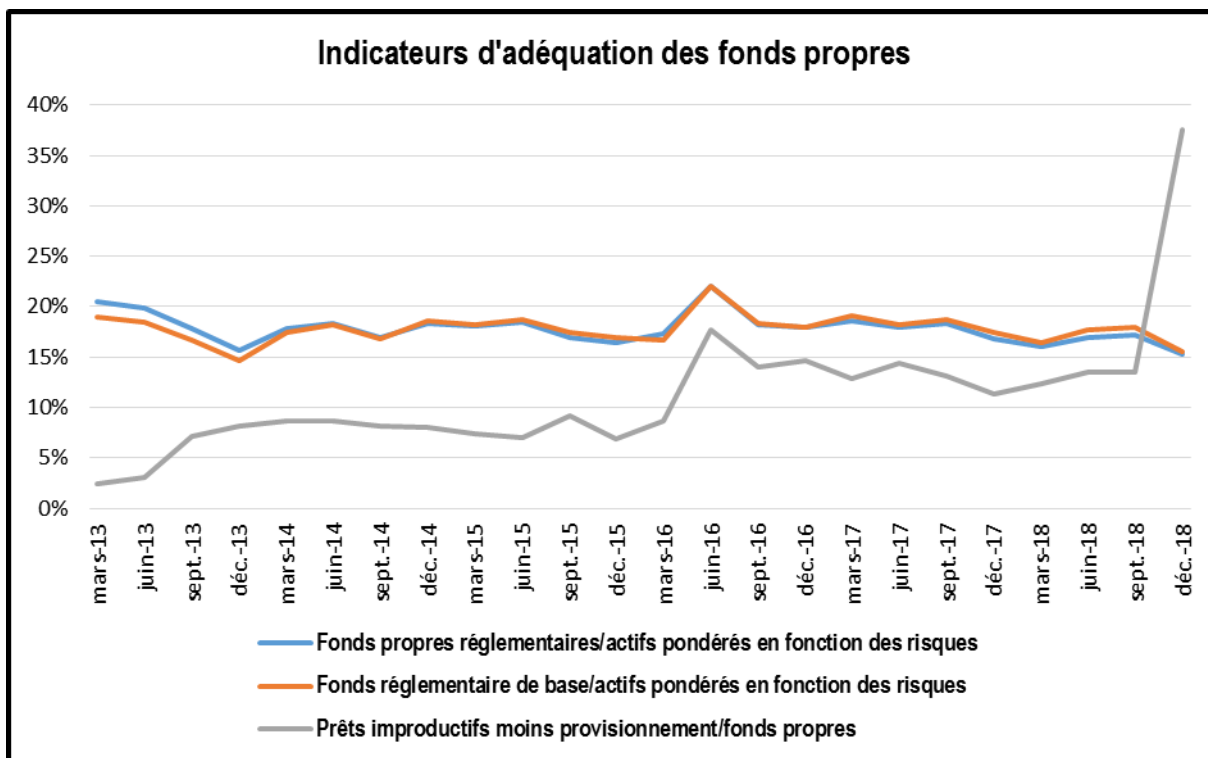
Les douze (12) indicateurs centraux des institutions collectrices de dépôts sont regroupés en cinq (05) catégories :

- ✓ les indicateurs d'adéquation des fonds propres,
- ✓ les indicateurs de qualité des actifs,
- ✓ les indicateurs de résultat et de rentabilité,
- ✓ les indicateurs de liquidité,
- ✓ l'indicateur de sensibilité aux risques du marché.

#### **I-1-a- Indicateurs d'adéquation des fonds propres**

En 2018, les ratios de fonds propres réglementaires et de fonds propres de base sur les actifs pondérés en fonction des risques ont enregistré des reculs pour se situer respectivement à 15,24% et 15,58% contre 16,83% et 17,43% une année plus tôt.

Ces tendances s'expliquent notamment par une baisse plus marquée des fonds propres réglementaires et des fonds propres de base par rapport aux actifs pondérés en fonction des risques, à cause notamment des distributions de dividendes et des prélèvements sur les réserves des banques.

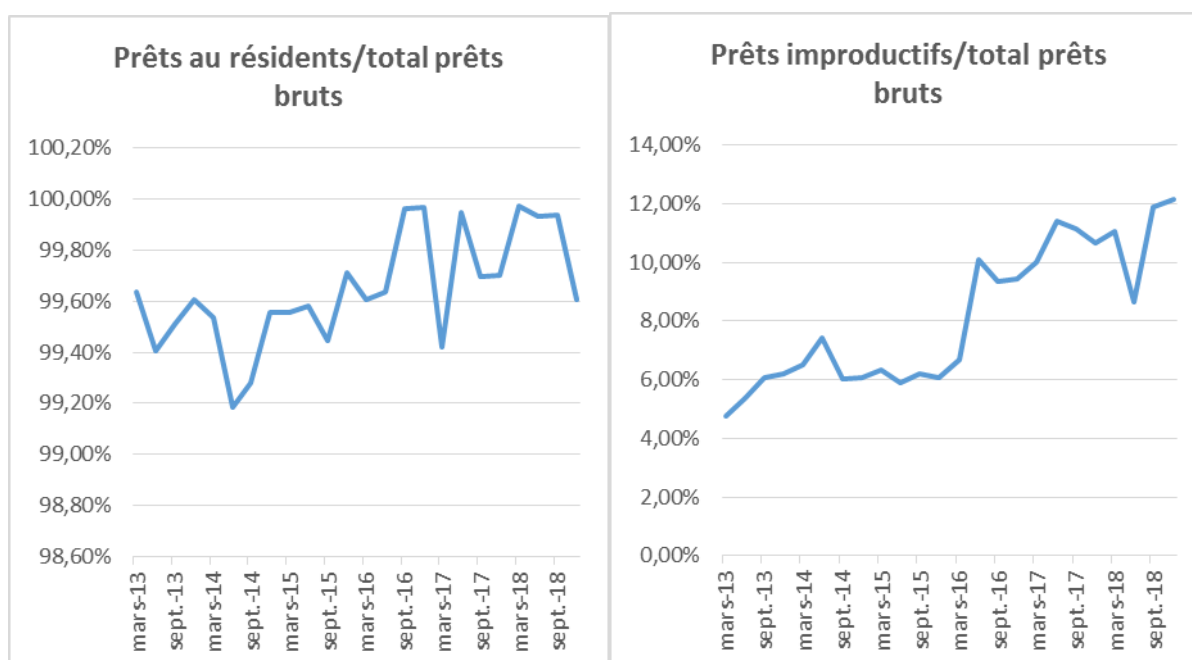


Source : BCRG/DGES/DSBP

Quant au ratio des prêts improductifs moins les provisions sur les fonds propres, il est en accroissement de 26,2 points de pourcentage entre 2017 et 2018 à cause, principalement, du reclassement de certaines créances du secteur immobilier.

#### I-1-b- Indicateurs de qualité des actifs

Comme pour les années antérieures, les crédits bancaires sont concentrés en 2018 sur les résidents. Les prêts aux résidents représentent en moyenne 99,64% des prêts bancaires depuis 2013.



Source : BCRG/DGES/DSBP

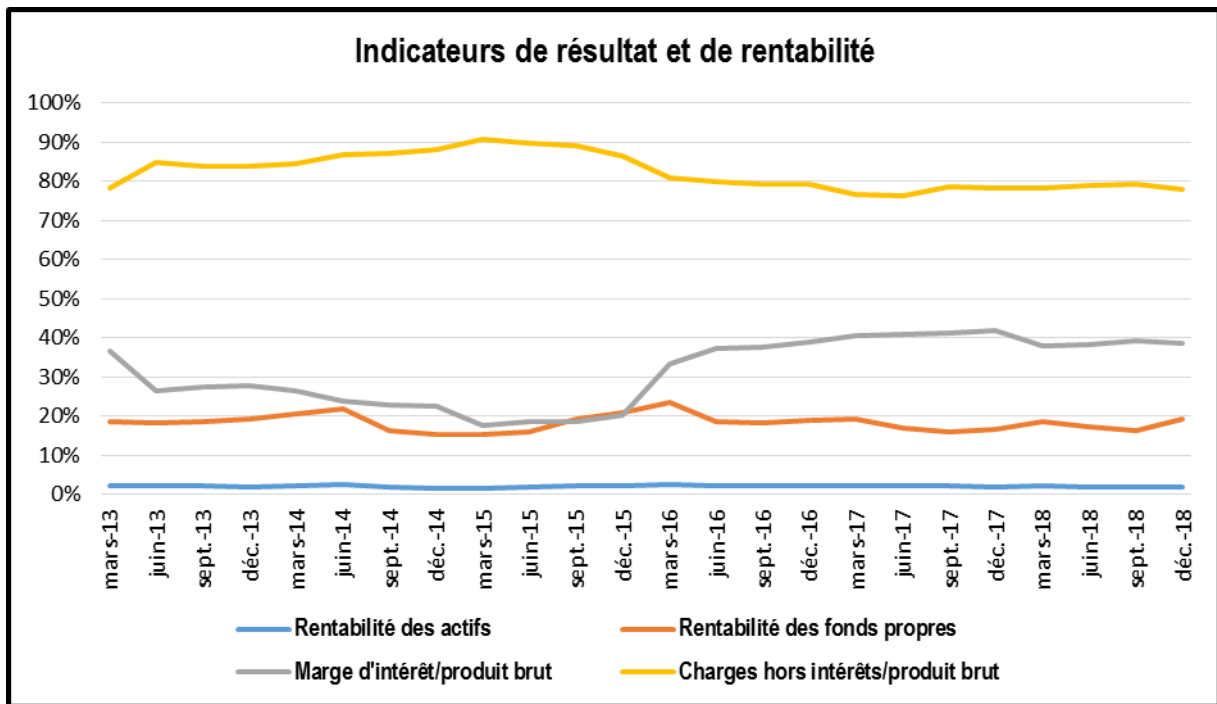
L'évolution des prêts improductifs provient, comme indiqué plus haut, des difficultés de la clientèle des banques évoluant dans l'immobilier.

### I-1-c- Indicateurs de résultat et de rentabilité

Entre 2017 et 2018, la rentabilité des actifs est restée stable autour de 2,04% à cause d'une évolution presque dans la même proportion du produit net bancaire (16,0%) et du total des actifs (16,1%).

De même, le ratio de charges hors intérêts sur produit brut est resté stable autour de 78% en raison d'une progression dans les mêmes proportions des charges hors intérêt (16,25%) et du produit brut (16,46%).

Par contre, la rentabilité des fonds propres a gagné 2,6 points de pourcentage sur la période du fait de la progression du produit net bancaire par rapport aux fonds propres moyens qui sont restés relativement stables (+0.2%).



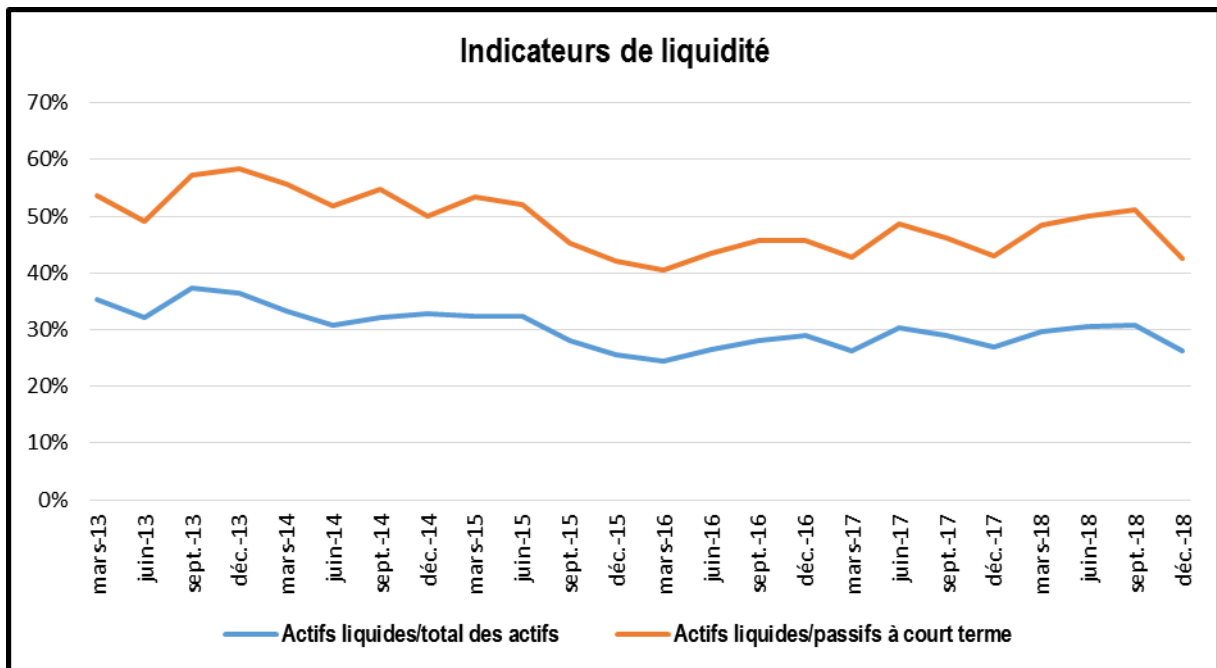
Source : BCRG/DGES/DSBP

Quant au ratio de marge d'intérêt sur le produit brut, il a enregistré un repli de 3,2 points à la suite d'une augmentation plus rapide des produits bruts (16,46%) par rapport à la marge d'intérêt (7,55%).

#### I-1-d- Indicateurs de liquidité

Entre 2017 et 2018, les ratios de liquidité sont restés presque stables après des pics en septembre 2018.

Le ratio des actifs liquides sur le total des actifs est passé de 26,83% à fin 2017, à 30,87% en septembre pour retomber à 26,16% à fin 2018.

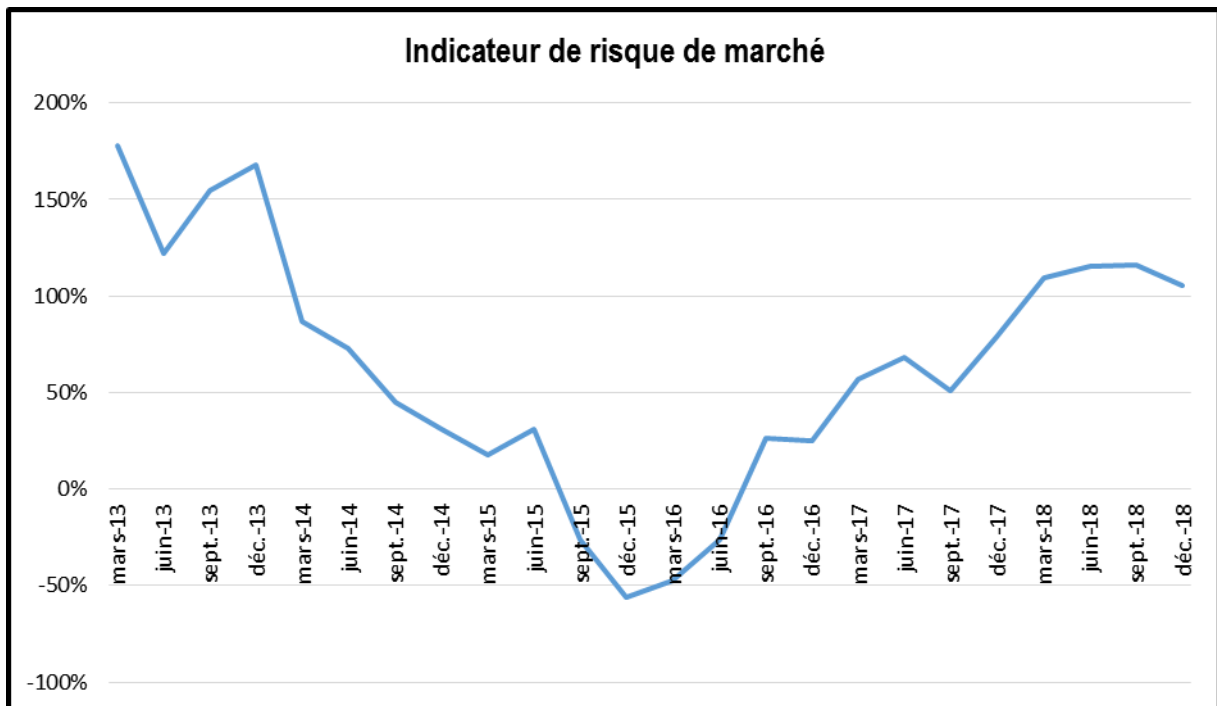


Source : BCRG/DGES/DSBP

Le ratio des actifs liquides sur le passif à court terme suit la même évolution en se situant à 43,11% en 2017, puis à 42,62% à fin 2018 après un pic de 51,05% en septembre lié à un accroissement plus rapide des numéraires à l'actif par rapport aux dépôts transférables en monnaies nationales au passif du bilan des banques.

#### I-1-e- Indicateur de sensibilité aux risques de marché

La sensibilité aux risques du marché est essentiellement mesurée par le rapport entre la position ouverte nette en monnaies étrangères et les fonds propres de base.



Source : BCRG/DGES/DSBP

Ce ratio s'élève à 105,71% en 2018 contre 79,16% à fin 2017. Ce niveau indique l'importance des engagements par signature en devises donnés par les banques en faveur de leurs clients par rapport à ceux reçus d'autres intermédiaires financiers.

## I-2- Indicateurs complémentaires des Institutions Collectrices de Dépôts (ICD) et des marchés immobiliers

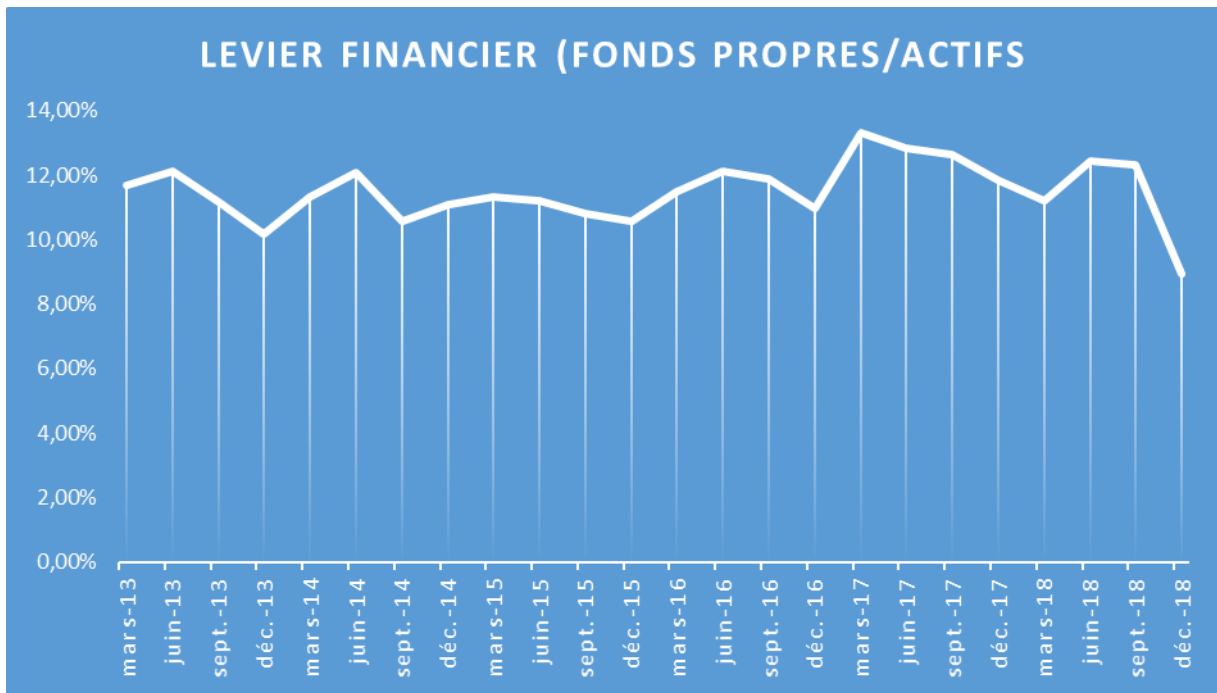
Sur les vingt-huit (28) indicateurs complémentaires, treize (13) relèvent des institutions collectrices de dépôts et quatre (04) des marchés immobiliers.

Les indicateurs complémentaires des institutions collectrices de dépôts sont regroupés en cinq (05) catégories : l'indicateur de levier financier, les indicateurs de qualité des actifs, les indicateurs de résultat et de rentabilité, les indicateurs de liquidité et l'indicateur de sensibilité aux risques de marché.

### I-2-a- Indicateur de levier financier

En 2018, le ratio des fonds propres sur le total de l'actif est de 8,93% en recul de 2,93 points de pourcentage par rapport à 2017. Cette évolution s'explique par une contraction des fonds propres de 12,36% contre une hausse du total de l'actif des banques de 16,38%.



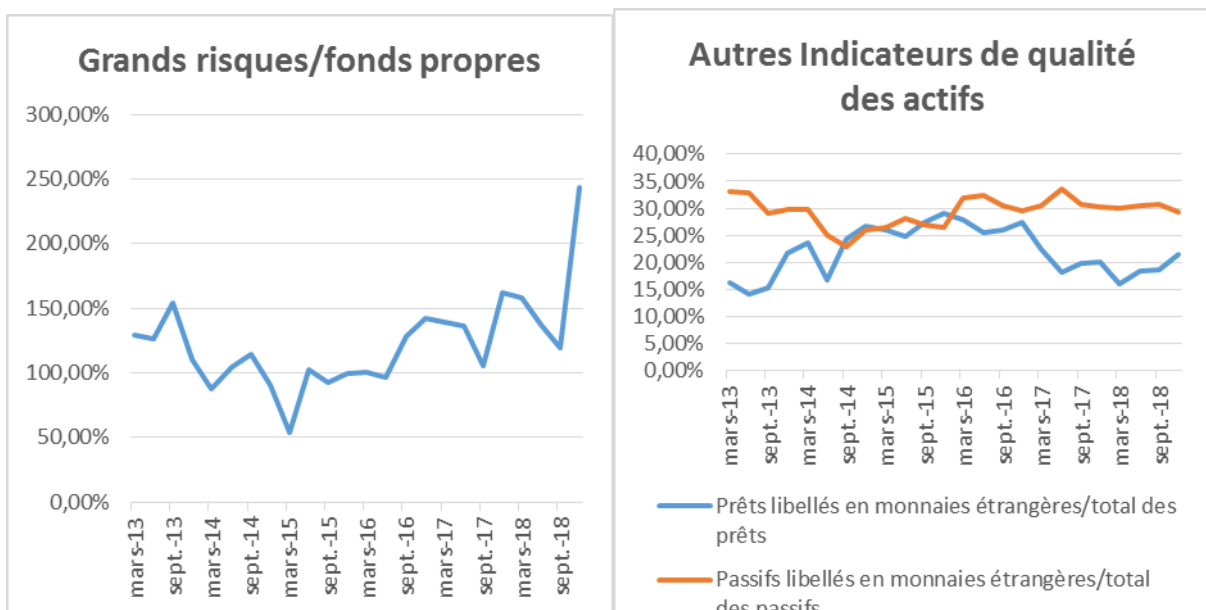


Source : BCRG/DGES/DSBP

En 2018, ce ratio indique que 8,93% des actifs des banques sont financés autrement que par les fonds propres.

#### I-2-b- Indicateurs de qualité des actifs

En 2018, les indicateurs de qualité des actifs ont enregistré des évolutions divergentes. Alors que le ratio des grands risques sur les fonds propres a fortement progressé de 81,27 points de pourcentage, les ratios de prêts libellés en monnaies étrangères sur le total des prêts et des passifs sont restés relativement stables autour de 20% pour le premier et 30% pour le second.



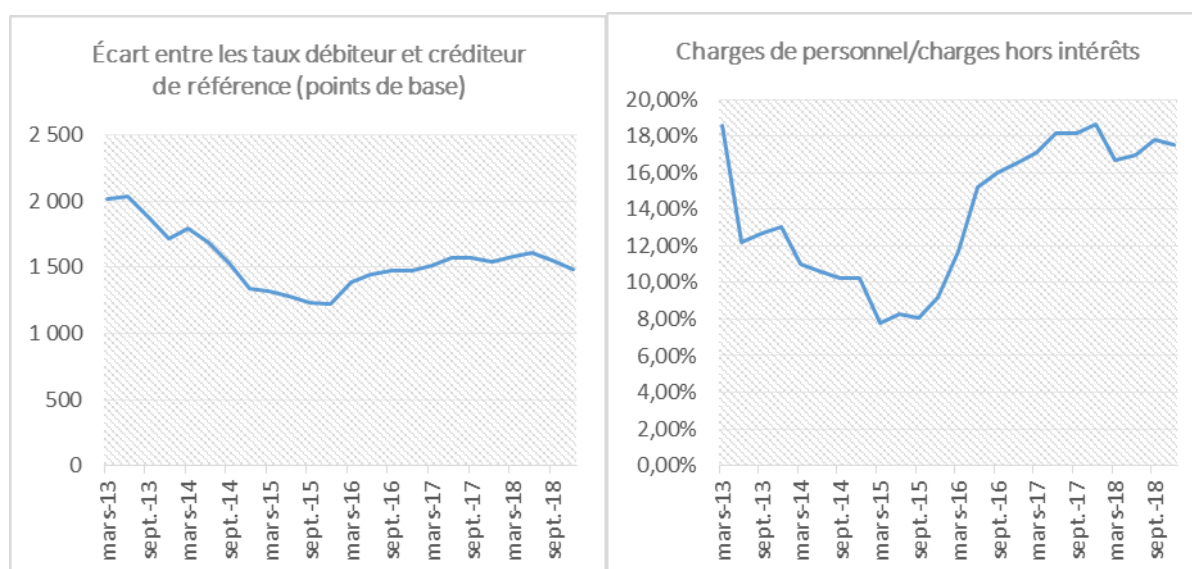
Source : BCRG/DGES/DSBP

Entre 2017 et 2018, la valeur et le nombre des grands risques ont progressé de 31,49% et 39,58%. Sur la même période, les fonds propres ont baissé de 12,36% ; ce qui pourrait constituer une source d'inquiétude pour les banques.

L'accroissement plus important des passifs libellés en monnaies étrangères par rapport aux prêts libellés en monnaies étrangères est également une autre source de vulnérabilité. En effet, les premiers ont progressé de GNF 716 milliards, alors que les seconds ont augmenté de GNF 404 milliards.

### I-2-c- Indicateurs de résultat et de rentabilité

Entre 2017 et 2018, le taux moyen sur les prêts bancaires est passé de 16,64% à 16,14% soit une baisse de 0,5 point de pourcentage. Cette poursuite de l'assouplissement des conditions de banque a boosté le crédit à l'économie qui a progressé de 20,2% sur la période.



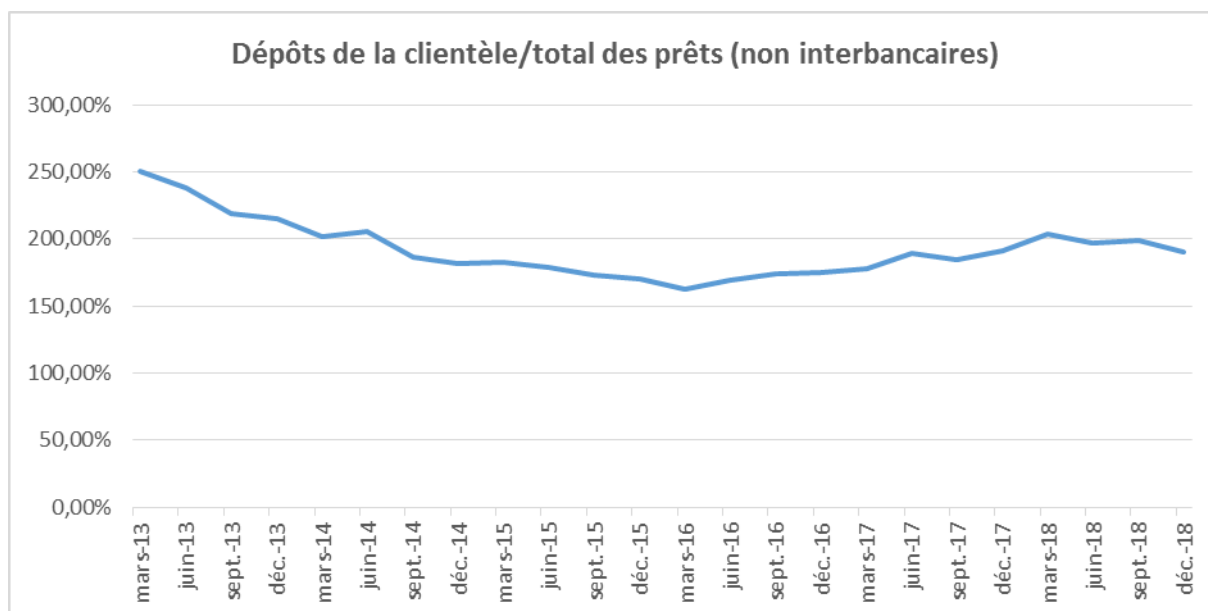
Source : BCRG/DGES/DSBP

En 2018, le ratio de charges de personnel sur les charges hors intérêts a perdu 1,1 point de pourcentage à la suite d'un accroissement plus fort des charges hors intérêts par rapport aux charges de personnel.

### I-2-d- Indicateurs de liquidité

Entre 2017 et 2018, le ratio des dépôts de la clientèle sur le total des prêts non interbancaires est resté stable autour de 190%, à cause d'une progression des deux grandeurs dans les mêmes proportions. Il s'agit particulièrement des charges sur

opérations en devises, des fournitures et services extérieurs, des pertes sur créances irrécouvrables, des dotations aux amortissements et provisions.

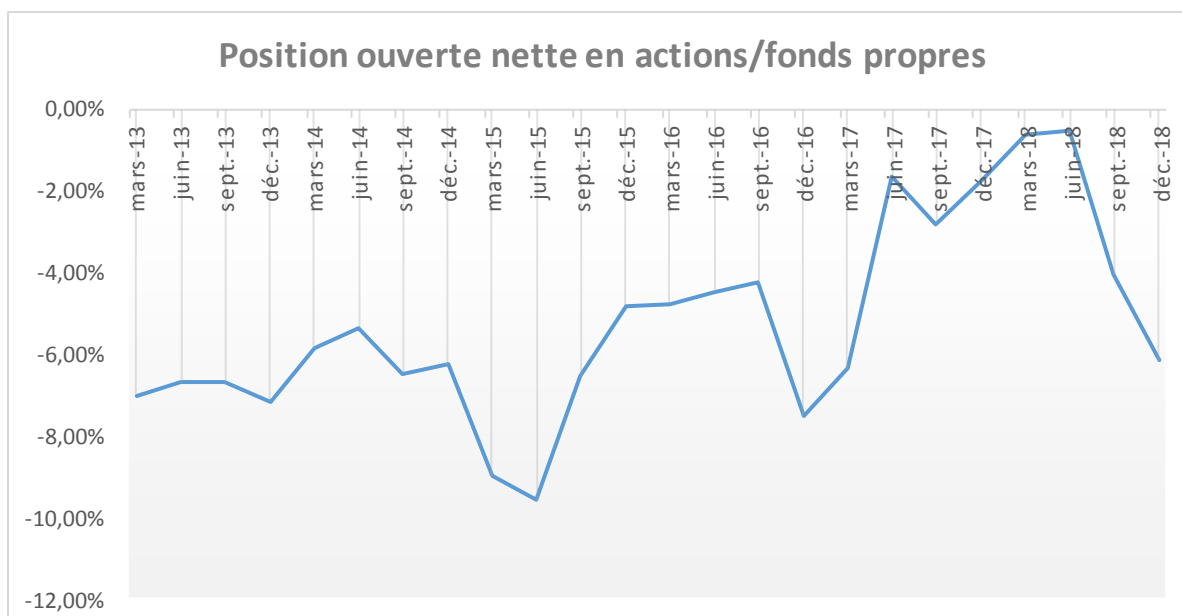


Source : BCRG/DGES/DSBP

En 2018, les dépôts de la clientèle se sont établis à GNF 18 047,89 milliards contre GNF 15 628,26 milliards une année plus tôt, soit une hausse de 15,48%. Quant au total des prêts bruts, ils sont passés de GNF 8 184,48 milliards à fin 2017 et à GNF 9 473,63 milliards à fin 2018, soit un accroissement de 15,75%.

### **I-2-e- Indicateurs de sensibilité aux risques de marché**

Entre 2017 et 2018, les titres autres qu'actions en monnaies étrangères détenus dans les banques ont progressé de 185,7% pour s'établir à GNF 136,09 milliards.



Source : BCRG/DGES/DSBP

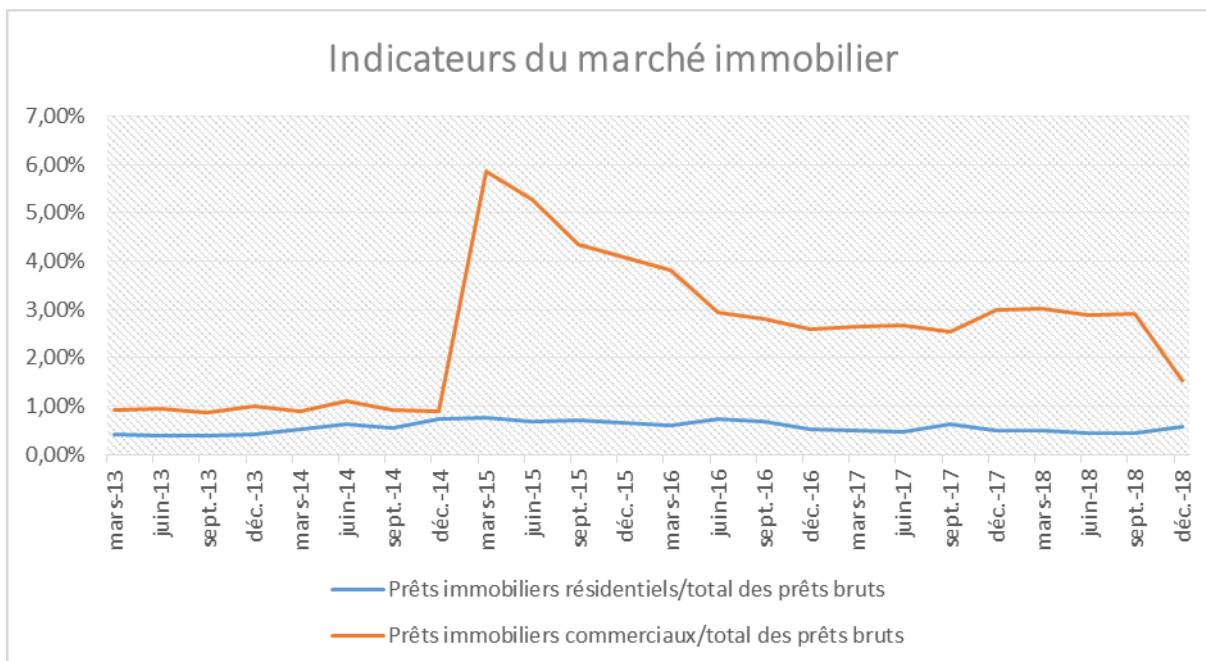
Sur la même période, les actions et autres titres de participation en monnaies étrangères détenus par les banques ont augmenté de 0,5% pour atteindre GNF 5,96 milliards.

Ces évolutions ont eu pour effet un desserrement de la position ouverte des banques qui est passée de -1,73% à -6,17%.

### **I-2-f- Indicateurs des marchés immobiliers**

En 2018, le ratio des prêts immobiliers commerciaux sur le total des prêts s'établit à 1,53% en baisse de 1,5 points par rapport à 2017.

Quant au ratio des prêts immobiliers résidentiels, il est resté stable autour de 0,5% entre 2017 et 2018.



Source : BCRG/DGES/DSBP

Le faible niveau de ces ratios est l'une des expressions de la propension des banques de la place à financer les activités de court terme, du fait de la structure des dépôts, de l'environnement juridique, de l'insuffisance des garanties offertes par les emprunteurs, de la faible qualité de la plupart des dossiers de crédit, etc.

## II- Cadre d'élaboration des Indicateurs de Solidité Financières

### II-1- Couverture institutionnelle des Indicateurs de Solidité Financières

Le calcul des indicateurs de solidité financière doit couvrir les institutions collectrices de dépôts, les autres sociétés financières, les sociétés non financières et les ménages.

Mais à présent, ils ne couvrent que les institutions collectrices de dépôts, notamment les banques, parce que les données sur les autres institutions collectrices de dépôts (institutions de microfinance collectant des dépôts) ne sont ni exhaustives ni disponibles à temps.

Les indicateurs de solidité financière sont calculés par la BCRG en vertu des prérogatives que lui confère la loi.

#### II-1-a- Mission de la BCRG

L'article 10 de la loi L\*2017/017/AN du 08 juin 2017 indique que « la Banque Centrale est investie des missions suivantes :

- ✓ définir et mettre en œuvre la politique monétaire ;
- ✓ veiller à la stabilité du système bancaire et financier ;
- ✓ promouvoir le bon fonctionnement et assurer la supervision et la sécurité des systèmes de paiement ;
- ✓ mettre en œuvre la politique de change dans les conditions convenues avec le Gouvernement ;
- ✓ gérer les réserves officielles de change dans les conditions définies par le Comité de Politique Monétaire ».

L'article 25 de la même loi ajoute que « la Banque Centrale assure la supervision des établissements de crédit, des compagnies d'assurance, des institutions de microfinance et des autres institutions financières. A cet effet, elle est habilitée, conformément aux dispositions des textes de loi en vigueur, à effectuer des contrôles sur pièces et sur place ... ».

### **II-1-b- Système financier guinéen**

En 2018, le système financier guinéen est composé de :

- ✓ seize (16) banques commerciales,
- ✓ deux (02) caisses d'épargne,
- ✓ neuf (09) mutuelles de crédit,
- ✓ neuf (09) institutions de microfinance collectant des dépôts,
- ✓ une (01) banque de crédit rural,
- ✓ douze (12) compagnies d'assurance,
- ✓ trois (03) sociétés de financement,
- ✓ une (01) société de crédit-bail,
- ✓ quarante-six (46) courtiers d'assurance et agent d'assurance,
- ✓ quarante-quatre (44) sociétés ou bureaux de change.

### **II-2- Métadonnées des Indicateurs de Solidité Financière**

#### **II-2-a- Source des données**

Les données de base utilisées pour la compilation des indicateurs de solidité financières proviennent essentiellement :

- ✓ des comptes de résultat agrégés des banques,
- ✓ des bilans agrégés des banques,

- ✓ des informations sur les actifs pondérés en fonction des risques,
- ✓ des grands risques,
- ✓ des fonds propres réglementaires ou de base,
- ✓ des déductions prudentielles.

### **II-2-b- Base de consolidation**

La base de consolidation est la nature de regroupement des unités institutionnelles qui composent la population pour laquelle les indicateurs de solidité financière sont calculés.

Dans le cas présent, les indicateurs de solidité financière ont été compilés sur la base du CBCSDI (Cross Border, Cross Sector, Domestically Incorporated).

Dans cette optique, les données des banques sont compilées en tenant compte de leurs activités sur le territoire national et de leurs filiales ou succursales collectrices de dépôts ou non à l'étranger.

### **II-2-c- Valorisation comptable, moment d'enregistrement et taux de change appliqué**

La valorisation comptable des données des banques se fait conformément au plan comptable national et au plan comptable bancaire guinéen.

Le moment d'enregistrement retenu est le droit constaté, ce qui signifie que les flux sont comptabilisés au moment où la valeur économique est créée, transformée, échangée, transférée ou éteinte.

Pour la conversion des données en monnaies étrangères, le taux de change de fin de période est utilisé.

### **II-3- Valeur analytique des ratios**

Les ratios calculés dans cette analyse ont les valeurs analytiques suivantes :

- ✓ les indicateurs d'adéquation des fonds propres mesurent la solidité des institutions financières face aux chocs qui peuvent affecter leurs bilans ;
- ✓ les indicateurs de qualité des actifs servent à évaluer la qualité des actifs inclus dans le portefeuille de prêt des banques ;

- ✓ les indicateurs de résultat et de rentabilité mesurent l'efficacité avec laquelle les banques utilisent leurs actifs ;
- ✓ les indicateurs de liquidité mesurent la capacité des banques à faire face à des demandes de liquidités attendues ou imprévues ;
- ✓ les indicateurs de sensibilité aux risques de marché mesurent l'asymétrie entre les positions d'actifs et de passifs en monnaies étrangères, pour évaluer la vulnérabilité au risque de change.



## QUATRIEME PARTIE : LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA GUINEE EN 2018

### I- Évolution des principaux comptes de la balance des paiements en 2018

En 2018, les balances du compte courant et du compte de capital ont dégagé un besoin de financement de USD 50,10 millions contre une capacité de financement de USD 664,10 millions en 2017. Cette contreperformance des échanges extérieurs est due en grande partie à la détérioration de la balance du compte courant.

#### Evolution des principaux soldes de la Balance des Paiements

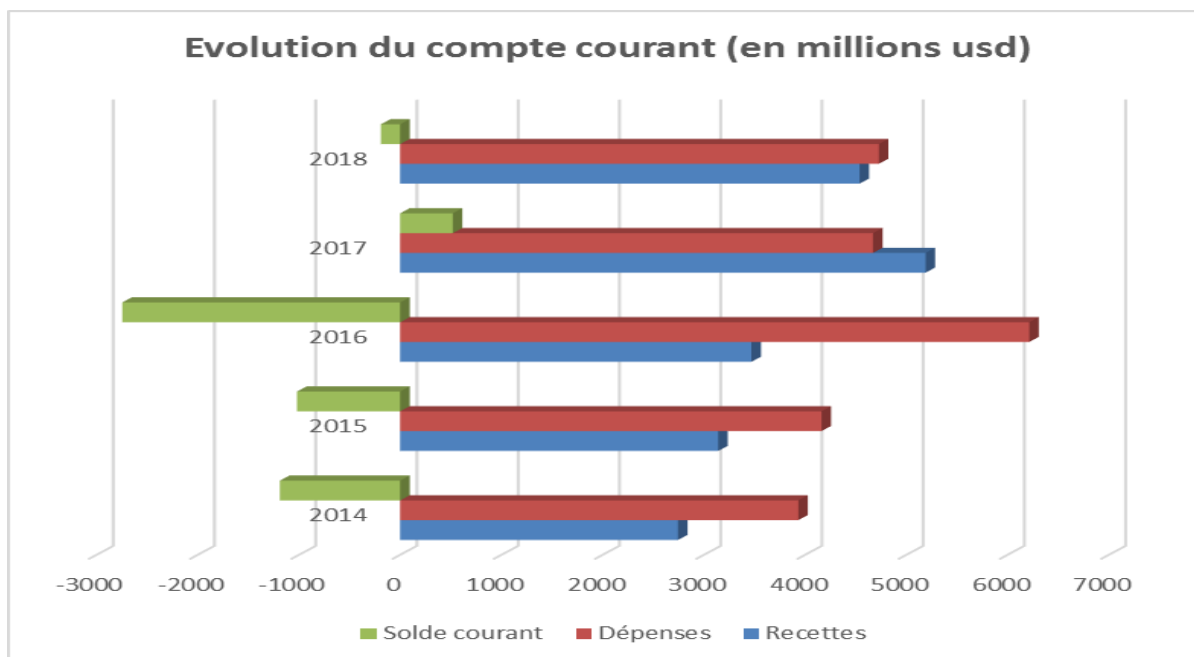
Rubrique	Année				
	2014	2015	2016	2017	2018
	<i>En millions de dollars US (sauf indication contraire)</i>				
<b>A. Compte courant</b>	<b>-981,66</b>	<b>-1020,19</b>	<b>-2744,92</b>	<b>518,40</b>	<b>-190,46</b>
<i>Déficit courant en % du PIB</i>	<i>-13,52%</i>	<i>-11,66%</i>	<i>-32,12%</i>	<i>4,80%</i>	<i>-1,58%</i>
<i>Balance commerciale</i>	<i>-306,08</i>	<i>-410,61</i>	<i>-2015,09</i>	<i>1110,01</i>	<i>592,42</i>
<i>Balance des services</i>	<i>-481,19</i>	<i>-425,03</i>	<i>-479,99</i>	<i>-703,53</i>	<i>-696,99</i>
<i>Revenus Primaires</i>	<i>-212,22</i>	<i>-143,24</i>	<i>-102,43</i>	<i>-50,63</i>	<i>-181,85</i>
<i>Revenus Secondaires</i>	<i>17,82</i>	<i>-41,32</i>	<i>315,29</i>	<i>162,55</i>	<i>95,96</i>
<b>B. Compte de capital</b>	<b>257,88</b>	<b>230,91</b>	<b>164,25</b>	<b>145,70</b>	<b>140,36</b>
<b>C. Capacité (+) ou besoin (-) de financement (A+B)</b>	<b>-723,79</b>	<b>-789,29</b>	<b>-2580,67</b>	<b>664,10</b>	<b>-50,10</b>
<b>D. Compte financier</b>	<b>397,54</b>	<b>-841,07</b>	<b>-2973,54</b>	<b>469,53</b>	<b>-796,04</b>
<i>Dont:</i>					
<i>Investissements directs étrangers (IDE)</i>	<i>77,06</i>	<i>-48,16</i>	<i>-1597,34</i>	<i>-576,50</i>	<i>-353,08</i>
<i>Investissements de portefeuilles</i>	<i>16,44</i>	<i>-54,68</i>	<i>-1,15</i>	<i>-0,08</i>	<i>-11,39</i>
<i>Autres investissements</i>	<i>341,72</i>	<i>-738,22</i>	<i>-1375,05</i>	<i>1046,11</i>	<i>-431,57</i>
<b>E. Erreurs et omissions nettes</b>	<b>34,02</b>	<b>1,33</b>	<b>4,23</b>	<b>1,47</b>	<b>3,81</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

#### I-1- Compte des transactions courantes et composantes

Le compte courant s'est soldé par un déficit de USD 190,46 millions contre un excédent de USD 518,40 millions en 2017.

Cette contreperformance est due essentiellement à une forte baisse de l'excédent de la balance commerciale (46,63%).

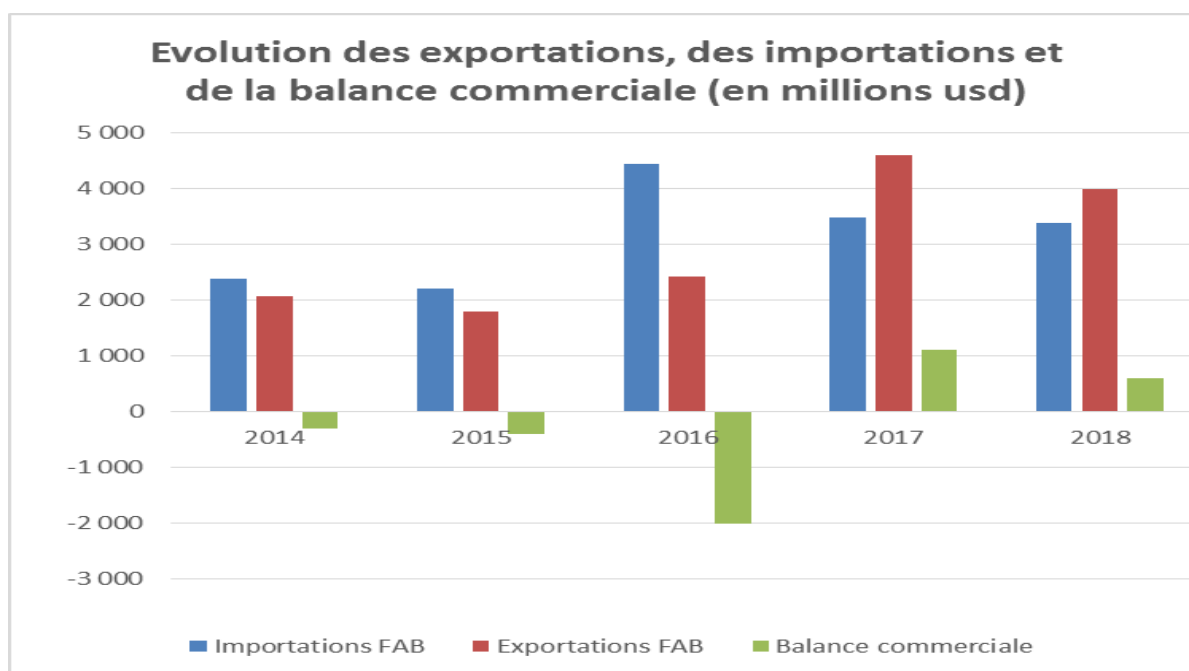


Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

### **I-1- a- Balance commerciale**

La balance commerciale est ressortie excédentaire de USD 592,42 millions contre un excédent de USD 1 110,01 millions en 2017. Cette situation est due essentiellement à une forte baisse des exportations des produits miniers (diamant et or non monétaire surtout) enregistrées au cours du quatrième trimestre de l'année sous revue.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est déprécié de 14,37 points de pourcentage en s'établissant à 117,49% en 2018 contre 131,86% en 2017.



Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

### a-1. Exportations

Les exportations globales se sont situées à USD 3 978,07 millions contre USD 4 594,06 millions en 2017, soit une contraction de 13,41% due à la baisse considérable:

- ✓ du volume et la valeur de l'or non monétaire exporté par les structures artisanales (orpailleurs);
- ✓ de la valeur du diamant exporté par les sociétés industrielles et structures artisanales;
- ✓ de la valeur des produits agricoles (pommes de terre, bananes etc.) exportés par les opérateurs économiques et les sociétés guinéennes et;
- ✓ du volume et la valeur des produits forestiers (bois, caoutchouc etc.) exportés par les agents économiques guinéens.

En effet, le volume des produits aurifères exportés est passé de 45,09 de tonnes en 2017 à 26,51 de tonnes en 2018, soit une baisse de 41% due aux mesures du gouvernement portant interdiction de l'utilisation des produits chimiques (phosphate) par les sociétés aurifères artisanales au début de l'année sous revue. La valeur de ces exportations est de USD 989,23 millions contre USD 1 692,46 millions en 2017, soit une baisse de 41,55% due à l'évolution défavorable des prix de l'or sur le

marché international et à la baisse de la quantité produite par les structures artisanales au cours de 2018.

Quant aux produits diamantifères exportés, leur volume est passé de 237 978,97 carats à 259 469,94 carats entre 2017 et 2018. Leur valeur est passée de USD 25,29 millions en 2017 à USD 19,72 millions en 2018, soit une baisse de 22,02% due en grande partie à l'évolution défavorable du prix sur le marché international.

Concernant les produits agricoles (pommes de terre, banane, café etc.) exportés, leur valeur est passée de USD 194,04 millions en 2017 à USD 121,63 millions en 2018, soit une baisse de 37,32% due en grande partie à l'évolution défavorable des prix de certains produits (café, cacao) sur le marché international.

S'agissant des produits forestiers (bois, caoutchouc, etc.) exportés, leur volume est passé de 63,58 millions de kg en 2017 à 45,51 millions de kg en 2018, soit une baisse de 28% due essentiellement à la crise financière que traverse la plus grande société agroindustrielle du pays (la SOGUIPAH). La valeur des produits forestiers est passée de USD 145,30 millions en 2017 à USD 63,91 millions en 2018, soit une baisse de 56,02% due essentiellement à l'évolution défavorable des prix sur le marché international et la baisse de la production observée au cours de la période sous revue.

#### Structure des exportations (en %)

Produits	Années		
	2016	2017	2018
Produits agricoles	0,32	4,22	3,06
Produits de pêche	0,09	2,96	2,45
Produits des industries alimentaires	0,00	0,00	0,00
Produits forestiers	0,26	3,16	1,61
Produits miniers	98,98	78,50	78,80
Produits métallurgiques	0,05	2,24	0,04
Autres produits divers	0,31	8,92	14,04

Source : Annexe 18

La part importante des produits miniers (bauxite, or et diamant) dans les exportations révèle que l'économie guinéenne reste toujours tributaire des variations du cours de ces produits sur le marché international.

En 2018, les principales zones d'exportation de la Guinée sont l'Asie (37,16%), les autres pays (23,61%), la CEDEAO (16,84%) et l'Union européenne (13,91%).

## Evolution de la valeur des exportations FAB par zone de destination

Zone	Exportations FAB				
	2014	2015	2016	2017	2018
	<i>en millions US</i>				
CEDEAO	489,52	380,86	123,03	145,56	670,07
Afrique Centrale	0,69	0,71	0,01	10,29	10,62
Pays de l'AELE	105,00	25,51	63,25	30,31	16,68
Union européenne	490,89	469,10	111,20	150,40	553,54
Pays Arabes	39,98	7,88	7,15	5,53	10,66
Maghreb	0,93	3,65	0,45	7,46	13,88
Europe de l'Est	42,10	48,21	9,55	47,00	244,82
Asie	332,54	544,78	1821,22	3162,61	1478,29
Continent Américain	156,92	124,46	12,76	71,88	40,25
Autres pays	407,76	175,99	265,73	963,01	939,25
<b>Total</b>	<b>2066,34</b>	<b>1781,15</b>	<b>2414,35</b>	<b>4 594,06</b>	<b>3 978,06</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

### a-2. Importations

Les importations FAB se sont situées à USD 3 385,64 millions en 2018 contre USD 3 484,05 millions en 2017, soit une baisse de 2,82 % liée notamment à la diminution du volume et de la valeur des équipements (bateaux miniers, grues flottantes, remorqueurs, brouées de navigation et matériels de pêche artisanale) importés par les agents économiques résidents au cours de l'année sous revue.

En effet, le volume des équipements importés est passé de 316,43 millions de kg en 2017 à 101,86 millions de kg en 2018, soit une baisse de 67,81% due essentiellement à l'achèvement de certaines étapes de la mise en œuvre des projets de construction dans certaines sociétés minières (GAC et CBG surtout). Leur valeur est passée de USD 676,28 millions en 2017 à USD 497,62 millions en 2018, soit un recul de 26,42 % liée à la diminution des importations des équipements effectuées par les sociétés minières (la SMB et GAC surtout) au cours de l'année 2018.

En 2018, les principales zones de provenance des produits importés par les agents économiques résidents sont : l'Union européenne (39,41 %), l'Asie (26,28 %), les autres pays (16,16%), le Continent américain (4,57 %) et la CEDEAO (4,49 %).

## Evolution de la valeur des importations FAB par zone de provenance

Zone	Importations FAB				
	2014	2015	2016	2017	2018
	<i>en millions US</i>				
CEDEAO	131,16	155,15	26,66	507,45	152,07
Afrique Centrale	0,24	1,22	0,03	7,62	39,95
Pays de l'AELE	10,22	15,75	1,49	6,99	36,87
Union européenne	983,29	885,78	4100,32	1409,16	1334,23
Pays Arabes	43,95	67,56	12,06	36,87	27,99
Maghreb	81,82	38,30	7,03	79,25	111,13
Europe de l'Est	16,53	46,76	8,29	57,90	91,92
Asie	749,37	705,39	201,59	727,08	889,72
Continent Américain	90,66	97,94	21,28	316,99	154,56
Autres pays	265,17	177,90	50,70	334,73	547,21
<b>Total</b>	<b>2372,42</b>	<b>2191,75</b>	<b>4429,44</b>	<b>3 484,05</b>	<b>3 385,64</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

### Encadré 3 : Indicateurs d'analyse économique tirés de la balance des paiements

La balance des paiements fournit plusieurs indicateurs qui permettent de faire l'analyse économique d'un pays. Parmi ces indicateurs, il existe le taux de couverture du commerce extérieur et le degré d'ouverture.

#### 1. Taux de couverture du commerce extérieur (TCCE)

Le taux de couverture du commerce extérieur est mesuré par la balance commerciale. Il correspond au rapport des exportations (X) sur les importations (M) de biens.

$$TCCE = X/M*100$$

Ce taux permet de mieux juger les performances du commerce extérieur d'un pays dans la mesure où il est indépendant du niveau des échanges et de la balance commerciale. Il indique la part des importations financées par les exportations.

#### 2. Tableau 1 : Evolution du Taux de couverture du commerce extérieur de la Guinée de 2014 à 2018

Rubrique	Année				
	2014	2015	2016	2017	2018
	En millions de dollars US				
Exportations(X)	2039,56	2805,71	2414,35	4594,06	3978,07
Importations (M)	2384,58	2191,75	4429,44	3484,05	3385,64
TCCE	85,53%	128,01%	54,51%	131,86%	117,49%

Source : BCRG/DGES/DSBP

Sur les cinq dernières années, le taux de couverture du commerce extérieur s'est apprécié de 31,96 points de pourcentage pour se situer à 117,49 % en 2018 contre 85,53 % en 2014. Cette situation s'explique par l'augmentation des exportations de bauxite par les sociétés minières (surtout la SMB) au cours de l'année sous revue.

#### 3. Le Taux ou le Degré d'ouverture (DO)

Le degré d'ouverture mesure la part du commerce international du pays dans le PIB. Il est mesuré par le rapport de la valeur des échanges extérieurs au Produit Intérieur Brut (PIB). La valeur des échanges correspond à la moyenne des exportations et des importations des biens et services.

$$DO = ((\text{exportations} + \text{importations})/2)/\text{PIB} * 100$$

#### 4. Tableau 2 : Evolution du degré d'ouverture de la Guinée de 2013 à 2017

Rubrique	Année				
	2014	2015	2016	2017	2018
	En millions de dollars US				
Exportations des biens et services	2147,99	2883,97	2471,34	4646,44	4082,10
Importations des biens et services	3041,84	2695,05	5142,29	4239,96	4186,67
PIB courant	6592,05	7551,52	8427,00	10491,00	10999
Degré d'ouverture	39%	37%	45%	43%	37%

Source : BCRG/DGES/DSBP

Le degré d'ouverture a diminué de 2 points de pourcentage sur les cinq dernières années pour se situer à 37 % en 2018 contre 39 % en 2014. Malgré cette diminution, l'économie guinéenne reste toujours extravertie puisque son degré d'ouverture se situe en moyenne à 40,20 % sur les cinq dernières années.

### **I-1-b- Balance des services**

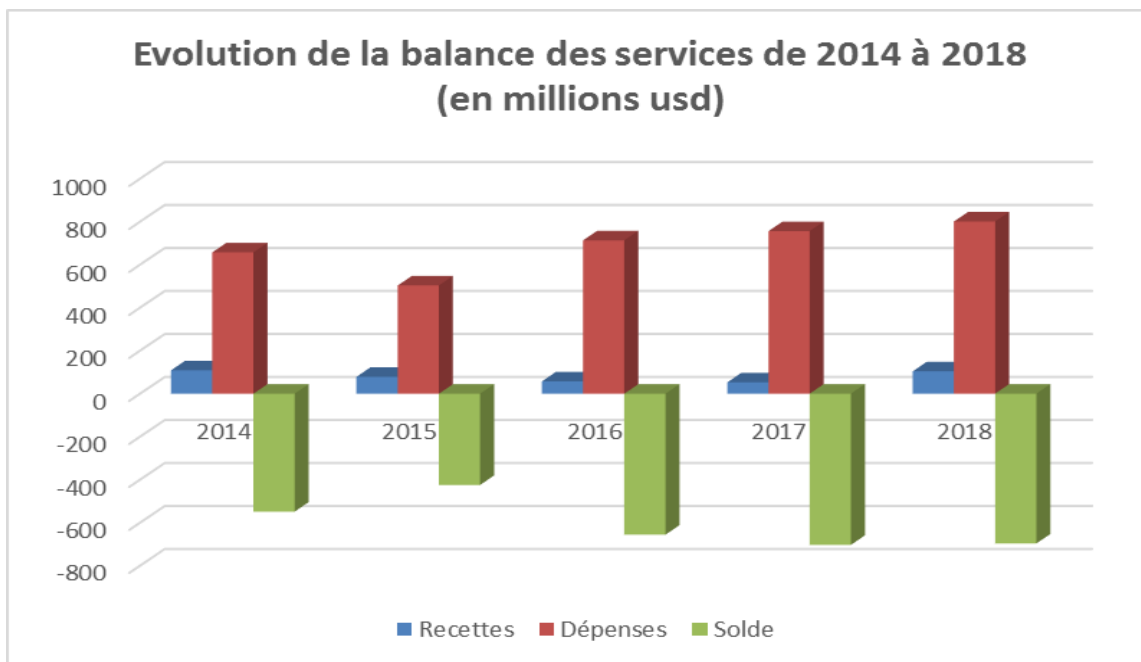
La balance des services est déficitaire de USD 696,99 millions en 2018 contre un déficit de USD 703,53 millions en 2017, soit une amélioration du déficit de 0,93 % due en grande partie à la baisse des dépenses liées aux services de transports maritime et aérien et aux services financiers, effectuées par les sociétés guinéennes au cours de l'année 2018.

En effet, les dépenses liées aux services de transport maritime sont passées de USD 336,92 millions en 2017 à USD 327,40 millions en 2018, soit une baisse de 2,83% de la facture des frais de transport maritime payés aux prestataires non-résidents par les sociétés guinéennes.

Les dépenses liées aux services de transport aérien sont passées de USD 79,45 millions en 2017 à USD 74,26 millions en 2018, soit une diminution de 6,52 % due en grande partie à l'arrivée sur le marché guinéen de nouvelles compagnies aériennes étrangères (Ethiopian airline, Tunis air, Emirates).

Quant aux dépenses liées aux services financiers (commissions, garanties et compensations des paiements, frais de conseils financiers, etc.), leur montant est passé de USD 53,95 millions en 2017 à USD 32,81 millions en 2018, soit une contraction de 39,19% due essentiellement à la diminution de la facture des frais d'intermédiation financières payés aux sociétés financières non-résidentes par les sociétés guinéennes.





Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

Dans le déficit de la balance des services, le transport maritime représente 46,86 %, le transport aérien 10,65 %, les services d'entretien et de réparation 1,58 %, les services d'assurance 6,54 %, les services financiers 2,71 %, les divers services techniques reçus de l'étranger par les entreprises résidentes 21,78 %, les autres services (communication, informatiques etc.) 9,88%.

L'importance du poste transport maritime est expliquée par le fait que l'essentiel du transport des marchandises générales importées par les opérateurs économiques résidents est assuré par les navires étrangers.

## Composantes des services de transport (en millions de dollars USD)

Année 2017									
Rubrique	Transport reçu (crédit)				Transport payé (débit)				Net
	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	
Passagers	0	0	0,16	0,16	0	4,18	0,11	4,29	-4,13
Fret	0	0	0	0	336,92	45,94	0	382,86	-382,86
Autres	9,07	0	0	9,07	0	29,8	0	29,80	-20,73
<b>Total</b>	<b>9,07</b>	<b>0</b>	<b>0,16</b>	<b>9,23</b>	<b>336,92</b>	<b>79,92</b>	<b>0,11</b>	<b>416,95</b>	<b>-407,72</b>
Année 2018									
Rubrique	Transport reçu (crédit)				Transport payé (débit)				Net
	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	
Passagers	0	0	0,52	0,52	0	4,16	0,18	4,34	-3,82
Fret	0	0	0	0	327,40	44,65	0	372,05	-372,05
Autres	0,73	0	0	0,73	0	25,46	0	25,46	-24,73
<b>Total</b>	<b>0,73</b>	<b>0</b>	<b>0,52</b>	<b>1,25</b>	<b>327,40</b>	<b>74,27</b>	<b>0,18</b>	<b>401,85</b>	<b>-400,60</b>

*Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP*

En 2018, le Port Autonome de Conakry a enregistré moins de mouvements que l'année précédente comme le montre le tableau ci-dessous :

### Mouvements des navires au Port Autonome de Conakry

N°	Rubrique	Année		Variation
		2017	2018	en %
1	Porte - conteneurs	240	235	-2,1
2	Chalutiers	530	524	-1,1
3	Minéraliers	95	90	-5,3
4	Cargos conventionnels	47	45	-4,3
5	Rouliers	60	59	-1,7
6	Porte-barges	3	2	-3,3
7	Tankers	45	44	-2,2
8	Vraquiers	50	49	-2
9	Navire militaire	4	3	-25
10	Navire Clinique	0	1	
11	Cargo réfrigérateur	17	15	-11,8
12	Navire de recherche scientifique	3	1	-66,7

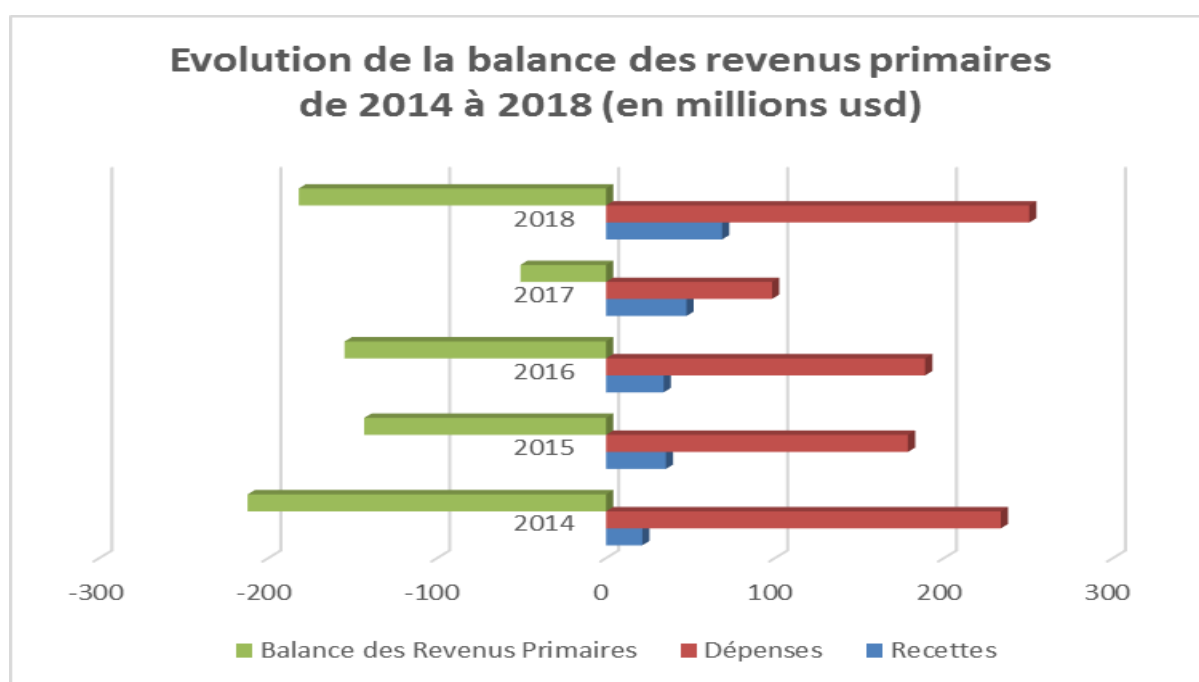
*Source : Port Autonome de Conakry*

### I-1-c- Balance des revenus primaires

La balance des revenus primaires est déficitaire de USD 181,85 millions contre un déficit de USD 50,63 millions en 2017, soit une détérioration du déficit de plus de 200% due en grande partie à une augmentation des revenus (dividendes et intérêts) payés aux investisseurs et aux travailleurs non-résidents par les entreprises résidentes notamment les sociétés minières et l'Etat.

En effet, les revenus (bénéfices, intérêts et dividendes) versés aux investisseurs étrangers par les sociétés résidentes sont passés de USD 40,82 millions en 2017 à USD 104,59 millions en 2018, soit une augmentation de plus 100%.

Quant aux intérêts versés aux partenaires financiers par l'Etat guinéen, leur montant est passé de USD 20,56 millions en 2017 à USD 37,74 millions en 2018, soit une augmentation de 83,53%.

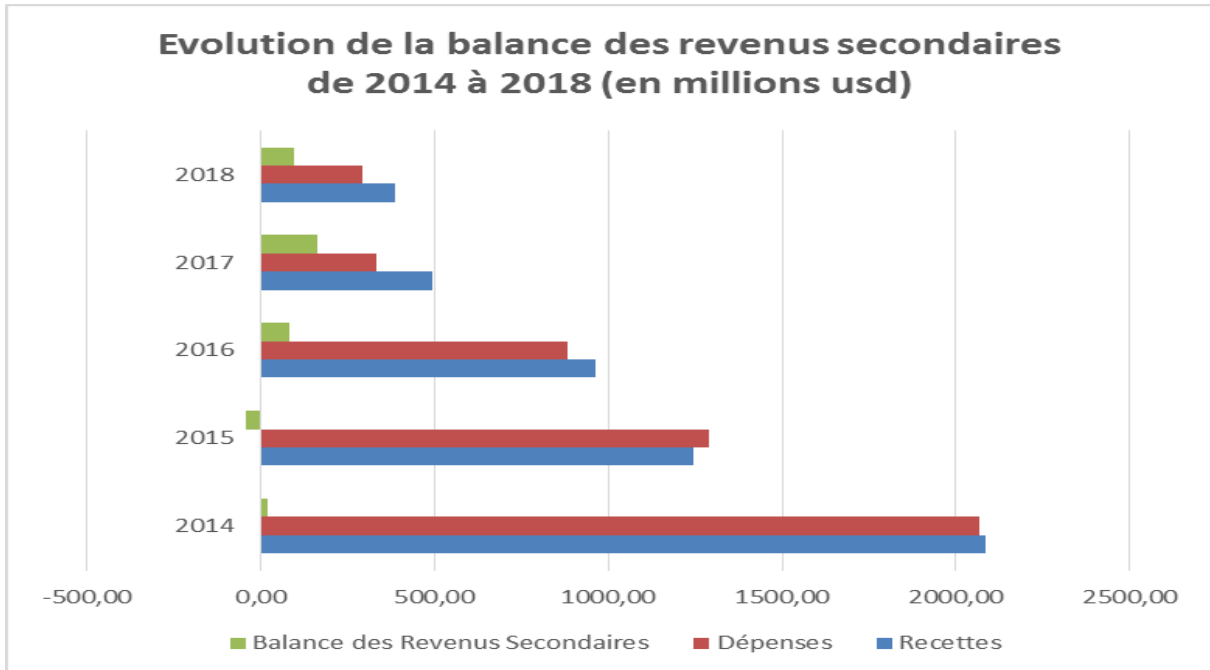


Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

### I-1-d- Balance des revenus secondaires

La balance des revenus secondaires est excédentaire de USD 95,96 millions contre un excédent de USD 162,55 millions en 2017, soit un recul de l'excédent de 40,97 % dû essentiellement à la baisse des dons (aides budgétaires) accordés à l'Etat par les partenaires bilatéraux et multilatéraux au cours de la période sous revue.

En effet, les dons accordés à l'Etat sont passés de USD 106,8 millions en 2017 à USD 58,86 millions en 2018, soit une baisse de 44,51%.



Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

## I-2- Compte de capital

Le compte de capital est excédentaire de USD 140,36 millions contre un excédent de USD 145,70 millions en 2017, soit un recul de 3,67 % dû en grande partie à la baisse des dons projets accordés à l'État guinéen et aux ONG nationales par les partenaires financiers et bilatéraux au cours de la période sous revue.

En effet, les dons projets accordés à l'Etat et aux ONG sont passés de USD 149,42 millions en 2017 à USD 140,37 millions en 2018, soit une baisse de 6,05 % attribuable à la conjoncture économique difficile dans la plupart des pays partenaires de la Guinée.

## Évolution de la balance du compte de capital

Compte capital	Année				
	2014	2015	2016	2017	2018
<i>en millions USD</i>					
<b>Crédit</b>					
Fonds reçus des guinéens de l'étranger pour investissement	204,72	185,95	116,02	145,91	131,86
Remises de dette sur intérêts de l'Administration publique	132,98	33,92	7,04	0,00	0,00
Dons reçus des ONG locales pour financement des investissements	51,27	45,67	52,44	3,50	8,52
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	2,59	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total 1</b>	<b>258,58</b>	<b>231,61</b>	<b>168,46</b>	<b>149,42</b>	<b>140,37</b>
<b>Débit</b>					
Impôts payés à l'étranger par les sociétés minières	0,71	0,70	4,23	3,72	0,02
<b>Total 2</b>	<b>0,71</b>	<b>0,70</b>	<b>4,23</b>	<b>3,72</b>	<b>0,02</b>
<b>Balance des opérations en capital (Total 1 - Total 2)</b>	<b>257,88</b>	<b>230,91</b>	<b>164,23</b>	<b>145,70</b>	<b>140,36</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

### I-3- Compte financier

Le compte financier (IDE, investissements de portefeuille, autres investissements, etc.) a dégagé un accroissement net de passifs de USD 46,28 millions contre une acquisition nette d'actif de USD 666,57 millions en 2017.

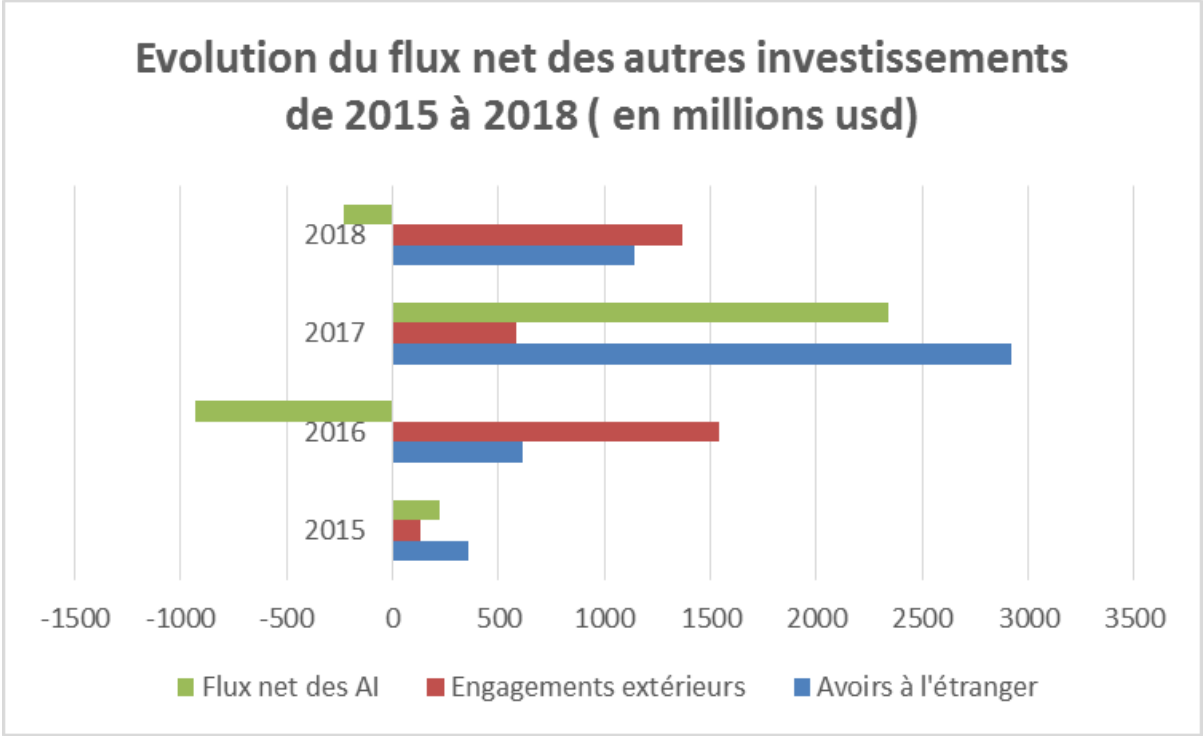
Deux facteurs principaux sont à l'origine de cette évolution du compte financier: la forte baisse des actifs (monnaie fiduciaire et dépôts) étrangers des sociétés guinéennes et l'augmentation des passifs étrangers (prêts) des sociétés guinéennes et de l'Etat au cours de l'année 2018.

En effet, le montant des actifs, en termes de monnaie fiduciaire et dépôts des sociétés résidentes, est passé de USD 1 421,91 millions en 2017 à USD 383,64 millions en 2018, soit une forte baisse de 73,02% due en grande partie au remboursement progressif des prêts et autres engagements antérieurs des sociétés guinéennes (minières surtout) à leurs partenaires financiers.

Quant aux passifs étrangers (prêts) de l'Etat et des sociétés résidentes, leur montant s'est situé à USD 320,60 millions contre USD 125,51 millions en 2017, soit une augmentation de plus de 100% due à l'engagement des travaux techniques et projet de construction par l'Etat et certaines sociétés minières (GAC, CBG surtout).

Un autre facteur non moins important a été également à l'origine de l'accroissement net de passifs au niveau du compte financier. Il s'agit des flux nets entrants des

investissements directs étrangers (IDE). En effet, le montant des flux nets entrants des IDE enregistrés dans les sociétés résidentes s'est situé à USD 352,75 millions en 2018. Ce montant des flux nets des IDE a, malgré qu'il soit inférieur à celui de l'année 2017, contribué de manière directe à l'augmentation des engagements étrangers (passifs) des sociétés minières (GAC, SMB, et CBG surtout) évoluant sur le territoire guinéen.



Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

Enfin, cet accroissement net de passifs financiers indiqué ci-dessus a entraîné une reconstitution des avoirs de réserves à hauteur de USD 432,94 millions en 2018 contre USD 76,50 millions en 2017.

## Évolution des flux des IDE par secteur d'investissement

N°	Secteur d'investissement direct étranger	Année				
		2014	2015	2016	2017	2018
		Valeur en millions de dollars US				
<b>A</b>	<b>Secteur minier</b>	<b>17,58</b>	<b>32,53</b>	<b>1654,94</b>	<b>532,68</b>	<b>356,39</b>
	<i>dont</i>					
	1. CBG	0,00	0,00	62,85	88,46	53,90
	2. SAG	0,00	5,79	38,41	81,88	5,55
	3. RIO TINTO	3,39	0,00	93,98	0,07	10,31
	4. SMD	0,00	9,36	46,07	0,63	8,33
	5. SMB	0,00	0,00	0,00	100,00	155,00
	6. SMFG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	7. RUSAL-CBK	0,00	0,00	0,00	0,00	0,34
	8. ALLIANCE MINING CORPORATION	9,00	16,34	1413,14	259,65	122,77
	9. BELZONE	1,52	1,04	0,49	1,99	0,19
	10. VALE-GUINEA	3,67	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>B</b>	<b>Autres secteurs</b>	<b>43,78</b>	<b>31,51</b>	<b>13,90</b>	<b>44,89</b>	<b>6,01</b>
	<i>dont</i>					
	1. BANQUES:	0,00	23,29	4,98	38,35	0,01
	2. ASSURANCES:	0,00	0,04	6,85	2,74	2,35
	3. INDUSTRIES:	43,78	8,18	2,07	3,80	3,65
	<b>TOTAL DES FLUX D'IDE</b>	<b>61,36</b>	<b>64,04</b>	<b>1668,84</b>	<b>577,57</b>	<b>362,40</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

#### Encadré 4 : Autres indicateurs d'analyse économique tirés de la balance des paiements

La balance des paiements fournit d'autres indicateurs qui permettent de faire l'analyse économique d'un pays. Parmi ces indicateurs, il existe la propension à exporter et à importer, le marché intérieur et le taux de pénétration du marché intérieur.

##### 1. La propension à exporter

La propension à exporter mesure l'effort d'exportation du pays. Il indique la part du PIB du pays consacrée à satisfaire la demande étrangère.

$$PE = X/PIB*100$$

Tableau 1 : Évolution de la propension à exporter de la Guinée de 2014 à 2018

Rubrique	Année				
	2014	2015	2016	2017	2018
	En millions de dollars US				
Exportations des biens	2039,56	2883,97	2414,35	4594,06	3978,07
PIB courant	6592,05	7551,52	8427,00	10491,00	10999,00
<b>Propension à exporter</b>	<b>31%</b>	<b>38%</b>	<b>29%</b>	<b>44%</b>	<b>36%</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP et MPC/DNP

Sur les cinq dernières années, la propension à exporter de la Guinée est en moyenne de 35,60%. En 2018, la part du PIB consacrée à satisfaire la demande étrangère est de 36 % contre 31% en 2014, soit une hausse de 5 points de pourcentage.

##### 2. La propension à importer

La propension à importer mesure la part de l'offre extérieure dans le PIB. Elle indique la part de l'offre extérieure consacrée à satisfaire la demande intérieure d'un pays.

$$PI = M/PIB*100$$

Tableau 2 : Évolution de la propension à importer de la Guinée de 2013 à 2017

Rubrique	Année				
	2014	2015	2016	2017	2018
	En millions de dollars US				
Importations des biens	2384,58	2191,75	4429,44	3484,05	3385,64
PIB courant	6592,02	7551,52	8427,00	10491,00	10999,00
<b>Propension à importer</b>	<b>36%</b>	<b>36%</b>	<b>53%</b>	<b>33%</b>	<b>31%</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP et MPC/DNP

Par rapport à 2014, la propension à importer a baissé de 5 points de pourcentage. Ce qui signifie une légère diminution de la dépendance de l'économie guinéenne par rapport aux autres économies.



**Encadré 5 : Autres indicateurs d'analyse économique tirés de la balance des paiements**

**1. Le marché intérieur**

Le marché intérieur (absorption) représente la production augmentée des importations et diminuée des exportations. Il mesure la demande intérieure apparente d'un pays. Il peut être calculé par produit. Il permet également de déterminer le taux de pénétration du marché d'un pays.

$$MI = Production + M - X$$

**Tableau 3 : Évolution du marché intérieur de la Guinée de 2014 à 2018**

Rubrique	Année				
	2014	2015	2016	2017	2018
	En millions de dollars US				
PIB courant	6592,02	7551,52	8427,00	10491,00	10999,00
Importations des biens	2384,58	2805,71	4429,44	3484,05	3385,64
Exportations des biens	2039,56	2191,75	2414,35	4594,06	3978,07
<b>Marché intérieur (absorption)</b>	<b>6937,04</b>	<b>8165,47</b>	<b>10442,09</b>	<b>9380,99</b>	<b>10406,57</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP et MPC/DNP

Sur les cinq années, le marché intérieur s'est renforcé en moyenne de 5,91%. Cet indicateur peut être rapporté au précédent pour montrer la densification progressive du marché intérieur guinéen.

**2. Le Taux de pénétration du marché intérieur**

Le taux de pénétration du marché intérieur indique la part du marché intérieur qui est couverte par les importations. Il mesure la dépendance globale ou par produit du pays vis-à-vis de l'extérieur.

$$TP = M/MI*100$$

**Tableau 4 : Évolution du taux de pénétration du marché intérieur de la Guinée de 2014 à 2018**

Rubrique	Année				
	2014	2015	2016	2017	2018
	En millions de dollars US				
Importations des biens	2384,58	2191,75	4429,44	3484,05	3385,64
Marché intérieur (absorption)	6937,04	8165,47	10442,09	9380,99	10406,57
<b>Taux de pénétration du marché intérieur</b>	<b>34%</b>	<b>27%</b>	<b>42%</b>	<b>37%</b>	<b>33%</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP

## **II - Cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration de la balance des paiements**

La balance des paiements est un document statistique, présenté suivant les règles de la comptabilité en partie double, qui rassemble l'ensemble des transactions économiques et financières entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période donnée. Elle constitue un instrument indispensable à la connaissance des activités économiques, à la formulation et au suivi de la politique économique. Elle est également un outil d'analyse et d'évaluation de la stabilité du système financier.

En dépit de son appellation, la balance des paiements n'a plus vocation à rendre compte des paiements mais des transactions entre résidents et non-résidents. Elle est équilibrée par nature, chaque transaction financière ou non financière, avec un non-résident ayant une contrepartie financière.

### **II-1- Cadre institutionnel et réglementaire**

L'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale de la Guinée repose sur un cadre institutionnel national et s'appuie sur un cadre conceptuel et méthodologique du FMI.

#### **II-1-a- Loi L/2014/016/AN**

L'établissement de la balance des paiements en Guinée est précisé par la loi L/2014/016/AN du 02 juillet 2014 portant statut de la Banque Centrale de la République de Guinée.

Selon l'article 27 de cette loi, la Banque Centrale de la République de Guinée est l'institution chargée d'élaborer la balance des paiements et la position extérieure de la Guinée. À cet effet, tous les résidents du territoire économique de la Guinée doivent rendre compte à la Banque Centrale de toutes les opérations effectuées avec les non-résidents.

#### **II-1-b- La loi statistique**

Les renseignements recueillis au cours d'un Recensement, d'une Enquête, revêtus du visa de l'article 13 de la loi statistique, notamment ceux ayant trait à la vie privée des personnes recensées ou enquêtées, sont CONFIDENTIELS. Ils ne peuvent en

aucun cas être divulgués ou utilisés à des fins politiques, de contrôle fiscal, de répression économique ou de poursuite judiciaire, conformément à la loi L/2014/019/AN du 08 juillet 2014.

### **II-1-c- L'arrêté N°A/2014/5434/PM/SGG/CAB**

À l'échelle nationale, la validation de la balance des paiements est précisée par l'arrêté N°A/2014/5434/PM/SGG/CAB portant création, attributions, composition et fonctionnement du Comité Technique d'Harmonisation de la Balance des Paiements (CTHBP).

Le CTHBP est l'organe de validation des comptes extérieurs de la Guinée. Cet organe est présidé par la Banque Centrale. Il comprend notamment les représentants de :

- ✓ la Primature ;
- ✓ la Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements (BCRG) ;
- ✓ la Direction des Changes (BCRG) ;
- ✓ la Direction Nationale du Budget ;
- ✓ la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique ;
- ✓ la Direction Générale des Douanes ;
- ✓ la Direction Nationale de la Dette Publique et de l'Aide au Développement ;
- ✓ la Direction Nationale du Plan ;
- ✓ l'Institut National de la Statistique (INS);
- ✓ le Bureau d'Etudes et de Stratégie du Ministère des Mines et de la Géologie;
- ✓ la Direction Nationale de la Coopération ;
- ✓ la Direction Nationale du Commerce Extérieur et de la Compétitive ;
- ✓ l'Office National du Tourisme ;
- ✓ l'Office Sanitaire des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture et ;
- ✓ le Cabinet du Ministère de l'Agriculture.

Ce Comité arrête et valide les statistiques de la balance des paiements.

Les comptes extérieurs de la Guinée sont actuellement produits par trimestre, suivant la 6ème édition du manuel de la balance des paiements et de la position

extérieure globale. Ces balances de paiements trimestrielles agrégées permettent d'obtenir la balance annuelle avec un délai maximum de six mois après la fin de l'année sous revue. La balance des paiements annuelle est publiée sur support papier et sur le site web de la Banque Centrale de la République de Guinée ([www.bcr-guinee.org](http://www.bcr-guinee.org)). Elle est également communiquée au Département des statistiques du FMI pour publication.

## **II-2- Conventions d'enregistrement des transactions**

En Guinée, la procédure d'élaboration des statistiques de balance des paiements est inspirée principalement des normes internationales notamment, la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale publiée par le Fonds Monétaire International (FMI) en 2008.

Le manuel de la balance des paiements du FMI décline la normalisation des concepts, des définitions, des classifications et des conventions de manière à ce qu'il soit plus facile, au plan national et international, de recueillir, présenter et comparer les statistiques de balance des paiements.

La balance des paiements est traditionnellement présentée du point de vue de la Nation, contrairement à la comptabilité nationale au sein de laquelle les échanges entre la Guinée et l'extérieur sont présentés du point de vue de l'agent « reste du monde ».

Par convention, un chiffre inscrit au crédit d'un compte correspond à une exportation ou à une recette lorsqu'il se rapporte à une opération réelle (échanges de biens, de services et des paiements de revenus). Un chiffre inscrit au débit d'un compte représente une importation ou une dépense.

Dans le compte financier, un chiffre positif reflète une diminution des avoirs ou une augmentation des engagements, qu'ils soient financiers ou monétaires. Un chiffre négatif représente une augmentation des avoirs ou une diminution des engagements. Un chiffre négatif au titre des avoirs de réserve signifie une augmentation des réserves.

Pour l'établissement de la balance des paiements, les principes comptables clés portent sur le principe de la partie double, le moment d'enregistrement des opérations, l'évaluation des transactions et l'unité de compte utilisée.

### **II-2-a- Le principe de la partie double**

Toute transaction doit donner lieu à deux inscriptions de montants égaux, l'une au crédit et l'autre au débit. Avec le principe de la partie double, la somme des montants inscrits au débit doit être égale à celle des montants inscrits au crédit. Par conséquent, la somme de toutes les transactions est égale à zéro. De ce point de vue, la balance des paiements est toujours équilibrée par nature.

### **II-2-b- Le principe d'évaluation**

La base d'évaluation des transactions est le prix de marché convenu entre les agents économiques. En cas de troc, il est recommandé de recourir à des valeurs de substitution, par exemple une cotation courante sur le marché.

### **II-2-c- Le principe d'unité de compte**

Étant donné que les transactions entre les résidents guinéens et les non-résidents peuvent se régler dans plusieurs monnaies, et pour faciliter les comparaisons avec les autres pays membres du FMI, la BCRG a adopté l'enregistrement des opérations en dollar. Pour les montants en franc guinéen, un taux de change moyen est utilisé pour faire la conversion en dollar.

## **II-3- Sources des données**

La méthode de collecte des données utilisée par la Banque Centrale de la République de Guinée est conforme aux règles et principes édictés par le MBP6 publié en 2008 par le FMI.

Les données sont collectées sur la base des enquêtes trimestrielles effectuées auprès des principaux agents économiques ayant des relations avec les non-résidents. Il s'agit de : l'administration publique, des sociétés financières et non financières, des représentations diplomatiques et des institutions internationales.

### **II-3-a- L'Administration publique**

- ✓ le Ministère de l'Économie et des Finances ;
- ✓ le Ministère du Budget ;

- ✓ le Ministère des Mines et de la Géologie ;
- ✓ le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale ;
- ✓ le Ministère du Commerce ;
- ✓ le Ministère du Tourisme ;
- ✓ le Port Autonome ;
- ✓ la CNSS (Caisse Nationale de la Sécurité Sociale) et ;
- ✓ la Direction Générale des Douanes.

### **II-3-b- Les sociétés financières**

- ✓ la BCRG (Banque Centrale de la République de Guinée) ;
- ✓ les banques commerciales ;
- ✓ les sociétés d'assurances et ;
- ✓ les sociétés de transferts d'argent.

### **II-3-c- Les sociétés non financières**

- ✓ les sociétés minières ;
- ✓ les complexes hôteliers ;
- ✓ les sociétés de télécommunication ;
- ✓ les sociétés industrielles non minières ;
- ✓ les agences de voyage ;
- ✓ les sociétés de construction et BTP;
- ✓ les sociétés portuaires et aéroportuaires ;
- ✓ les universités et grandes écoles ;
- ✓ les hôpitaux et cliniques ;
- ✓ les radios et télévisions

### **II-3-d- Les représentations diplomatiques**

- ✓ l'Ambassade de la France ;
- ✓ l'Ambassade de l'Allemagne ;
- ✓ l'Ambassade des États-Unis ;
- ✓ l'Ambassade du Mali ;
- ✓ l'Ambassade de la Chine, etc.

### **II-3-e- Les institutions internationales**

- ✓ le Fonds Monétaire International ;
- ✓ l'Agence Française de Développement ;
- ✓ le Programme des Nations Unies pour le Développement ;
- ✓ la Banque Mondiale ;
- ✓ l'Union Européenne ;
- ✓ l'Organisation Mondiale de la Santé ;
- ✓ l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture ;
- ✓ le Fonds International pour le Développement Agricole ;
- ✓ l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
- ✓ le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
- ✓ l'Agence des États-Unis pour le Développement International
- ✓ le Programme Alimentaire Mondial, etc.

Tous ces agents économiques sont soumis à des questionnaires types. Ces questionnaires récapitulent pour le trimestre concerné, les flux décrivant les transactions effectuées avec l'extérieur, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements.

Les questionnaires sont adressés aux agents économiques par courrier à la fin de chaque trimestre. Concernant les organes et Directions de l'État et les institutions internationales, certaines informations sont collectées directement par les services techniques de la Banque Centrale de la République de Guinée.

### **Encadré 6 : Composantes types de la balance des paiements**

Les composantes types sont réparties en trois grandes catégories : **le compte des transactions courantes, le compte de capital et le compte financier.**

#### **1. Le compte des transactions courantes**

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre les entités résidentes et non-résidentes. Les concepts de revenus primaires et de revenus secondaires, introduits par le MPB6, sont plus compatibles avec les comptes nationaux. Les revenus primaires présentent des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les revenus secondaires recouvrent essentiellement les transferts courants.

#### **2. Le compte de capital**

Le compte de capital présente les écritures relatives aux actifs non financiers non produits (terrains vendus aux ambassades, ventes de baux et de licences, etc.) ainsi que les transferts en capital.

La somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Il est théoriquement égal au solde du compte financier, aux erreurs et omissions près.

#### **3. Le compte financier**

Le compte financier fait apparaître les acquisitions et les cessions nettes d'actifs et de passifs financiers. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-après:

- ✓ **les investissements directs**, ayant pour mission un contrôle ou une influence importante sur une unité économique non résidente. Ils tendent à être associés à une relation durable;
- ✓ **les investissements de portefeuille**, qui regroupent les transactions et positions transfrontalières portant sur les titres de participation ou de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserve;
- ✓ **les dérivés financiers et options sur titres des salariés**, qui sont différents des réserves ;
- ✓ **les autres investissements**, qui sont une catégorie fonctionnelle résiduelle et qui recense toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc.;
- ✓ **les avoirs de réserves**, qui sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes afin d'influer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.



## **CONCLUSION**

Les statistiques monétaires de 2017 sont produites conformément aux orientations du Manuel des Statistiques Monétaires et Financières conçus et publié par le Fonds Monétaire International en 2000 (MSMF 2000). Toutefois, les données des institutions de microfinance et des sociétés d'assurance ne sont pas encore prises en compte dans l'établissement des statistiques monétaires.

Ces statistiques seront complètes à partir de l'année 2020 grâce aux actions menées par le service en charge d'élaboration des SMF et à l'assistance technique du FMI qui est déjà programmée.

Quant aux statistiques de la balance des paiements de 2017, elles sont produites conformément aux orientations du sixième Manuel de la balance des paiements (MBP6) conçu et publié par le FMI en 2008. Pour accélérer le traitement des statistiques de la balance des paiements, une application informatique est en cours de finalisation sur une plate-forme appropriée. Avec ladite application informatique, il sera possible de produire la balance des paiements par branche d'activités, par secteur institutionnel et par zone géographique, en plus de la balance globale.

S'agissant des indicateurs d'accès aux services financiers (ASF), ils sont élaborés conformément à la méthodologie d'enquête annuelle développée par le FMI en 2011 pour tous ses pays membres. Cette méthodologie d'enquête générale a été adaptée aux spécificités de l'économie guinéenne et permis de collecter les données financières liées aux indicateurs. Les indicateurs élaborés concernent les banques commerciales, les banques mobiles, les institutions de microfinance et les sociétés d'assurance.

Concernant les indicateurs de solidité financière (ISF), ils sont établis conformément aux orientations du guide d'établissement conçu et publié par le Fonds Monétaire International en 2011. Ce guide répond à la nécessité de disposer d'instruments permettant d'évaluer les forces et les faiblesses des systèmes financiers des pays membres du FMI. A ce jour, seules les données des banques commerciales sont utilisées par la Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements pour établir les indicateurs de solidité financière. Ces indicateurs seront complets à partir de l'année 2020 avec l'aide des travaux déjà effectués sur le canevas de

communication des données d'autres secteurs concernés (IMF collectrices de dépôts, sociétés d'assurance notamment).

# **ANNEXES**

**Annexe 1: GUINEE SITUATION MONETAIRE BANQUE CENTRALE DE 2009 A 2018 (en millions de GNF)**

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Avoirs Extérieurs Nets</b>	<b>1 721</b>	<b>240 920</b>	<b>4 533 961</b>	<b>2 923 394</b>	<b>3 144 769</b>	<b>3 276 795</b>	<b>1 290 312</b>	<b>2 480 249</b>	<b>2 899 364</b>	<b>4 969 162</b>
Or	33 254	41 284	87 714	90 830	61 220	62 998	719 393	77 395	82 962	545 624
FMI	-335 482	-1 251 408	-1 405 224	-1 496 358	-1 705 201	-2 038 939	-2 365 756	-2 824 020	-3 143 047	-3 537 895
Avoirs en DTS	5 360	718 263	666 692	840 572	1 044 564	1 678 300	1 614 795	1 694 669	1 976 627	2 176 349
Autres Avoirs de Changes	341 900	783 785	5 301 217	3 552 929	3 832 148	3 691 876	1 354 936	3 613 483	4 105 542	5 861 211
Engagements à Court Terme	-43 311	-51 004	-116 438	-64 579	-87 962	-117 440	-33 056	-81 278	-122 720	-76 126
<b>Avoirs Intérieurs Nets</b>	<b>2 032 851</b>	<b>6 740 809</b>	<b>2 091 486</b>	<b>3 507 084</b>	<b>4 296 077</b>	<b>5 244 123</b>	<b>7 448 588</b>	<b>7 616 361</b>	<b>8 214 017</b>	<b>6 868 673</b>
Créances nettes sur l'Etat	1 925 912	6 455 738	1 598 179	3 466 631	4 397 086	5 341 208	7 353 261	7 462 181	7 926 775	9 114 395
Crédits aux Entreprises publiques	1 093	28 958	35 713	22 103	15 003	7 367	1 568	205	205	205
Crédits au Secteur Privé	146 465	6 163	1 038	43 381	47 587	46 431	114 613	24 331	27 887	169 794
Crédits aux banques	24 014	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds régulation monétaire	-195 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Eléments nets	130 367	249 950	456 556	-25 031	-163 599	-150 883	-20 854	129 644	259 150	-2 415 721
<b>Base Monétaire</b>	<b>2 034 572</b>	<b>6 981 729</b>	<b>6 625 447</b>	<b>6 430 478</b>	<b>7 440 846</b>	<b>8 520 918</b>	<b>8 738 900</b>	<b>10 096 610</b>	<b>11 113 381</b>	<b>11 837 835</b>
Circulation fiduciaire	1 509 479	3 987 511	3 261 844	3 705 537	4 052 007	4 322 988	5 178 033	5 608 071	6 707 067	7 244 545
Réserves des Banques	515 849	2 960 842	3 275 669	2 470 777	2 971 037	3 789 857	3 095 874	3 802 372	3 621 274	4 156 427
Autres dépôts	9 244	33 376	87 934	254 164	417 802	408 073	464 994	686 167	785 040	436 864

Source: BCRG/DGES/DSBP

**Annexe 2 : SITUATION MONETAIRE DES BANQUES DE 2009 A 2018 (en millions de GNF)**

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Avoirs Extérieurs Nets</b>	<b>609 300</b>	<b>524 088</b>	<b>379 174</b>	<b>1 598 598</b>	<b>1 344 746</b>	<b>127 668</b>	<b>502 316</b>	<b>594 532</b>	<b>2 063 059</b>	<b>1 825 436</b>
Avoirs	763 568	851 302	1 531 601	2 005 790	1 689 683	1 008 841	1 302 027	1 496 237	2 594 214	2 782 951
Engagements	154 268	327 214	1 152 427	407 192	344 937	881 173	799 711	901 705	531 155	957 515
<b>Créances sur BCRG</b>	<b>1 882 164</b>	<b>2 960 842</b>	<b>3 275 669</b>	<b>2 470 777</b>	<b>2 971 037</b>	<b>3 789 857</b>	<b>3 095 874</b>	<b>3 802 372</b>	<b>3 621 274</b>	<b>4 156 427</b>
Créances	-2 475	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de régulation monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Réserves Banques</b>	<b>1 884 639</b>	<b>2 960 842</b>	<b>3 275 669</b>	<b>2 470 777</b>	<b>2 971 037</b>	<b>3 789 857</b>	<b>3 095 874</b>	<b>3 802 372</b>	<b>3 621 274</b>	<b>4 156 427</b>
<b>Dépôts</b>	<b>1 720 296</b>	<b>2 839 274</b>	<b>2 855 202</b>	<b>2 075 732</b>	<b>2 558 011</b>	<b>3 153 440</b>	<b>2 391 663</b>	<b>2 751 009</b>	<b>3 003 715</b>	<b>3 304 429</b>
Encaisses	164 343	121 568	420 467	395 045	413 026	636 417	704 211	1 051 363	617 560	851 997
<b>Crédit intérieur net</b>	<b>1 828 592</b>	<b>3 589 120</b>	<b>5 425 141</b>	<b>4 746 502</b>	<b>6 093 486</b>	<b>7 925 378</b>	<b>9 966 056</b>	<b>10 701 599</b>	<b>11 319 491</b>	<b>13 946 616</b>
Créances nettes sur l'Etat	698 661	1 913 224	2 206 072	1 673 208	1 907 534	1 942 283	2 457 370	2 682 792	3 126 570	4 236 243
Crédits aux Entreprises publiques	457	42 644	58 207	48 085	89 696	62 496	39 931	9 824	3 452	4 219
Crédits au secteur privé	1 129 474	1 633 252	3 160 862	3 025 209	4 096 256	5 920 599	7 468 755	8 008 983	8 189 470	9 706 155
<b>Autres éléments nets</b>	<b>-525 401</b>	<b>-727 011</b>	<b>-1 104 113</b>	<b>-1 325 723</b>	<b>-1 811 536</b>	<b>-1 902 155</b>	<b>-1 562 929</b>	<b>-1 998 083</b>	<b>-2 061 688</b>	<b>-2 863 505</b>
<b>Autres créances</b>	<b>304 907</b>	<b>418 974</b>	<b>639 481</b>	<b>763 840</b>	<b>865 812</b>	<b>963 369</b>	<b>1 663 248</b>	<b>1 855 194</b>	<b>2 174 495</b>	<b>2 457 979</b>
Correspondants	11 514	29 380	98 509	53 122	104 200	100 282	107 000	194 083	263 650	173 514
Immobilisations	238 859	320 035	421 001	519 677	645 642	797 857	931 293	1 087 345	1 348 097	1 612 942
Divers	54 534	69 559	119 971	191 041	115 970	65 230	624 955	573 766	562 748	671 523
<b>Autres Dettes</b>	<b>-830 308</b>	<b>-1 145 985</b>	<b>-1 743 594</b>	<b>-2 089 563</b>	<b>-2 677 348</b>	<b>-2 865 524</b>	<b>-3 226 177</b>	<b>-3 853 277</b>	<b>-4 236 183</b>	<b>-5 321 483</b>
Correspondants	-6 085	-21 190	-33 766	-45 135	-250 696	-39 432	-79 904	-166 376	-102 807	-146 560
Fonds Propres	-518 269	-758 582	-1 162 328	-1 437 552	-1 607 365	-1 881 761	-2 222 195	-2 713 366	-2 837 205	-3 321 071
Divers	-305 954	-366 213	-547 500	-606 876	-819 287	-944 331	-924 078	-973 535	-1 296 171	-1 853 852
<b>Dépôts du secteur privé</b>	<b>3 794 655</b>	<b>6 347 038</b>	<b>7 975 871</b>	<b>7 490 154</b>	<b>8 597 733</b>	<b>9 940 748</b>	<b>12 001 317</b>	<b>13 100 420</b>	<b>14 942 136</b>	<b>17 064 974</b>
Dépôts à vue en GNF	2 582 138	4 785 300	5 490 842	4 529 989	5 170 892	6 425 160	7 810 059	8 390 220	8 774 283	10 393 955
Dépôts à terme en GNF	152 697	193 508	281 774	490 108	870 849	1 229 395	1 203 752	1 240 598	1 665 322	2 016 959
Dépôts en devises	1 059 820	1 368 230	2 203 255	2 470 057	2 555 992	2 286 193	2 987 506	3 469 602	4 502 531	4 654 060

Source: BCRG/DGES/DSBP

**Annexe 3 : SITUATION MONETAIRE INTEGREE DE 2009 A 2018 (en milliards de GNF)**

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>1 084,71</b>	<b>765,01</b>	<b>4 913,14</b>	<b>4 521,99</b>	<b>4 489,52</b>	<b>3 404,46</b>	<b>1 792,63</b>	<b>3 074,78</b>	<b>4 962,42</b>	<b>6 794,60</b>
Banque Centrale	475,41	240,92	4 533,96	2 923,39	3 144,77	3 276,80	1 290,31	2 480,25	2 899,36	4 969,16
<i>dont réserves de change en millions USD</i>	<i>343,82</i>	<i>253,67</i>	<i>854,16</i>	<i>643,40</i>	<i>704,83</i>	<i>775,52</i>	<i>526,58</i>	<i>768,72</i>	<i>880,00</i>	<i>1 225,15</i>
Banque de Dépôts	609,30	524,09	379,17	1 598,60	1 344,75	127,67	502,32	594,53	2 063,06	1 825,44
<b>AVOIRS INTERIEURS NETS</b>	<b>4 860,42</b>	<b>9 602,92</b>	<b>6 412,51</b>	<b>6 927,86</b>	<b>7 506,98</b>	<b>5 346,75</b>	<b>8 382,96</b>	<b>8 310,89</b>	<b>9 282,35</b>	<b>8 245,63</b>
Créances nettes sur l'Etat à la BCRG	3 448,71	6 455,74	1 598,18	3 466,63	4 397,09	5 341,21	7 353,26	7 462,18	7 926,78	9 114,40
Créances nettes sur l'Etat dans les Banques	698,66	1 913,22	2 206,07	1 673,21	1 907,53	1 942,28	2 457,37	2 682,79	3 126,57	4 236,24
Crédits aux Entreprises Publiques	42,72	71,60	93,92	70,19	104,70	69,86	41,50	10,03	3,66	4,42
Crédits au Secteur Privé	1 140,37	1 639,42	3 161,90	3 068,59	3 072,80	46,43	114,61	24,33	27,89	169,79
Autres Postes nets	-470,05	-477,06	-647,56	-1 350,75	-1 975,14	-2 053,04	-1 583,78	-1 868,44	-1 802,54	-5 279,23
<b>MASSE MONETAIRE</b>	<b>5 945,12</b>	<b>10 367,93</b>	<b>11 325,65</b>	<b>11 449,86</b>	<b>11 996,50</b>	<b>8 751,21</b>	<b>10 175,59</b>	<b>11 385,68</b>	<b>14 244,77</b>	<b>15 040,23</b>
Monnaie en circulation	2 120,04	3 987,51	3 261,84	3 705,54	4 052,01	4 322,99	5 178,03	5 608,07	6 707,07	7 244,54
Dépôts à vue GNF	2 607,31	4 816,40	5 578,78	4 784,15	5 588,69	6 833,23	8 275,05	9 076,39	9 559,32	10 830,82
Dépôts à terme GNF	152,70	193,51	281,77	490,11	870,85	1 229,40	1 203,75	1 240,60	1 665,32	2 016,96
Dépôts en devises	1 065,08	1 370,51	2 203,26	2 470,06	2 555,99	2 286,19	2 987,51	3 469,60	4 502,53	4 654,06

Source: BCRG/DGES/DSBP

**Annexe 4 : BASE MONETAIRE DE 2009 A 2018 (en milliards de GNF)**

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Base monétaire</b>	<b>4 035,11</b>	<b>6 981,73</b>	<b>6 625,45</b>	<b>6 430,48</b>	<b>7 440,85</b>	<b>8 520,92</b>	<b>8 738,90</b>	<b>10 096,61</b>	<b>11 113,38</b>	<b>11 837,84</b>
Monnaies en circulation	2 120,04	3 987,51	3 261,84	3 705,54	4 052,01	4 322,99	5 178,03	5 608,07	6 707,07	7 244,54
Réserves des banques de dépôt	1 884,64	2 960,84	3 275,67	2 470,78	2 971,04	3 789,86	3 095,87	3 802,37	3 621,27	4 156,43
Réserves obligatoires	360,49	602,97	433,91	1 647,83	1 891,50	1 988,15	2 160,24	2 358,08	2 390,74	2 730,40
Réserves excédentaires	1 359,80	2 236,31	2 884,54	427,90	666,51	1 165,29	231,43	392,93	612,97	574,03
Encaisses	164,34	121,57	-42,78	395,05	413,03	636,42	704,21	1 051,36	617,56	852,00
Dépôts du secteur privé	30,43	33,38	87,93	254,16	417,80	408,07	464,99	686,17	785,04	436,86

Source: BCRG/DGES/DSBP

**Annexe 5 : GUINEE SITUATION MONETAIRE DE LA BANQUE CENTRALE EN 2018 (en millions de GNF)**

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
<b>Avoirs Extérieurs Nets</b>	<b>3 139 422,9</b>	<b>3 465 351,9</b>	<b>3 384 656,8</b>	<b>3 619 418,0</b>	<b>3 881 302,7</b>	<b>3 860 682,0</b>	<b>3 661 570,2</b>	<b>3 723 635,1</b>	<b>4 389 510,1</b>	<b>4 286 935,4</b>	<b>4 393 614,4</b>	<b>4 969 162,1</b>
Or	82 964,6	82 964,6	82 964,6	82 964,6	82 964,6	79 988,0	79 988,0	79 988,0	79 988,0	79 988,0	333 078,3	545 623,9
FMI	-3 218 081,4	-3 218 081,4	-3 211 924,9	-3 211 924,9	-3 126 686,4	-3 106 981,4	-3 323 363,1	-3 318 830,7	-3 318 654,8	-3 282 704,8	-3 290 279,6	-3 537 894,9
Avoirs en DTS	2 024 464,3	2 025 004,1	2 021 145,0	2 021 145,0	1 969 370,6	1 956 959,2	2 173 803,3	2 172 575,1	2 173 434,0	2 150 505,4	2 156 106,8	2 176 348,7
Autres Avoirs de Changes	4 311 413,0	4 646 589,9	4 627 027,3	4 791 902,1	5 029 904,1	4 998 947,3	4 865 446,9	4 861 572,7	6 837 299,0	5 393 766,3	5 271 964,9	5 861 210,8
Engagements à Court Term	-61 337,6	-71 125,3	-134 555,2	-64 668,8	-74 250,1	-68 231,1	-134 305,0	-71 670,0	-1 382 556,1	-54 619,6	-77 256,1	-76 126,3
<b>Avoirs Intérieurs Nets</b>	<b>8 920 102,9</b>	<b>8 473 904,9</b>	<b>8 069 900,8</b>	<b>7 641 943,8</b>	<b>7 647 224,4</b>	<b>7 460 157,5</b>	<b>7 832 261,3</b>	<b>8 180 435,3</b>	<b>7 068 413,6</b>	<b>7 396 541,8</b>	<b>7 444 402,7</b>	<b>6 868 672,8</b>
Créances nettes sur l'Etat	8 612 120,9	8 174 282,1	7 650 506,1	7 507 401,7	7 108 636,0	6 648 030,7	7 018 572,9	7 314 887,9	6 256 650,8	9 614 769,8	9 753 590,3	9 114 395,0
Crédits aux Entreprises publiques	204,7	204,7	204,7	204,7	204,7	204,7	204,7	204,7	204,7	204,7	204,7	204,7
Crédits au Secteur Privé	30 855,5	31 032,8	71 801,5	74 304,4	73 529,6	126 574,4	158 180,2	165 533,6	167 131,3	163 873,6	164 953,2	169 794,5
Crédit aux banques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds régul monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres Eléments nets	276 921,8	268 385,3	347 388,6	60 033,0	464 854,1	685 347,7	655 303,6	699 809,1	644 426,8	-2 382 306,3	-2 474 345,6	-2 415 721,4
<b>Base Monétaire</b>	<b>12 059 525,8</b>	<b>11 939 256,7</b>	<b>11 454 557,7</b>	<b>11 261 361,6</b>	<b>11 528 527,1</b>	<b>11 320 839,5</b>	<b>11 493 831,5</b>	<b>11 904 070,4</b>	<b>11 457 923,6</b>	<b>11 683 477,1</b>	<b>11 838 017,1</b>	<b>11 837 834,9</b>
Circulation fiduciaire	6 790 263,7	6 809 772,8	7 144 206,4	7 171 736,0	7 309 368,6	7 257 542,2	7 014 523,6	6 970 843,9	6 718 899,9	6 754 841,1	6 849 424,3	7 244 544,5
Réserves des Banques	4 450 988,1	4 286 265,1	3 991 988,1	3 789 097,1	3 752 575,0	3 615 902,7	4 037 537,6	4 447 498,7	4 241 857,8	4 438 191,2	4 515 491,9	4 156 426,5
Autres dépôts	818 274,0	843 218,8	318 363,1	300 528,4	466 583,4	447 394,6	441 770,3	485 727,8	497 165,8	490 444,8	473 100,8	436 863,9

Source: BCRG/DGES/DSBP

**Annexe 6 : GUINEE SITUATION MONETAIRE DES BANQUES EN 2018 (en millions de GNF)**

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
<b>Avoirs Extérieurs Nets</b>	<b>2 057 627,7</b>	<b>1 742 586,7</b>	<b>2 722 084,8</b>	<b>2 559 402,0</b>	<b>2 819 851,2</b>	<b>2 349 417,8</b>	<b>2 332 763,3</b>	<b>1 846 971,4</b>	<b>2 003 291,2</b>	<b>1 674 287,2</b>	<b>1 877 195,9</b>	<b>1 825 436,4</b>
Avoirs	2 607 490,0	2 360 727,9	3 161 376,2	3 244 163,0	3 517 955,6	2 966 791,2	2 998 968,4	2 538 873,8	2 772 166,8	2 444 802,4	2 687 758,4	2 782 951,0
Engagements	549 862,3	618 141,2	439 291,4	684 761,0	698 104,5	617 373,5	666 205,1	691 902,4	768 875,6	770 515,1	810 562,6	957 514,6
<b>Créances sur BCRG</b>	<b>4 450 988,1</b>	<b>4 286 265,1</b>	<b>3 991 988,1</b>	<b>3 789 097,1</b>	<b>3 752 575,0</b>	<b>3 615 902,7</b>	<b>4 037 537,6</b>	<b>4 447 498,7</b>	<b>4 241 857,8</b>	<b>4 438 191,2</b>	<b>4 515 491,9</b>	<b>4 156 426,5</b>
Créances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de régul monét	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves Banques	4 450 988,1	4 286 265,1	3 991 988,1	3 789 097,1	3 752 575,0	3 615 902,7	4 037 537,6	4 447 498,7	4 241 857,8	4 438 191,2	4 515 491,9	4 156 426,5
<b>Crédit intérieur net</b>	<b>11 339 055,0</b>	<b>11 313 211,7</b>	<b>11 195 070,9</b>	<b>11 431 931,0</b>	<b>11 390 685,3</b>	<b>11 896 643,0</b>	<b>12 035 626,9</b>	<b>11 721 961,8</b>	<b>12 062 646,2</b>	<b>12 431 114,9</b>	<b>12 682 231,5</b>	<b>13 946 616,0</b>
Créances nettes sur l'Etat	3 105 997,9	3 205 960,4	3 212 986,2	3 386 433,0	3 315 819,1	3 233 456,0	3 311 538,5	3 243 461,4	3 276 979,2	3 296 094,0	3 350 503,8	4 236 242,6
Crédits aux Entreprises publiques	4 233,4	4 277,0	4 289,6	4 810,0	5 136,4	4 761,3	5 730,6	3 454,8	5 270,5	5 919,0	4 714,6	4 218,6
Crédits au secteur privé	8 228 823,7	8 102 974,2	7 977 795,2	8 040 688,0	8 069 729,8	8 658 425,7	8 718 357,7	8 475 045,6	8 780 396,5	9 129 101,9	9 327 013,2	9 706 154,7
<b>Autres éléments nets</b>	<b>-2 401 059,2</b>	<b>-2 043 625,5</b>	<b>-2 123 170,6</b>	<b>-2 013 329,0</b>	<b>-2 356 854,4</b>	<b>-2 143 257,4</b>	<b>-2 289 445,3</b>	<b>-2 002 737,9</b>	<b>-2 389 555,4</b>	<b>-2 547 278,5</b>	<b>-2 662 390,4</b>	<b>-2 863 504,6</b>
<b>Dépôts du secteur privé</b>	<b>15 446 611,4</b>	<b>15 298 438,2</b>	<b>15 785 973,2</b>	<b>15 767 101,0</b>	<b>15 606 257,3</b>	<b>15 718 705,8</b>	<b>16 116 482,0</b>	<b>16 013 694,2</b>	<b>15 918 240,3</b>	<b>15 996 314,5</b>	<b>16 412 528,7</b>	<b>17 064 974,5</b>
Dépôts à vue en GNF	9 150 161,3	9 539 410,4	9 288 063,7	9 205 059,0	9 049 118,3	9 230 237,9	9 459 838,8	9 271 845,4	9 382 379,3	9 620 515,8	9 824 873,9	10 393 955,1
Dépôts à terme en GNF	1 707 603,2	1 514 776,3	1 790 038,0	1 822 070,0	1 945 236,8	1 770 287,2	1 892 688,3	1 909 266,7	1 983 271,5	2 049 897,5	2 030 979,8	2 016 959,5
Dépôts en devises	4 588 846,9	4 244 251,6	4 707 871,5	4 739 972,0	4 611 902,3	4 718 180,6	4 763 954,9	4 832 582,2	4 552 589,4	4 325 901,2	4 556 675,0	4 654 059,9

Source: BCRG/DGES/DSBP



**Annexe 7 : BASE MONETAIRE EN 2018 (en milliards de GNF)**

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
<b>Base monétaire</b>	<b>12 059,53</b>	<b>19 592,25</b>	<b>11 454,56</b>	<b>11 261,36</b>	<b>11 528,53</b>	<b>11 320,84</b>	<b>11 493,83</b>	<b>11 904,07</b>	<b>11 457,92</b>	<b>11 683,48</b>	<b>11 838,02</b>	<b>11 837,83</b>
Monnaies en circulation	6 790,26	6 809,77	7 144,21	7 171,74	7 309,37	7 257,54	7 014,52	6 970,84	6 718,90	6 754,84	6 849,42	7 244,54
Réserves des banques de dépôt	4 450,99	11 939,26	3 991,99	3 789,10	3 752,58	3 615,90	4 037,54	4 447,50	4 241,86	4 438,19	4 515,49	4 156,43
Réserves obligatoires	2 471,46	2 447,75	2 525,76	2 522,74	2 497,00	2 514,99	2 578,64	2 562,19	2 546,92	2 559,41	2 626,00	2 730,40
en GNF	1 737,24	1 768,67	1 772,50	1 764,34	1 759,10	1 760,08	1 816,40	1 788,98	1 818,50	1 867,27	1 896,94	1 985,75
en devises	734,22	679,08	753,26	758,40	737,90	754,91	762,23	773,21	728,41	692,14	729,07	744,65
Réserves excédentaires	1 251,34	1 075,04	827,60	589,07	535,86	308,92	494,01	957,60	719,27	967,60	1 037,52	574,03
en GNF	1 001,50	622,42	523,48	183,50	197,16	26,76	244,15	659,35	422,52	666,22	766,53	267,88
en devises	249,85	452,62	304,13	405,57	338,70	282,17	249,86	298,24	296,75	301,38	270,99	306,15
Encaisses	728,19	763,47	638,63	677,30	719,71	791,98	964,90	927,71	975,67	911,18	851,97	852,00
Dépôts du secteur privé	818,27	843,22	318,36	300,53	466,58	447,39	441,77	485,73	497,17	490,44	473,10	436,86

**Source: BCRG/DGES/DSBP**

**Annexe 8 : SITUATION MONETAIRE INTEGREE EN 2018 (en milliards de GNF)**

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>5 197,05</b>	<b>5 207,94</b>	<b>6 106,74</b>	<b>6 178,82</b>	<b>6 701,15</b>	<b>6 210,10</b>	<b>5 994,33</b>	<b>5 570,61</b>	<b>6 392,80</b>	<b>5 961,22</b>	<b>6 270,81</b>	<b>6 794,60</b>
Banque Centrale	3 139,42	3 465,35	3 384,66	3 619,42	3 881,30	3 860,68	3 661,57	3 723,64	4 389,51	4 286,94	4 393,61	4 969,16
(en millions de dollars)	348,71	384,97	376,28	402,09	431,22	428,82	406,39	413,55	487,45	476,06	487,91	551,82
Banque de Dépôts	2 057,63	1 742,59	2 722,08	2 559,40	2 819,85	2 349,42	2 332,76	1 846,97	2 003,29	1 674,29	1 877,20	1 825,44
<b>AVOIRS INTERIEURS NETS</b>	<b>17 858,10</b>	<b>17 743,49</b>	<b>17 141,80</b>	<b>17 060,55</b>	<b>16 681,06</b>	<b>17 213,54</b>	<b>17 578,44</b>	<b>17 899,66</b>	<b>16 741,50</b>	<b>17 280,38</b>	<b>17 464,24</b>	<b>17 951,78</b>
Créances nettes sur l'Etat à la BCRG	8 612,12	8 174,28	7 650,51	7 507,40	7 108,64	6 648,03	7 018,57	7 314,89	6 256,65	9 614,77	9 753,59	9 114,40
Créances nettes sur l'Etat dans les Banques	3 106,00	3 205,96	3 212,99	3 386,43	3 315,82	3 233,46	3 311,54	3 243,46	3 276,98	3 296,09	3 350,50	4 236,24
Créances sur les Entreprises Publiques	4,44	4,48	4,49	5,01	5,34	4,97	5,94	3,66	5,48	6,12	4,92	4,42
Créances sur le Secteur Privé	8 259,68	8 134,01	8 049,60	8 114,99	8 143,26	8 785,00	8 876,54	8 640,58	8 947,53	9 292,98	9 491,97	9 875,95
Autres Postes nets	<b>-2 124,14</b>	<b>-1 775,24</b>	<b>-1 775,78</b>	<b>-1 953,30</b>	<b>-1 892,00</b>	<b>-1 457,91</b>	<b>-1 634,14</b>	<b>-1 302,93</b>	<b>-1 745,13</b>	<b>-4 929,58</b>	<b>-5 136,74</b>	<b>-5 279,23</b>
<b>MASSE MONETAIRE</b>	<b>23 055,15</b>	<b>22 951,43</b>	<b>23 248,54</b>	<b>23 239,37</b>	<b>23 382,21</b>	<b>23 423,64</b>	<b>23 572,78</b>	<b>23 470,27</b>	<b>23 134,31</b>	<b>23 241,60</b>	<b>23 735,05</b>	<b>24 746,38</b>
Monnaie en circulation	6 790,26	6 809,77	7 144,21	7 171,74	7 309,37	7 257,54	7 014,52	6 970,84	6 718,90	6 754,84	6 849,42	7 244,54
Dépôts à vue gnf	9 292,45	9 691,90	9 439,94	9 329,19	9 249,29	9 415,85	9 618,40	9 461,11	9 581,24	9 803,12	10 008,65	10 538,98
Dépôts à terme gnf	1 707,60	1 514,78	1 790,04	1 822,07	1 945,24	1 770,29	1 892,69	1 909,27	1 983,27	2 049,90	2 030,98	2 016,96
Dépôts en devises	5 264,83	4 934,98	4 874,36	4 916,37	4 878,31	4 979,96	5 047,17	5 129,04	4 850,89	4 633,74	4 846,00	4 945,90

**Source: BCRG/DGES/DSBP**

**Annexe 9-a : Évolution de la balance des paiements (format MBP5) de 2009 à 2014**

DESCRIPTION (BMP5)	Évolutions annuelles					
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	<i>Montant en millions de dollar us</i>					
<b>A. Compte des transactions courantes</b>	<b>-403,46</b>	<b>-326,93</b>	<b>-1 161,37</b>	<b>-1 038,62</b>	<b>-1 160,95</b>	<b>-1 188,65</b>
Exportation f.a.b	1 049,72	1 471,17	1 432,72	1 927,59	1 886,26	2 039,56
Importations f.a.b	-1 060,09	-1 404,92	-2 105,57	-2 253,96	-2 139,05	-2384,58
<b>Balance commerciale</b>	<b>-10,37</b>	<b>66,25</b>	<b>-672,85</b>	<b>-326,37</b>	<b>-252,79</b>	<b>-345,02</b>
Services: crédit	72,50	62,41	77,38	168,66	103,53	108,43
Services: débit	-331,07	-395,53	-571,98	-891,38	-694,38	-657,26
<b>Balance des services</b>	<b>-258,57</b>	<b>-333,12</b>	<b>-494,60</b>	<b>-722,72</b>	<b>-590,85</b>	<b>-548,83</b>
Revenus: crédit	22,17	14,93	22,24	31,54	3,64	11,82
Revenus: débit	-190,41	-92,04	-155,63	-153,52	-408,80	-295,96
<b>Balance des revenus</b>	<b>-168,24</b>	<b>-77,11</b>	<b>-133,39</b>	<b>-121,98</b>	<b>-405,16</b>	<b>-284,14</b>
Transferts courants: crédit	85,25	83,80	407,46	305,30	309,68	584,38
Transferts courants: débit	-51,53	-66,75	-267,99	-172,85	-221,83	-595,04
<b>Balance des transferts courants</b>	<b>33,72</b>	<b>17,05</b>	<b>139,47</b>	<b>132,45</b>	<b>87,85</b>	<b>-10,66</b>
<b>B. Compte de capital</b>	<b>39,53</b>	<b>47,30</b>	<b>139,67</b>	<b>248,36</b>	<b>243,75</b>	<b>95,85</b>
Compte de capital: crédit	39,53	49,70	143,84	251,25	245,66	95,91
Compte de capital: débit	0,00	-2,40	-4,17	-2,89	-1,91	-0,06
Total, groupes A et B	-363,93	-279,63	-321,70	-790,26	-917,20	-1092,80
<b>C. Comptes des opérations financières</b>	<b>424,14</b>	<b>206,64</b>	<b>1692,03</b>	<b>594,24</b>	<b>644,76</b>	<b>843,60</b>
Investissements directs de l'économie à l'étranger	0,00	0,00	-1,47	-2,92	-1,06	-0,79
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	140,85	101,35	956,12	606,47	133,96	30,87
Investissements de portefeuille: avoirs	0,00	-0,11	211,63	-3,08	0	0
Investissements de portefeuille: engagements	0,00	1,42	0,00	0,00	0	0
Autres investissements: avoirs	56,13	-77,39	-186,51	-98,37	-98,70	-105,02
Autres investissements: engagements	227,16	181,37	712,26	92,14	610,56	918,54
Total, groupes A, B et C	60,21	-72,99	670,33	-196,02	-272,44	-249,20
<b>D. Erreurs et omissions, nettes</b>	<b>-0,04</b>	<b>-0,02</b>	<b>5,75</b>	<b>1,29</b>	<b>0,88</b>	<b>-0,24</b>
<b>Total, groupes A, B, C et D (Solde global)</b>	<b>60,17</b>	<b>-73,01</b>	<b>676,08</b>	<b>-194,73</b>	<b>-271,56</b>	<b>-249,44</b>
<b>E. Financement du global</b>	<b>-60,17</b>	<b>73,01</b>	<b>-676,08</b>	<b>194,73</b>	<b>271,56</b>	<b>249,44</b>
Avoirs de réserve	-93,46	13,43	-642,95	-31,92	-50,60	42,36
Utilisation des crédits et des prêts du FMI	5,00	-8,98	-5,97	-2,00	0,00	0
Financements exceptionnels	28,29	67,14	-27,16	228,65	322,16	207,08
<b>Pour mémoire</b>						
<i>PIB à prix courants en millions de USD</i>	<i>4 561,5</i>	<i>4 500,5</i>	<i>4 659,2</i>	<i>5 681,0</i>	<i>6 512,4</i>	<i>7 258,8</i>
<i>Taux de couverture des exportations des biens/ importations des biens</i>	<i>99,02%</i>	<i>104,72%</i>	<i>68,04%</i>	<i>85,52%</i>	<i>88,18%</i>	<i>85,53%</i>
<i>Part du secteur minier dans le total des exportations des biens</i>	<i>85%</i>	<i>70%</i>	<i>68%</i>	<i>74%</i>	<i>70%</i>	<i>79,90%</i>
<i>Part du couple bauxite-alumine dans les exportations des biens</i>	<i>43%</i>	<i>31%</i>	<i>42%</i>	<i>38%</i>	<i>22%</i>	<i>19,21%</i>
<i>Part des produits pétroliers dans les importations des biens</i>	<i>27,50%</i>	<i>29%</i>	<i>25%</i>	<i>27%</i>	<i>23%</i>	<i>27,89%</i>
<i>Compte courant en % du PIB</i>	<i>-8,84%</i>	<i>-7,26%</i>	<i>-24,93%</i>	<i>-18,28%</i>	<i>-17,83%</i>	<i>-16,38%</i>
<i>Solde global en % du PIB</i>	<i>1,32%</i>	<i>-1,62%</i>	<i>14,51%</i>	<i>-3,43%</i>	<i>-4,17%</i>	<i>-3,44%</i>
<i>Réserves brutes de change en millions de USD</i>	<i>164,47</i>	<i>253,67</i>	<i>852,01</i>	<i>637,27</i>	<i>696,74</i>	<i>777,17</i>
<i>Réserves brutes de change en mois d'importations de biens et services</i>	<i>1,41</i>	<i>0,42</i>	<i>3,82</i>	<i>2,43</i>	<i>2,95</i>	<i>3,07</i>
<i>Service de la dette en millions de USD</i>	<i>196,2</i>	<i>131,7</i>	<i>200,6</i>	<i>257,39</i>	<i>256,74</i>	<i>256,72</i>
<i>Encours de la dette (en millions de USD)</i>	<i>3 048,30</i>	<i>3 061,70</i>	<i>2 987,70</i>	<i>1 305,20</i>	<i>2 806,33</i>	<i>2 889,23</i>
<i>Encours de la dette en % du PIB</i>	<i>66,83%</i>	<i>68,03%</i>	<i>64,12%</i>	<i>22,97%</i>	<i>43,09%</i>	<i>39,50%</i>
<i>Importations CAF</i>	<i>1 148,13</i>	<i>1 610,37</i>	<i>2 393,45</i>	<i>2 506,97</i>	<i>2 435,44</i>	<i>2 680,76</i>

Source : BCRG/DGES/DSBP

**Annexe 9-b : Évolution de la balance des paiements (format MBP6) de 2015 à 2018**

Libellé poste	Année 2015	Année 2016	Année 2017	Année 2018
<b>A. Compte des transactions courantes n.i.a</b>	<b>-1020,20</b>	<b>-2744,92</b>	<b>519,40</b>	<b>-190,46</b>
Crédit	3142,02	3469,53	5190,29	4537,91
Débit	4162,22	6214,46	4670,89	4728,37
<b>1. Balance commerciale</b>	<b>-410,61</b>	<b>-2 015,09</b>	<b>1 111,01</b>	<b>592,42</b>
Crédit	1 781,15	2 414,35	4 595,06	3 978,07
Exportations f.à b.	1 086,76	1 597,31	2 910,37	2 989,00
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	22,56	51,00	-7,77	-0,16
Or non monétaire	671,83	1 839,25	1 692,46	989,23
Débit	2 191,75	4 429,44	3 484,05	3 385,64
Importations f.a.b	2 191,75	3 185,98	3 484,05	3 385,64
<b>2. Balance des services</b>	<b>-425,03</b>	<b>-479,99</b>	<b>-703,53</b>	<b>-696,99</b>
Crédit	78,26	53,10	52,38	104,03
Transport	7,98	11,17	9,22	1,25
Autres	70,27	219,97	43,16	102,78
Débit	503,29	655,70	755,91	801,02
Transport	249,88	430,52	416,95	402,50
Autres	253,42	114,32	338,96	398,52
<b>3. Revenus primaires</b>	<b>-143,24</b>	<b>-102,43</b>	<b>-50,63</b>	<b>-181,85</b>
Crédit	35,46	83,37	47,66	68,66
Débit	178,71	154,32	98,29	250,51
<b>4. Revenus secondaires</b>	<b>-41,32</b>	<b>315,29</b>	<b>162,55</b>	<b>95,96</b>
Crédit	1247,15	946,31	495,19	387,15
Débit	1288,47	687,88	332,64	291,20
<b>B. Compte de capital n.i.a</b>	<b>230,91</b>	<b>164,25</b>	<b>145,70</b>	<b>140,36</b>
Crédit	231,61	129,38	149,42	140,37
Débit	0,70	4,20	3,72	0,02
<b>C. Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-789,29</b>	<b>-2580,67</b>	<b>665,10</b>	<b>-50,10</b>
<b>D. Compte financier n.i.a</b>	<b>-841,07</b>	<b>-2973,54</b>	<b>469,53</b>	<b>-796,04</b>
1. Investissement direct n.i.a	-48,16	-1597,34	-576,50	-353,08
2. Investissement de portefeuille n.i.a	-54,68	-1,15	-0,08	-11,39
3. Drivés financiers n.i.a	0,00	0,00	0,00	0,00
4. Autres investissements n.i.a	-738,22	-1375,05	1046,11	-431,57
	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>E. Erreurs et omissions nettes</b>	<b>1,33</b>	<b>4,23</b>	<b>1,47</b>	<b>3,81</b>
<b>Pour mémoire</b>				
<i>PIB à prix courants en millions de USD*</i>	8 746,0	8 545,0	10 826,0	12 072,0
<i>Taux de couverture des exportations des biens/ importations des biens</i>	81,27%	54,51%	131,89%	117,50%
<i>Part du secteur minier dans le total des exportations des biens</i>	73,14%	83,51%	78,50%	81,01%
<i>Part du couple bauxite-alumine dans les exportations des biens</i>	33,90%	36,57%	41,11%	56,42%
<i>Part des produits pétroliers dans les importations des biens</i>	20,90%	9,08%	15,73%	21,66%
<i>Compte courant en % du PIB</i>	-11,66%	-32,12%	4,80%	-1,58%
<i>Réserves brutes de change en millions de USD</i>	465,41	614,65	657,71	910,74
<i>Réserves brutes de change en mois d'importations de biens et services</i>	0,52	1,45	3,09	2,61
<i>Service de la dette en millions de USD**</i>	18,80	18,80	66,40	96,00
<i>Encours de la dette (en millions USD)***</i>	468,25	1873,00	1774,70	2 174,8
<i>Encours de la dette en % du PIB</i>	5,35%	21,92%	16,39%	18,02%
<i>Importations CAF</i>	2 441,63	4 859,96	3 901,00	3 788,14

### Annexe 10 : Principales exportations FAB en volume de 2014 à 2018

Rubrique	Année				
	2014	2015	2016	2017	2018
	Volume en millions kg				
Les produits agricoles (Pommes de terre, bananes etc.)	33,18	59,93	68,20	50,30	59,68
Les produits de pêche (poissons, crevettes etc.)	8,89	14,68	18,86	11,82	15,37
Les produits d'industries alimentaires et boissons	0,41	0,20	0,05	0,00	0,01
Les produits forestiers (bois, caoutchouc etc.)	1 023,94	42,07	54,06	63,58	45,51
Les produits miniers (bauxite, alumine, OR, autres)					
<i>dont: OR ( en millions tonnes)</i>	25,05	19,59	29,96	45,09	26,51
<i>dont: DIAMANTS (en millions carat)</i>	0,16	0,17	0,11	0,24	0,26
<i>dont: Bauxite (en millions kg)</i>	19 832,26	20 100,21	20 897,29	47 133,59	62 199,67
<i>dont: Aluminium ( en millions tonnes métriques)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	168,68
Les produits métallurgiques (ferraille, déchets..)	19,87	8,72	9,67	15,37	19,20
Les autres produits exportations	1,01	0,33	1,26	1,07	0,99
Les divers (objets...)	198,59	57,21	62,49	115,08	102,85
<b>Total</b>	<b>21 125,83</b>	<b>20 283,33</b>	<b>21 111,88</b>	<b>47 390,80</b>	<b>62 611,96</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

### Annexe 11 : Principales exportations FAB en valeur de 2014 à 2018

Rubrique	Année				
	2014	2015	2016	2017	2018
	Valeur en millions USD				
Les produits agricoles (Pommes de terre, bananes etc.)	82,44	60,36	80,89	194,04	121,63
Les produits de pêche (poissons, crevettes etc.)	13,23	19,67	29,36	136,03	97,48
Les produits d'industries alimentaires et boissons	0,45	0,11	0,04	0,03	0,07
Les produits forestiers (bois, caoutchouc etc.)	51,54	44,14	121,10	145,30	63,91
<b>Les produits miniers (bauxite, alumine, OR, autres)*</b>	<b>1 615,19</b>	<b>1 286,18</b>	<b>2 016,30</b>	<b>3 606,15</b>	<b>3 134,78</b>
<i>dont: OR</i>	<i>1 010,20</i>	<i>671,83</i>	<i>1 111,17</i>	<i>1 692,46</i>	<i>978,84</i>
<i>dont: DIAMANTS</i>	<i>28,03</i>	<i>18,17</i>	<i>22,14</i>	<i>25,29</i>	<i>19,72</i>
<i>dont: Bauxite</i>	<i>576,96</i>	<i>596,18</i>	<i>882,99</i>	<i>1 888,40</i>	<i>2 091,76</i>
<i>dont: Aluminium</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>44,46</i>
Les produits métallurgiques (ferraille, déchets..)	1,69	1,14	2,30	102,77	1,67
Les autres produits exportations	7,64	51,75	35,44	108,25	0,15
Les divers (objets...)	267,37	317,81	128,94	301,48	558,36
<b>Total</b>	<b>2 039,55</b>	<b>1 781,15</b>	<b>2 414,36</b>	<b>4 594,06</b>	<b>3 978,07</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

## Annexe 12 : Principales importations FAB en volume de 2014 à 2018

N°	Rubrique	Année				
		2014	2015	2016	2017	2018
		Volume en millions kg				
1	Les produits des industries alimentaires	1319,75	1163,02	1260,56	1133,73	1500,08
	dont: Riz	620,57	545,29	643,88	662,30	681,08
2	Les produits pétroliers	986,32	997,73	1182,68	1 522,17	1 755,04
3	Les biens d'équipements	35,88	47,01	57,71	316,43	101,86
4	Les matériels électriques	38,18	44,45	36,53	41,75	51,55
5	Les appareils de radio, télévision et accessoires	4,87	4,87	3,64	4,55	5,59
6	Les produits de la construction automobile	99,14	129,64	140,24	188,61	197,33
7	Le tabac manufacturé	10,40	8,43	8,37	8,58	8,11
8	Les produits textiles et accessoires	24,39	29,61	34,67	32,78	34,84
9	Les articles d'habillement	37,22	43,84	44,04	51,88	55,72
10	Les cuirs travaillés et chaussures	31,96	29,36	30,80	25,90	30,51
11	Les produits du travail de bois	8,13	7,29	5,57	7,17	8,38
12	Les papiers, cartons	14,22	15,58	20,16	19,49	19,60
13	Les produits de l'imprimerie	4,79	3,94	5,06	5,78	8,07
14	Les produits chimiques	129,94	146,11	178,28	345,44	291,32
15	Les produits plastiques	28,68	29,00	39,17	43,95	46,04
16	Les matériaux pour la construction	978,86	1 068,75	1 111,16	1 505,18	1 794,38
17	Les produits métallurgiques	103,24	126,16	131,76	139,18	194,99
18	Les ouvrages en métaux	40,42	49,34	52,94	72,24	91,97
19	Les matériels informatiques et bureautiques	1,01	1,28	1,27	1,20	1,22
20	Les instruments médicaux et optiques	2,60	2,67	1,36	2,05	2,58
21	Les meubles et produits divers	18,66	93,90	22,93	28,63	29,05
22	Les produits divers	314,62	367,63	430,63	442,97	488,23
	<b>Total</b>	<b>4 233,29</b>	<b>4 409,62</b>	<b>4 799,51</b>	<b>5 939,68</b>	<b>6 716,49</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

### Annexe 13 : Principales importations FAB en valeur de 2014 à 2018

N°	Rubrique	Année				
		2014	2015	2016	2017	2018
		Valeur en millions US				
1	Les produits des industries alimentaires	561,69	506,99	616,70	425,41	448,98
	dont: Riz	284,63	250,97	252,84	202,32	220,28
2	Les produits pétroliers	619,73	458,18	402,11	548,17	623,64
3	Les biens d'équipements	159,78	164,86	2186,48	676,28	497,62
4	Les matériels électriques	156,25	79,02	60,38	148,89	191,98
5	Les appareils de radio, télévision et accessoires	52,64	30,63	30,29	26,12	33,70
6	Les produits de la construction automobile	135,30	186,86	149,17	712,86	376,92
7	Le tabac manufacturé	38,99	25,09	36,18	37,28	31,70
8	Les produits textiles et accessoires	25,00	25,63	48,53	28,42	35,55
9	Les articles d'habillement	18,53	20,47	18,14	22,61	28,15
10	Les cuirs travaillés et chaussures	23,59	18,75	22,44	22,72	30,35
11	Les produits du travail de bois	2,84	3,89	3,60	4,20	5,15
12	Les papiers, cartons	10,98	10,31	11,21	13,57	15,48
13	Les produits de l'imprimerie	14,51	11,56	16,83	10,36	20,80
14	Les produits chimiques	189,74	172,81	230,95	311,41	401,74
15	Les produits plastiques	38,67	36,46	285,96	61,07	74,22
16	Les matériaux pour la construction	63,90	141,42	69,33	82,13	104,27
17	Les produits métallurgiques	68,10	63,80	49,85	103,51	148,09
18	Les ouvrages en métaux	64,42	48,82	52,63	117,25	134,76
19	Les matériels informatiques et bureautiques	18,31	10,77	7,96	8,42	17,03
20	Les instruments médicaux et optiques	23,92	21,43	37,40	14,01	19,32
21	Les meubles et produits divers	22,81	17,02	25,67	29,41	35,64
22	Les produits divers	74,86	136,98	67,63	79,97	110,53
	<b>Total</b>	<b>2 384,58</b>	<b>2 191,75</b>	<b>4 429,44</b>	<b>3 484,06</b>	<b>3 385,64</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

### Annexe 14 : Principaux soldes de la balance des paiements de 2014 à 2018

Rubrique	Année				
	2014	2015	2016	2017	2018
	<i>En millions de dollars US (sauf indication contraire)</i>				
<b>A. Compte courant</b>	<b>-981,66</b>	<b>-1020,19</b>	<b>-2744,92</b>	<b>518,40</b>	<b>-190,46</b>
<i>Déficit courant en % du PIB</i>	<i>-13,52%</i>	<i>-11,66%</i>	<i>-32,12%</i>	<i>4,80%</i>	<i>-1,58%</i>
<i>Balance commerciale</i>	<i>-306,08</i>	<i>-410,61</i>	<i>-2015,09</i>	<i>1110,01</i>	<i>592,42</i>
<i>Balance des services</i>	<i>-481,19</i>	<i>-425,03</i>	<i>-479,99</i>	<i>-703,53</i>	<i>-696,99</i>
<i>Revenus Primaires</i>	<i>-212,22</i>	<i>-143,24</i>	<i>-102,43</i>	<i>-50,63</i>	<i>-181,85</i>
<i>Revenus Secondaires</i>	<i>17,82</i>	<i>-41,32</i>	<i>315,29</i>	<i>162,55</i>	<i>95,96</i>
<b>B. Compte de capital</b>	<b>257,88</b>	<b>230,91</b>	<b>164,25</b>	<b>145,70</b>	<b>140,36</b>
<b>C. Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-723,79</b>	<b>-789,29</b>	<b>-2580,67</b>	<b>664,10</b>	<b>-50,10</b>
<b>D. Compte financier</b>	<b>397,54</b>	<b>-841,07</b>	<b>-2973,54</b>	<b>469,53</b>	<b>-796,04</b>
<i>Dont:</i>					
<i>Investissements directs étrangers (IDE)</i>	<i>77,06</i>	<i>-48,16</i>	<i>-1597,34</i>	<i>-576,50</i>	<i>-353,08</i>
<i>Investissements de portefeuilles</i>	<i>16,44</i>	<i>-54,68</i>	<i>-1,15</i>	<i>-0,08</i>	<i>-11,39</i>
<i>Autres investissements</i>	<i>341,72</i>	<i>-738,22</i>	<i>-1375,05</i>	<i>1046,11</i>	<i>-431,57</i>
<b>E. Erreurs et omissions nettes</b>	<b>34,02</b>	<b>1,33</b>	<b>4,23</b>	<b>1,47</b>	<b>3,81</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP

### Annexe 15 : Valeur des exportations FAB par zone de destination de 2014 à 2018

Zone de destination	Exportations FAB									
	2014		2015		2016		2017		2018	
	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part
	<i>En millions US</i>	<i>en %</i>	<i>En millions US</i>	<i>en %</i>	<i>En millions US</i>	<i>en %</i>	<i>En millions US</i>	<i>en %</i>	<i>En millions US</i>	<i>en %</i>
CEDEAO	489,52	23,69	380,86	21,38	123,03	5,10	145,56	3,17	670,07	16,84
Afrique Centrale	0,69	0,03	0,71	0,04	0,01	0,00	10,29	0,22	10,62	0,27
Pays de l'AELE	105,00	5,08	25,51	1,43	63,25	2,62	30,31	0,66	16,68	0,42
Union européenne	490,89	23,76	469,10	26,34	111,20	4,61	150,40	3,27	553,54	13,91
Pays Arabes	39,98	1,93	7,88	0,44	7,15	0,30	5,53	0,12	10,66	0,27
Maghreb	0,93	0,05	3,65	0,20	0,45	0,02	7,46	0,16	13,88	0,35
Europe de l'Est	42,10	2,04	48,21	2,71	9,55	0,40	47,00	1,02	244,82	6,15
Asie	332,54	16,09	544,78	30,59	1821,22	75,43	3062,01	66,65	1478,29	37,16
Continent Américain	156,92	7,59	124,46	6,99	12,76	0,53	71,88	1,56	40,25	1,01
Autres pays	407,76	19,73	175,99	9,88	265,73	11,01	1063,61	23,15	939,25	23,61
<b>Total</b>	<b>2 066,34</b>	<b>100</b>	<b>1 781,15</b>	<b>100</b>	<b>2 414,35</b>	<b>100</b>	<b>4 594,06</b>	<b>100</b>	<b>3 978,06</b>	<b>100</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

### Annexe 16 : Valeur des importations FAB par zone de provenance de 2014 à 2018

Zone de provenance	Importations FAB									
	2014		2015		2016		2017		2018	
	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part
	En millions US	en %	En millions US	en %	En millions US	en %	En millions US	en %	En millions US	en %
CEDEAO	131,16	5,53	155,15	7,08	26,66	0,60	507,45	14,57	152,07	4,49
Afrique Centrale	0,24	0,01	1,22	0,06	0,03	0,00	7,62	0,22	39,95	1,18
Pays de l'AELE	10,22	0,43	15,75	0,72	1,49	0,03	6,99	0,20	36,87	1,09
Union européenne	983,29	41,45	885,78	40,41	4100,32	92,57	1409,16	40,45	1334,23	39,41
Pays Arabes	43,95	1,85	67,56	3,08	12,06	0,27	36,87	1,06	27,99	0,83
Maghreb	81,82	3,45	38,30	1,75	7,03	0,16	79,25	2,27	111,13	3,28
Europe de l'Est	16,53	0,70	46,76	2,13	8,29	0,19	57,90	1,66	91,92	2,71
Asie	749,37	31,59	705,39	32,18	201,59	4,55	727,08	20,87	889,72	26,28
Continent Américain	90,66	3,82	97,94	4,47	21,28	0,48	316,99	9,10	154,56	4,57
Autres pays	265,17	11,18	177,90	8,12	50,70	1,14	334,73	9,61	547,21	16,16
<b>Total</b>	<b>2 372,42</b>	<b>100</b>	<b>2 191,75</b>	<b>100</b>	<b>4 429,44</b>	<b>100</b>	<b>3 484,05</b>	<b>100</b>	<b>3 385,64</b>	<b>100</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

### Annexe 17 : Classement par pays partenaires commerciaux de 2014 à 2018

Pays	2014		2015		2016		2017		2018	
	%	Rang	%	Rang	%	Rang	%	Rang	%	Rang
Pays Bas	15,85%	1	8,85%	3	0,99%	5	0,01%	7	5,80%	4
France	5,09%	4	4,87%	5	0,60%	8	1,02%	3	8,22%	2
Belgique	4,14%	5	4,03%	6	1,15%	4	6,91%	2	6,31%	3
Italie	0,58%		0,74%		0,06%		0,06%		0,92%	
Chine	8,04%	3	23,71%	1	47,20%	1	86,19%	1	66,97%	1
Inde	10,85%	2	9,65%	2	0,74%	6	0,51%	5	0,76%	
Vietnam	0,18%		0,37%		0,01%		0,01%		0,09%	
Mali	1,30%	10	1,05%	10	0,08%		0,08%		1,81%	5
Sierra Leone	0,33%		0,46%		0,05%		0,05%		0,08%	
USA	3,27%	6	2,79%	7	0,18%		0,18%		0,25%	10
Irlande	2,03%	8	1,90%	8	0,26%	9	0,18%	9	0,31%	9
Liban	0,15%		0,15%		0,15%	10	0,18%	10	1,25%	7
Ghana	0,12%		0,12%		1,20%	3	0,62%	8	0,21%	
Suisse	2,57%	7	0,84%		0,62%	7	0,64%	6	0,67%	
Ukraine	1,05%		1,06%	9	0,11%		0,11%		1,10%	8
Thaïlande	1,52%	9	0,12%		0,09%		0,09%		0,24%	
Singapour	0,51%		6,87%	4	42,11%	2	1,65%	4	1,41%	6

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD



**Annexe 18 : Evolution des parts des produits d'exportations FAB (en %) de 2014 à 2018**

Produits	Années				
	2014	2015	2016	2017	2018
Produits agricoles	4,04	2,17	0,32	4,22	3,06
Produits de pêche	0,65	0,71	0,09	2,96	2,45
Produits des industries alimentaires	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits forestiers	2,53	1,59	0,26	3,16	1,61
Produits miniers	79,19	84,12	98,98	78,50	78,80
Produits métallurgiques	0,09	0,04	0,05	2,24	0,04
Autres produits divers	13,48	11,38	0,31	8,92	14,04

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

**Annexe 19 : Evolution du solde du compte courant de 2014 à 2018**

Rubrique	Année				
	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Recettes</b>	<b>2 744,19</b>	<b>3 142,02</b>	<b>3 469,53</b>	<b>5 189,29</b>	<b>4 537,91</b>
<i>Variations annuelles en %</i>	<i>19,15</i>	<i>14,50</i>	<i>10,42</i>	<i>49,57</i>	<i>-12,57</i>
<b>Dépenses</b>	<b>3 932,84</b>	<b>4 162,22</b>	<b>6 214,46</b>	<b>4 670,89</b>	<b>4 728,37</b>
<i>Variations annuelles en %</i>	<i>13,53</i>	<i>5,83</i>	<i>49,31</i>	<i>-24,84</i>	<i>1,23</i>
<b>Solde courant</b>	<b>-1 188,65</b>	<b>-1 020,20</b>	<b>-2 744,92</b>	<b>518,40</b>	<b>-190,46</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP

**Annexe 20 : Evolution des exportations, des importations et de la balance commerciale de 2014 à 2018**

Année	Importations FAB	Exportations FAB	Balance commerciale	Taux de couverture des importations par les exportations (%)
2014	2 372,42	2 066,34	-306,08	87,10
2015	2 191,75	1 781,15	-410,60	81,27
2016	4 429,44	2 414,35	-2 015,09	54,51
2017	3 484,06	4 594,06	1 110,00	131,86
2018	3 385,64	3 978,07	592,42	117,50

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

**Annexe 21 : Évolution de la balance des services de 2014 à 2018**

Rubrique					
	2014	2015	2016	2017	2018
Recettes	108,43	78,2061	56,9888	52,3781	104,03
<i>Variations annuelles (en %)</i>	4,73	-27,87	-27,13	-8,09	98,62
Dépenses	657,26	503,28	712,85	755,91	801,02
<i>Variations annuelles (en %)</i>	-5,35	-23,43	41,64	6,04	5,97
<b>Solde</b>	<b>-548,8</b>	<b>-425,1</b>	<b>-655,9</b>	<b>-703,5</b>	<b>-696,99</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP

**Annexe 22: Évolution de la balance des services de transport de 2017 à 2018**

Année 2017									
Rubrique	Transport reçu (crédit)				Transport payé (débit)				Net
	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	
Passagers	0	0	0,16	0,16	0	4,18	0,11	4,29	-4,13
Fret	0	0	0	0	336,92	45,94	0	382,86	-382,86
Autres	9,07	0	0	9,07	0	29,8	0	29,80	-20,73
<b>Total</b>	<b>9,07</b>	<b>0</b>	<b>0,16</b>	<b>9,23</b>	<b>336,92</b>	<b>79,92</b>	<b>0,11</b>	<b>416,95</b>	<b>-407,72</b>
Année 2018									
Rubrique	Transport reçu (crédit)				Transport payé (débit)				Net
	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	
Passagers	0	0	0,52	0,52	0	4,16	0,18	4,34	-3,82
Fret	0	0	0	0	327,40	44,65	0	372,05	-372,05
Autres	0,73	0	0	0,73	0	25,46	0	25,46	-24,73
<b>Total</b>	<b>0,73</b>	<b>0</b>	<b>0,52</b>	<b>1,25</b>	<b>327,40</b>	<b>74,27</b>	<b>0,18</b>	<b>401,85</b>	<b>-400,60</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP

### Annexe 23 : Structure des autres services de 2016 à 2018

Autres services	Année 2016			Année 2017			Année 2018		
	Reçu (crédit)	Payé (débit)	Net	Reçu (crédit)	Payé (débit)	Net	Reçu (crédit)	Payé (débit)	Net
Service de Communication	0,41	4,26	-3,85	0,57	3	-2,43	21,66	11,42	10,24
Services de Bâtiments et travaux publics	0	35,98	-35,98	0	140,60	-140,60	0,00	99,17	-99,17
Services d'Assurances	19,33	59,58	-40,25	2,21	43,16	-40,95	3,10	48,73	-45,63
Services financiers	1,27	47,6	-46,33	5,03	53,95	-48,92	13,86	32,81	-18,95
Services d'informatique	0	7,31	-7,31	0	6,86	-6,86	0,00	9,66	-9,66
Services d'information	0	0,47	-0,47	0	0,28	-0,28	0,00	0,83	-0,83
Autres services aux entreprises	11,65	48,96	-37,31	18,82	67,97	-49,15	20,81	178,43	-157,62
Services personnels, culturels et relatifs au loisir	0,1	0,08	0,02	0,16	0,08	0,08	0,09	0,06	0,03
Services fournis ou reçus par l'administration n.c.a.	0	0,48	-0,48	0	0,43	-0,43	0,00	0,74	-0,74
<b>Total</b>	<b>32,76</b>	<b>204,72</b>	<b>-171,96</b>	<b>26,79</b>	<b>316,33</b>	<b>-289,54</b>	<b>59,52</b>	<b>381,85</b>	<b>-322,34</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP

### Annexe 24 : Évolution du compte capital de 2014 à 2018

Compte capital	Année				
	2014	2015	2016	2017	2018
	<i>en millions USD</i>				
<b>Crédit</b>					
Fonds reçus des guinéens de l'étranger pour investissement	204,72	185,95	116,02	145,91	131,86
Remises de dette sur intérêts de l'Administration publique	132,98	33,92	7,04	0,00	0,00
Dons reçus des ONG locales pour financement des investissements	51,27	45,67	52,44	3,50	8,52
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	2,59	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total 1</b>	<b>258,58</b>	<b>231,61</b>	<b>168,45</b>	<b>149,41</b>	<b>140,37</b>
<b>Débit</b>					
Impôts payés à l'étranger par les sociétés minières	0,71	0,70	4,23	3,71	0,02
<b>Total 2</b>	<b>0,71</b>	<b>0,70</b>	<b>4,23</b>	<b>3,71</b>	<b>0,02</b>
<b>Balance des opérations en capital (Total - Total 2)</b>	<b>257,88</b>	<b>230,91</b>	<b>164,22</b>	<b>145,70</b>	<b>140,36</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP

### Annexe 25 : Évolution de la balance des revenus primaires de 2014 à 2018

Revenus	Année				
	2014	2015	2016	2017	2018
<i>en millions USD</i>					
<b>Revenus reçus (crédit)</b>					
Rémunération des salariés	12,62	20,51	18,44	32,32	20,07
Revenus des Investissements	8,15	8,04	12,45	4,84	41,32
Intérêts, produits financiers sur la dette publique	8,04	8,02	12,25	4,84	41,32
Dividendes et bénéfices versés à l'étranger	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres revenus primaires	0,72	6,91	3,21	10,49	7,27
<b>Total 1</b>	<b>21,49</b>	<b>35,46</b>	<b>34,10</b>	<b>47,66</b>	<b>68,66</b>
<b>Revenus versés (débit)</b>					
Rémunération des salariés	35,85	25,70	33,86	27,77	22,79
Revenus des Investissements	197,86	129,27	154,59	70,49	227,71
Intérêts, produits financiers sur la dette publique	31,09	23,52	46,68	22,09	119,55
Dividendes et bénéfices versés à l'étranger	166,77	105,59	107,38	40,82	108,16
Autres revenus primaires	0,00	23,74	0,45	0,02	0,00
<b>Total 2</b>	<b>233,71</b>	<b>178,71</b>	<b>188,90</b>	<b>98,29</b>	<b>250,51</b>
<b>Balance des revenus (Total1 - Total2)</b>	<b>-212,22</b>	<b>-143,25</b>	<b>-154,80</b>	<b>-50,63</b>	<b>-181,85</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP

### Annexe 26 : Évolution de la balance des revenus secondaires 2014 à 2018

Revenus secondaires	Année				
	2014	2015	2016	2017	2018
<i>en millions USD</i>					
<b>Revenus secondaires reçus (crédit)</b>					
Administrations publiques	67,20	33,49	18,33	114,68	64,97
Transferts courants divers des Ad publiques, les ONG locales, etc.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts personnels et Autres transferts courants	2019,46	1213,66	945,77	380,51	322,19
Dont Transferts reçus des guinéens de l'étranger	1910,65	1103,59	912,05	371,99	322,19
<b>Total 1</b>	<b>2086,66</b>	<b>1247,15</b>	<b>964,10</b>	<b>495,19</b>	<b>387,15</b>
<b>Revenus secondaires versés (débit)</b>					
Administrations publiques	25,20	57,33	34,45	25,78	25,46
Transferts courants divers des Ad publiques, les ONG locales, etc.	24,06	21,13	33,55	24,91	0,00
Transferts personnels et Autres transferts courants	2043,64	1231,13	848,80	306,86	265,74
Dont Transferts émis des guinéens de l'étranger	2043,64	1231,13	848,80	306,86	265,74
Ajustement pour variation des droits à pension	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total 2</b>	<b>2068,84</b>	<b>1288,46</b>	<b>883,25</b>	<b>332,64</b>	<b>291,20</b>
<b>Balance des transferts courants (Total 1 - Total 2)</b>	<b>17,82</b>	<b>-41,31</b>	<b>80,85</b>	<b>162,55</b>	<b>678,35</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP

**Annexe 27 : Évolution du flux des investissements directs étrangers (IDE) de 2014 à 2018**

N°	Secteur d'investissement direct étranger	Année				
		2014	2015	2016	2017	2018
		<i>Valeur en millions de dollars US</i>				
<b>A</b>	<b>Secteur minier</b>	<b>17,58</b>	<b>32,53</b>	<b>1654,94</b>	<b>532,68</b>	<b>356,39</b>
	<i>dont</i>					
	1. CBG	0,00	0,00	62,85	88,46	53,90
	2. SEMAFO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	3. SAG	0,00	5,79	38,41	81,88	5,55
	4. RIO TINTO	3,39	0,00	93,98	0,07	10,31
	5. SMD	0,00	9,36	46,07	0,63	8,33
	6. SMB	0,00	0,00	0,00	100,00	155,00
	7. RUSAL-CBK	0,00	0,00	0,00	0,00	0,34
	7. ALLIANCE MINING CORPORATION (GAC)	9,00	16,34	1413,14	259,65	122,77
	8. BELZONE	1,52	1,04	0,49	1,99	0,00
	9. VALE-GUINEA	3,67	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>B</b>	<b>Autres secteurs</b>	<b>43,78</b>	<b>31,51</b>	<b>13,90</b>	<b>44,89</b>	<b>6,01</b>
	<i>dont</i>					
	1. BANQUES:	0,00	23,29	4,98	38,35	0,00
	2. ASSURANCE:	0,00	0,04	6,85	2,74	0,01
	3. INDUSTRIES:	43,78	8,18	2,07	3,80	2,35
<b>TOTAL DES FLUX D'IDE</b>		<b>61,36</b>	<b>64,04</b>	<b>1668,84</b>	<b>577,57</b>	<b>362,40</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP

## Annexe 28 : Évolution du flux net des autres investissements de 2014 à 2018

Autres investissements	Année				
	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Avoirs</b>					
Crédits commerciaux (crédits clients et avances fournisseurs)	100,05	-29,74	-80,07	76,03	142,88
Variation des avoirs extérieurs des banques	-74,94	-39,77	-587,96	1380,92	427,62
Variation des autres avoirs extérieurs de la Banque Centrale (or non monétaire, argent en dépôt, VEE, crédoc, prises de participation, etc.)	2,75	423,4	54,31	-4,88	568,76
<b>Total 1</b>	<b>22,36</b>	<b>353,88</b>	<b>613,72</b>	<b>1452,07</b>	<b>1139,27</b>
<b>Engagements</b>					
Crédits commerciaux (crédits fournisseurs et acompte reçus des clients)	-65,91	-125,52	1331,75	100,32	321,61
Tirages et rééchelonnement de l'administration publique	160,89	238,24	148,26	94,28	271,28
Remboursements de l'administration publique	137,851	-0,38	0,00	0,00	0,00
Emprunts et remboursement auprès des banques	-0,10	-8,50	4,96	4,94	-6,49
Variation des engagements extérieurs des banques	76,76	-16,92	11,67	-40,99	0,00
Accumulation d'arriérés par l'administration publique	0	0	0	0	0
Autres	54,58	45,54	56,14	8,91	784,21
<b>Total 2</b>	<b>364,08</b>	<b>132,46</b>	<b>1552,77</b>	<b>167,46</b>	<b>1370,61</b>
<b>Net (Total 1 - Total 2)</b>	<b>-341,72</b>	<b>221,43</b>	<b>-939,05</b>	<b>1284,61</b>	<b>-231,34</b>

Source : BCRG/DGES/DSBP

**Annexe 29 : LISTE DES BUREAUX DE CHANGES MANUEL AGREES**

Ord	NOM	PRENOMS	CONTACTS	SIGLE	N° AGRM	QUARTIER	COMMUNE
1	<b>DIALLO</b>	Amadou Tidiane Koula	63/62216552	ETS.D.A.T.K	<b>01/RBCH/29 Oct/15</b>	Koulewondy	Kaloum
2	<b>DRAME</b>	Hadia Fatoumata	64231675	B.C.H.F.D	<b>02/RBCH/29 Oct/15</b>	Almamyah	Kaloum
3	<b>KONATE</b>	Seydou	65341010	Ets.K F EXCHANGE	<b>03/RBCH/29 Oct/15</b>	Madina	Matam
4	<b>BAH</b>	Ibrahima	63400380	ETS BI MI CHANGE	<b>04/RBCH/29 Oct/15</b>	Madina	Matam
5	<b>DIABY</b>	Yousseuf	622038629	B.C.Y.D	<b>05/RBCH/29 Oct/15</b>	Madina	Matam
6	<b>KOITA</b>	Sékou Fantamady	64228349	SEFAKO	<b>06/RBCH/29 Oct/15</b>	Madina	Matam
7	<b>DIALLO</b>	Mamadou Tanou	664291818	Ets.M.T.D	<b>07/RBCH/29 Oct/15</b>	Madina	Matam
8	<b>DIAKITE</b>	Alpha Mahamoudou	64233183	B.C.A.M.D	<b>08/RBCH/29 Oct/15</b>	Madina	Matam
9	<b>CISSE</b>	Elhadj Yacouba	63160322/62446162	Ets.YA CIF	<b>09/RBCH/29 Oct/15</b>	Madina	Matam
10	<b>BALDE</b>	Abdoulaye	64280799	B.C.A.B&F	<b>10/RBCH/29 Oct/15</b>	Madina	Matam
11	<b>BAH</b>	Ibrahima Sory	628136726	ETS.NDIRE Exchange	<b>11/RBCH/29 Oct/15</b>	Almamyah	Kaloum
12	<b>KEITA</b>	Adama	68333330	ETS-A.K&F	<b>12/RBCH/29 Oct/15</b>	Madina	Matam
13	<b>CONDE</b>	Karifa	63413661	ETS-KC Exchange	<b>13/RBCH/29 Oct/15</b>	Madina	Matam
14	<b>DIALLO</b>	Ibrahima Sory	620202019	B.C.I.S.D	<b>14/RBCH/29 Oct/15</b>	Almamyah	Kaloum
15	<b>BARRY</b>	Thierno Ibrahima	620878111	TRS	<b>004/RBCH/Avril/16</b>	Belle-vue	Dixinn
16	<b>TOURE</b>	Mamadou Diouldé	664 547 112/622 907 945	Ets.T.M D	<b>17/RBCH/24 Nov/15</b>	Almamyah	Kaloum
17	<b>BARRY</b>	Zainoul Abidin	621 364 040/664 213012	B.C.B.Z.A	<b>18/RBCH/24 Nov/15</b>	Manquepas	Kaloum
18	<b>BAH</b>	Thierno Mouctar	628 005 050/664 324 221	B.C.T.M.&F	<b>19/RBCH/24 Nov/15</b>	Madina	Matam
19	<b>DIALLO</b>	Mamadou Saliou	664 276 306	B.C.D.M.S&F	<b>20/RBCH/24 Nov/15</b>	Almamyah	Kaloum
20	<b>BARRY</b>	Souleymane	631 862 235/622 080 196	S G F SARL	<b>21/RBCH/24 Nov/15</b>	C.C. Koumy/boussoura	Matam
21	<b>BAH</b>	Abdoulaye	631 400 381	ETS.BAF	<b>025/RBCH/Aout/11</b>	Madina	Matam
22	<b>DIALLO</b>	Mamoudou	664 526 079	KIDSSARL	<b>010/RBCH/Mai/11</b>	Madina	Matam
23	<b>CISSE</b>	El H.Alpha Mamadou	622 090 907/ 664 241 829	B.C.E.A.M.C	<b>22/RBCH/déc/15</b>	Almamvah	Kaloum
24	<b>BAH</b>	El Hadj Habib	664 214 693	B.C EHHB	<b>018/RBCH/Mai/11</b>	Almamvah	Kaloum
25	<b>CHERIF</b>	Abdourahim	60215341	TRANSRAP SARL	<b>044/RBCH/Mars/12</b>	Belle-vue	Dixinn
26	<b>SOUMAH</b>	Ibrahima Sory Cra K	655 396 104	SALLY CHANGES	<b>047/RBCH/Mars/12</b>	Almamyah	Kaloum
27	<b>BARRY</b>	Boubacar	631 747 491	BARRY CHANGE SARL	<b>050/RBCH/Nov/13</b>	Almamyah	Kaloum
28	<b>BARRY</b>	Khadija	622 998 866/666 666 611	SALIMA MONEY SARLU	<b>001/RBCH/Mars/14</b>	Boulbinet	Kaloum
29	<b>TAHER</b>	Hassan	631 50 00 00	HASSAN EXCHANGE	<b>002/RBCH/Mai/14</b>	Boussoura	Matam
30	<b>BATHILY</b>	Barkatou	622 939 941/816 204	Cash Point Service Guinee	<b>003/RBCH/Aout/14</b>	Kipé/C Emet.	Ratoma
31	<b>SOUFANE</b>	Raoul Junior	655 042 269/628 524 578	Entreprise Guinéenne de Change	<b>001/RBCH/Mai/15</b>	Manquepas	Kaloum
32	<b>BAH</b>	Mamadou Yaya	622 240 206	Ets. B.M.Y.EXCHANGE	<b>002/RBCH/Mai/15</b>	Almamyah	Kaloum
33	<b>DIALLO</b>	Mamadou Oury	622 /664/ 283 488	Ets.D M O EXCHANGE	<b>003/RBCH/Juil/15</b>	Almamyah	Kaloum
34	<b>DJIGUINE</b>	Aly	624 967 981	SOFINEG EXCHANGE	<b>004/RBCH/Sept /15</b>	Manquepas	Kaloum

35	<b>BARRY</b>	Mamadou Lamarana	622 070 770/664 204 103	Ets. B.M.L & F	<b>005/RBCH/Nov/15</b>	Koulewondy	Kaloum
36	<b>BARRY</b>	Mamadou Lamarana	628 209 920/664 582 957	B.C.B.M.L & F	<b>006/RBCH/Nov/15</b>	Koulewondy	Kaloum
37	<b>CAMARA</b>	Ibrahima	622 003 515	Ets. I.C & F	<b>007/RBCH/Nov./15</b>	Madina	Matam
38	<b>BARRY</b>	Aboubacar	623 125 252	ETS.BCBA	<b>008/RBCH/Nov./15</b>	Almamyah	Kaloum
39	<b>MOHAMED</b>	Souleymane	666 700 800	Ets. M.E.S	<b>009/RBCH/Nov./15</b>	Manquépas	Kaloum
40	<b>DRAME</b>	Fodé	624 150 999	Ets.D.F.F	<b>10/RBCH/Nov./15</b>	Madina	Matam
41	<b>CAMARA</b>	Ibrahima Sory	664 286 612/655 286 612	Ets. BOURE	<b>11/RBCH/Nov./15</b>	Madina	Matam
42	<b>CAMARA</b>	Ibrahima	622 474 397	Ets. I.C & F	<b>12/RBCH/Dec./15</b>	Madina	Matam
43	<b>DIALLO</b>	Thierno Nouhou	622 239 750/664 239 750	Ets. B.C.D.T.N	<b>13/RBCH/Dec./15</b>	Madina	Matam
44	<b>BAH</b>	Mamadou Kadialiou	664 251 030/628 595 454	B.C.M.K.B	<b>14/RBCH/Dec/15</b>	Almamyah	Kaloum

Source : BCRG/DGCC/DCH



**Annexe 30: liste des établissements de transfert d'argent agréés et en activité**

Ord	NOM	PRENOMS	CONTACTS	SIGLE	N° AGRM	QUARTIER	COMMUNE
1	KEITA	Lounceny	631 353 874	GLOBAL EXPRESS	001/RET/11	Almamyah	Kaloum
2	DEM	Mamadou	664 311 946	DEMSARL	002/RET/11	Dixinn	Dixinn
3	BARRY	Ibrahima	628 989 900	Cash Minute Sarl	003/RET/11	Madina	Matam
4	BAH	Mamadou Alpha	622 900 416	ALBI FINANCE	004/RET/11	Almamyah	Kaloum
5	SYLLA	El Hadj Mohamed	664 390 281	KAKANDETRANSFERTSARL	005/RET/11	Hafia	Dixinn
6	DIAOUNE	Ibrahima	664 236 485	DIAOUNE&F	006/RET/11	Dixinn	Dixinn
7	DIALLO	Mamadou Oury	622 010 154/657 551 516	WELY-WELY transfert	007/RET/11	Madina	Matam
8	CISSOKO	Makan	664 216 291	DRAME&F	008/RET/11	Madina	Matam
9	KAKE	Ousmane	664 323 222	OUSM K&F	009/RET/11	Madina	Matam
10	BALDE	Mamadou Nassirou	664 503 468	SAVANE AND BROTHERS	010/RET/11	Madina	Matam
11	KEITA	Lounceny	622 305 035	MICRO-BIT -SARL	011/RET/11	Almamyah	Matam
12	CONDE	EL Hadj Mamoudou	664 442 405	SOFIG	012/RET/11	Lanséboundj	Matam
13	BAH	Saikou Amadou	622 223 159	AFRO ATLANTIC CORP	014/RET/11	Madina	Matam
14	KABA	El-Hadj Mamadou	657 190 804	KABA&FILS	015/RET/11	Mafanco	Matam
15	SIDIBE	Moussa	622 602 693	MAS & FRERES SARL	016/RET/11	Dixinn	Dixinn
16	CAMARA	AlyMariame	631 406 658	CONDE & FILS	017/RET/11	Madina	Matam
17	DODWANI	Amit Ashoklal	622028066/631 753 046	AFRO INTERNATIONAL	018/RET/11	Tombo	Kaloum
18	KOUAKOU	Narcisse	622 596 716	COST REDUCT ANALYST - Guinee	019/RET/11	Constantin	Kaloum
19	BARRY	Thierno Bella	664 368 263	KADIATOU-KOUFFA-HAFIA SARL	020/RET/12	Madina	Matam
20	GHASSAN	Aly	664 350 822	GHASSAN ALY	021/RET/12	Matam	Coléah
21	KOUROUMA	Mory		SABADOU-TRANSFERT	017BIS/RET/13	Kankan	C,U
22	DIALLO	Mamadou Mouctar	628 919 495	TIMBI-TIMBO-LABE BUSNES	023/RET/13	Madina	Matam
23	BAH	Mamadou Aliou	664 332 439	Royal transfert	001/RET/16	Madina	Matam
24	CISSE	Mdou Saliou	628 262 650	B.T.A.C.I.F	025/RET/14	Mdina	Matam
25	KABA	Sidiki	664 57 44 55	MORIJA TRANSFERT	001/RET/14	Dixinn Mosquee	Dixinn
26	KOUROUMA	Mory	622 354 526	Gallio sa	001/RET/15	Ratoma Centre	Ratoma
27	BERETE	Sidiki	622 050 019/664 404 218	Mathyla Sarl	002/RET/15	Madina Mosquée	Matam
28	BAH	Younoussa	628 295 529	BNB Transfert SARL	003/RET/15	Madina Ecole	Matam
29	BAH	Alpha	624 282 703/656 701 159	G.U.B.Transfert SARL	004/RET/15	Koulewondy	Kaloum
30	SOW	Ibrahima	622 481 010/622 484 791	CASH MOOV Sarl	005/RET/15	Madina	Matam
31	CISSE	Hawa Deen Yansané	628 488 475/ 669 213 122	FINAEXPRESS sarl	006/RET/15	Madina	Dixinn
32	DIALLO	Mariama Teliwel	628 022 506	Easy Transfert Guinée Sarl	002/RET/16	Kipé	Ratoma
33	KABA	Mama Larissa Otolá	655 62 46 25	ETS.LARISSA ET SARAN NEGOCES sarl	003/RET/16	Sandervalia	Kaloum

Source : BCRG/DGCC/DCH

## Annexe 31 : Évolution des indicateurs d'accès aux services financiers de 2012 – 2018

### EXTENSION GÉOGRAPHIQUE

Nombre d'institutions							
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Banques commerciales	12	14	14	15	16	16	16
Crédits mutuels et coopératives financières	8	8	10	11	11	10	11
Institutions de microfinance (IMF) acceptant des dépôts	5	5	7	6	6	9	10
Autres institutions acceptant des dépôts							
IMF n'acceptant pas de dépôts	4	4	4	3	3	4	5
Sociétés d'assurances	9	9	9	10	10	11	12
Nombre d'agences, en dehors du siège							
Banques commerciales	92	97	139	160	163	170	178
Crédits mutuels et coopératives financières	26	51	54	51	77	67	70
Institutions de microfinance (IMF) acceptant des dépôts	388	401	209	209	262	279	276
Autres institutions acceptant des dépôts							
IMF n'acceptant pas de dépôts	21	54	46	7	10	11	9
Points de vente d'agences hors succursales							
Banques commerciales							
Nombre de Guichets Automatiques de Billets (GAB)							
Dans l'ensemble du pays	71	89	114	144	160	165	174

Source : BCRG/DGES/DSBP

## UTILISATION DES SERVICES FINANCIERS

### Nombre de déposants

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Banques commerciales	372 906	399 164	459 310	451 526	454 512	524 690	600 877
<i>dont : déposants PME</i>	23 229	27 876	37 930	31 919	32 098	41 191	44 455
<i>déposants ménages</i>	212 507	352 313	367 790	356 833	411 494	506 107	544 807
<i>dont : déposants sexe masculin</i>						332 455	358 979
<i>déposants sexe féminin</i>						169 623	177 669
Crédits mutuels et coopératives financières	63 889	75 963	87 611	107 247	117 886	106 895	121 351
<i>dont : déposants PME</i>	319	7 033	5 637	3 965	6 800	4 225	6 177
<i>déposants ménages</i>	63 494	68 930	81 974	103 282	111 086	102 670	115 174
Institutions de microfinance (IMF) acceptant des dépôts	47 345	59 290	80 599	89 302	78 451	430 110	517 382
<i>dont : déposants ménages</i>	47 077	54 954	74 997	82 215	71 669	418 752	503 645
<i>dont : déposants sexe masculin</i>						222 798	271 692
<i>déposants sexe féminin</i>						195 936	231 997
Sociétés d'assurances	88 230	98 687	108 568	106 633	127 422	148 528	140 037
<i>dont : titulaires de polices d'assurance-vie</i>	29 027	41 543	54 488	33 786	41 575	82 046	66 422
<i>titulaires de polices d'assurance non-vie</i>	59 203	57 144	54 080	72 847	85 847	66 482	73 615

Source : BCRG/DGES/DSBP

## Nombre de comptes de dépôt

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Banques commerciales	408 844	443 562	546 690	555 082	537 014	654 721	697 214
<i>dont : comptes PME</i>	24 079	31 641	47 117	40 557	43 038	50 502	53 386
<i>comptes ménages</i>	226 621	386 573	443 344	443 578	480 259	589 119	628 511
<i>dont : comptes sexe masculin</i>						402 302	429 043
<i>comptes sexe féminin</i>						229 550	241 859
Crédits mutuels et coopératives financières	64 095	75 963	87 758	108 462	134 542	106 808	121 675
<i>dont : comptes PME</i>	395	7 033	5 643	3 968	10 731	4 210	6 177
<i>comptes ménages</i>	63 700	68 930	82 115	104 494	123 811	102 598	115 498
Institutions de microfinance (IMF) acceptant des dépôts	53 034	61 466	80 599	97 176	86 029	430 110	517 382
<i>dont : comptes ménages</i>	52 631	57 036	74 997	89 450	78 706	418 752	503 645
<i>dont : comptes sexe masculin</i>						222 798	271 692
<i>comptes sexe féminin</i>						195 936	231 997
Sociétés d'assurances	105 480	105 262	113 820	123 619	146 356	167 238	162 657
<i>dont : polices d'assurance-vie</i>	31 525	41 543	54 611	37 323	44 917	85 359	69 542
<i>polices d'assurance non-vie</i>	73 955	63 719	59 209	86 296	101 439	81 879	93 115

Source : BCRG/DGES/DSBP

## Nombre d'emprunteurs

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Banques commerciales	54 066	89 734	70 257	104 013	79 101	79 811	85 501
<i>dont : comptes PME</i>	1 460	4 061	2 151	3 207	2 475	2 183	4 096
<i>comptes ménages</i>	12 706	83 960	67 039	100 395	76 133	77 138	80 493
<i>dont : emprunteurs sexe masculin</i>						56 588	58 865
<i>emprunteurs sexe féminin</i>						20 361	21 307
Crédits mutuels et coopératives financières	18 346	8 374	10 215	13 133	21 958	9 004	12 184
<i>dont : comptes PME</i>	358	545	657	1 950	3 057	1 620	2 734
<i>comptes ménages</i>	17 988	7 829	9 558	11 183	18 901	7 384	9 450
Institutions de microfinance (IMF) acceptant des dépôts	130 823	254 755	294 405	264 639	299 431	318 495	488 720
<i>dont : emprunteurs ménages</i>	129 626	220 120	251 075	225 014	252 449	208 312	258 613
<i>dont : emprunteurs sexe masculin</i>						35 422	53 693
<i>emprunteurs sexe féminin</i>						172 890	204 920
IMF n'acceptant pas de dépôts	99	2 985	2 235	2 244	2 420	14 012	14 099
<i>dont : emprunteurs ménages</i>	19	180					
<i>dont : emprunteurs sexe masculin</i>							
<i>emprunteurs sexe féminin</i>							

Source : BCRG/DGES/DSBP

## Nombre de comptes de prêts

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Banques commerciales	86 935	115 009	98 900	127 378	110 057	331 932	337 615
<i>dont : comptes PME</i>	2 122	4 365	2 435	3 855	2 815	5 372	6 427
<i>comptes ménages</i>	30 948	108 427	95 099	117 616	106 624	325 313	329 511
<i>dont : emprunteurs sexe masculin</i>						259 395	262 956
<i>emprunteurs sexe féminin</i>						66 053	66 877
Crédits mutuels et coopératives financières	21 481	8 374	10 215	13 138	23 204	9 004	12 184
<i>dont : comptes PME</i>	3 493	545	657	1 955	4 290	1 620	2 734
<i>comptes ménages</i>	17 988	7 829	9 558	11 183	18 914	7 384	9 450
Institutions de microfinance (IMF) acceptant des dépôts	132 749	284 562	302 283	311 732	350 397	318 495	488 720
<i>dont : emprunteurs ménages</i>	131 552	249 338	258 953	271 916	305 364	208 312	258 613
<i>dont : emprunteurs sexe masculin</i>						35 422	53 693
<i>emprunteurs sexe féminin</i>						172 890	204 920
IMF n'acceptant pas de dépôts	99	2 985	2 235	2 244	2 420	14 012	14 099
<i>dont : emprunteurs ménages</i>	19	180					
<i>dont : emprunteurs sexe masculin</i>							
<i>emprunteurs sexe féminin</i>							

Source : BCRG/DGES/DSBP

## Encours des dépôts

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Banques commerciales	4 852 129	8 517 093	9 985 370	11 280 724	12 942 657	15 390 261	17 326 983
<i>dont : dépôts clients PME</i>	1 108 082	2 644 258	1 216 849	4 136 190	3 175 722	3 705 301	4 586 921
<i>dépôts clients ménages</i>	1 925 197	3 538 214	4 963 911	5 660 827	6 413 254	7 060 645	7 199 942
<i>dont : dépôts clients sexe masculin</i>						5 345 745	5 165 791
<i>dépôts clients sexe féminin</i>						2 081 437	2 616 248
Crédits mutuels et coopératives financières	35 882	34 607	63 917	53 987	54 593	63 680	65 105
<i>dont : dépôts clients PME</i>	837	244	10 646	13 065	19 961	21 250	24 261
<i>dépôts clients ménages</i>	35 045	34 363	53 271	40 922	34 632	41 697	40 844
Institutions de microfinance (IMF) acceptant des dépôts	82 565	99 790	105 203	170 468	226 501	264 849	328 723
<i>dont : dépôts clients ménages</i>	81 398	98 525	96 111	131 800	134 461	172 694	203 065
<i>dont : dépôts clients sexe masculin</i>						67 545	78 062
<i>dépôts clients sexe féminin</i>						105 148	125 003
Autres institutions acceptant des dépôts							
<i>dont : dépôts clients ménages</i>							
Sociétés d'assurances	71 396	98 509	105 265	111 456	136 773	340 935	282 952
<i>dont : réserves tech. d'assurance-vie</i>	41 186	32 317	39 550	58 910	78 287	118 776	169 033
<i>réserves tech. d'assurance non-vie</i>	30 210	66 192	65 715	52 546	58 486	222 159	113 919

Source : BCRG/DGES/DSBP

## Encours des prêts

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Banques commerciales	1 755 331	3 642 778	5 740 121	6 281 463	7 021 628	7 654 864	8 957 923
<i>dont : prêts aux clients PME</i>	440 384	920 217	512 944	3 085 532	1 826 507	1 944 781	2 706 103
<i>prêts aux clients ménages</i>	437 779	1 005 770	1 565 815	1 756 182	1 574 142	2 124 760	2 846 520
<i>dont : prêts aux clients sexe masculin</i>						1 554 098	2 188 689
<i>prêts aux clients sexe féminin</i>						561 260	677 723
Crédits mutuels et coopératives financières	27 843	27 638	42 277	33 295	41 604	30 562	60 618
<i>dont : prêts aux clients PME</i>	725	631	22 840	13 806	13 988	9 982	21 033
<i>prêts aux clients ménages</i>	27 118	27 007	19 437	19 489	27 615	19 778	38 783
Institutions de microfinance (IMF) acceptant des dépôts	113 298	119 646	97 323	129 979	191 050	246 276	381 434
<i>dont : prêts aux clients ménages</i>	104 305	114 696	85 511	93 209	144 521	159 371	209 313
<i>dont : prêts aux clients sexe masculin</i>						66 657	81 406
<i>prêts aux clients sexe féminin</i>						92 714	127 907
Autres institutions acceptant des dépôts							
<i>dont : prêts aux clients ménages</i>							
IMF n'acceptant pas de dépôts	5 076	9 601	9 654	10 699	11 944	12 292	11 074
<i>dont : prêts aux clients ménages</i>	1 106	605					
<i>dont : prêts aux clients sexe masculin</i>							
<i>prêts aux clients sexe féminin</i>							

Source : BCRG/DGES/DSBP

## Banques mobiles

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Nombre de bancaires mobiles enregistrés	50 000	172 736	613 047	983 834	1 674 475	2 329 281	4 493 692
Nombre de bancaires mobiles actifs	100	7 000	35 365	190 157	662 855	918 248	1 480 720
Nombre de points de vente enregistrés				4 206	14 229	29 893	40 210
Nombre de points actifs agents actifs				2 298	10 034	18 531	29 308
Valeur des transactions bancaires mobiles (en millions)		5 940	104 041	842 331	6 414 621	18 470 658	33 022 389
Nombre de transactions bancaires mobiles (année de réf.)		125 279	1 282 378	6 685 860	44 360 694	129 563 692	232 703 689
Soldes en cours des comptes bancaires mobiles (en millions)		350	4 580	33 153	9 270	251 500	377 626

Source : BCRG/DGES/DSBP



## Annexe 32 : Évolution trimestrielle des indicateurs de solidité financière de 2015 – 2018

Indicateurs et séries sous-jacentes Indicateurs : en pourcentage, sauf indication contraire; séries sous-jacentes : en unités de monnaie nationale	Année						
	Monnaie	MN	MN	MN	MN	MN	MN
Ordre de grandeur	Millions	Millions	Millions	Millions	Millions	Millions	Millions
Période	déc-15	déc-16	déc-17	mars-18	juin-18	sept-18	déc-18
<b>ISF centraux pour les institutions collectrices de dépôts</b>							
<b>Fonds propres réglementaires/actifs pondérés en fonction des risques</b>	16,46%	17,89%	16,83%	16,07%	16,97%	17,16%	15,24%
Total des fonds propres réglementaires	1 704 735,56	2 000 659,71	2 324 190,91	2 360 610,86	2 580 054,20	2 600 646,71	2 063 926,19
Actifs pondérés en fonction des risques	10 356 523,69	11 182 833,81	13 808 678,90	14 692 066,99	15 206 708,06	15 156 518,65	13 544 000,27
<b>Fonds réglementaire de base/actifs pondérés en fonction des risques</b>	16,87%	18,00%	17,43%	16,43%	17,65%	17,90%	15,58%
Fonds réglementaires de base	1 747 451,54	2 013 217,25	2 407 082,88	2 413 850,69	2 684 619,26	2 713 362,09	2 109 502,94
Actifs pondérés en fonction des risques	10 356 523,69	11 182 833,81	13 808 678,90	14 692 066,99	15 206 708,06	15 156 518,65	13 544 000,27
<b>Prêts improductifs moins provisionnement/fonds propres</b>	6,82%	14,66%	11,30%	12,34%	13,52%	13,54%	37,50%
Prêts improductifs moins provisionnement	119 172,47	295 215,92	272 014,10	297 961,26	363 078,90	367 421,85	791 002,60
Fonds propres	1 747 451,54	2 013 217,25	2 407 082,88	2 413 850,69	2 684 619,26	2 713 362,09	2 109 502,94
<b>Prêts improductifs/total des prêts bruts</b>	6,07%	9,44%	10,68%	11,05%	8,66%	11,89%	12,15%
Prêts improductifs	457 122,13	758 236,78	873 740,81	882 195,85	730 208,20	1 009 337,05	1 151 225,97
Total des prêts bruts	7 528 667,70	8 030 174,83	8 184 476,39	7 982 651,36	8 432 056,31	8 486 518,64	9 473 631,92
<b>Répartition sectorielle des prêts/total des prêts</b>							
<b>Répartition sectorielle des prêts</b>							
Résidents	99,71%	99,97%	99,70%	99,97%	99,93%	99,94%	99,60%
Prêts aux résidents	7 506 990,51	8 027 405,72	8 160 140,31	7 980 326,84	8 426 312,31	8 481 420,49	9 436 115,01
Répartition sectorielle du total des prêts : institutions collectrices de dépôts	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Prêts aux institutions collectrices de dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Répartition sectorielle du total des prêts : banque centrale	0,13%	0,11%	0,02%	0,03%	0,20%	0,19%	0,15%
Prêts à la banque centrale	10 000,00	9 225,31	1 830,00	2 516,25	16 525,00	16 525,00	14 025,00
Répartition sectorielle du total des prêts : autres sociétés financières	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Prêts aux autres sociétés financières	3,52	28,70	0,00	0,00	0,00	0,49	0,00
Répartition sectorielle du total des prêts : administrations publiques	0,03%	0,02%	0,20%	0,20%	0,18%	0,13%	0,08%
Prêts aux administrations publiques	1 970,05	1 304,75	16 710,10	16 111,43	15 432,68	11 363,14	7 962,63
Répartition sectorielle du total des prêts : sociétés non financières	58,86%	53,03%	59,86%	60,77%	58,12%	60,02%	64,24%
Prêts aux sociétés non financières	4 431 247,17	4 258 346,13	4 899 316,98	4 851 316,58	4 900 719,77	5 093 361,23	6 085 474,75
Répartition sectorielle du total des prêts : autres secteurs intérieurs	40,69%	46,80%	39,62%	38,96%	41,43%	39,59%	35,14%
Prêts aux autres secteurs intérieurs	3 063 769,76	3 758 500,83	3 242 283,24	3 110 382,59	3 493 634,85	3 360 170,63	3 328 652,63
Non-résidents	0,29%	0,03%	0,30%	0,03%	0,07%	0,06%	0,40%
Prêts aux non-résidents	21 677,19	2 769,11	24 336,08	2 324,51	5 744,01	5 098,15	37 516,91
Total des prêts bruts	7 528 667,70	8 030 174,83	8 184 476,39	7 982 651,36	8 432 056,31	8 486 518,64	9 473 631,92
<b>Rentabilité des actifs</b>	2,24%	2,15%	2,05%	2,13%	2,05%	2,02%	2,04%
Produit net	363 538,06	384 939,78	402 766,78	445 609,78	441 108,72	440 718,32	466 266,19
Total des actifs (établir une moyenne sur la période)	16 254 415,32	17 923 853,00	19 649 145,23	20 904 097,52	21 558 364,25	21 808 478,86	22 816 106,57
<b>Rentabilité des fonds propres</b>	20,93%	18,81%	16,74%	18,49%	17,30%	16,33%	19,34%
Produit net	363 538,06	384 939,78	402 766,78	445 609,78	441 108,72	440 718,32	466 266,19
Fonds propres (établir une moyenne sur la période)	1 736 823,94	2 045 949,29	2 406 411,33	2 410 466,79	2 549 234,98	2 698 990,67	2 411 432,51
<b>Marge d'intérêt/produit brut</b>	20,10%	38,93%	41,76%	37,84%	38,38%	39,39%	38,56%
Marge d'intérêt	828 625,70	1 061 767,50	1 142 725,79	300 984,73	609 630,91	909 935,02	1 229 045,35
Produit brut	4 123 264,11	2 727 663,93	2 736 557,76	795 367,62	1 588 378,36	2 310 053,81	3 187 014,72
<b>Charges hors intérêts/produit brut</b>	86,58%	79,22%	78,13%	78,21%	79,02%	79,18%	77,98%
Charges hors intérêts	3 570 094,14	2 160 781,54	2 137 946,16	622 065,08	1 255 176,45	1 829 190,22	2 485 374,18
Produit brut	4 123 264,11	2 727 663,93	2 736 557,76	795 367,62	1 588 378,36	2 310 053,81	3 187 014,72

<b>Actifs liquides/total des actifs</b>	25,56%	28,89%	26,83%	29,57%	30,63%	30,87%	26,16%
Actifs liquides	4 231 075,82	5 295 127,66	5 444 319,08	6 362 744,10	6 617 168,37	6 797 113,03	6 177 183,74
Total des actifs	16 554 967,63	18 330 963,19	20 291 646,41	21 516 548,62	21 600 179,88	22 016 777,83	23 615 435,32
<b>Actifs liquides/passifs à court terme</b>	42,15%	45,80%	43,11%	48,54%	50,11%	51,05%	42,62%
Actifs liquides	4 231 075,82	5 295 127,66	5 444 319,08	6 362 744,10	6 617 168,37	6 797 113,03	6 177 183,74
Passifs à court terme	10 038 477,61	11 560 186,04	12 629 533,74	13 108 576,28	13 204 215,08	13 313 421,10	14 495 001,04
<b>Position ouverte nette en monnaies étrangères/fonds propres</b>	-56,35%	25,11%	79,16%	109,54%	115,34%	116,07%	105,71%
Position ouverte nette en monnaies étrangères	-984 652,00	505 448,05	1 905 379,21	2 644 129,44	3 096 408,59	3 149 503,72	2 229 900,55
Fonds propres	1 747 451,54	2 013 217,25	2 407 082,88	2 413 850,69	2 684 619,26	2 713 362,09	2 109 502,94
<b>ISF encouragés</b>							
<b>Institutions collectrices de dépôts</b>							
<b>Fonds propres/actifs</b>	10,56%	10,98%	11,86%	11,22%	12,43%	12,32%	8,93%
Fonds propres	1 747 451,54	2 013 217,25	2 407 082,88	2 413 850,69	2 684 619,26	2 713 362,09	2 109 502,94
Total des actifs	16 554 967,63	18 330 963,19	20 291 646,41	21 516 548,62	21 600 179,88	22 016 777,83	23 615 435,32
<b>Grands risques/fonds propres</b>	99,12%	142,40%	162,41%	158,53%	136,89%	119,47%	243,68%
Valeur des grands risques	1 732 099,00	2 866 861,00	3 909 355,84	3 826 614,14	3 674 845,78	3 241 750,10	5 140 490,83
Fonds propres	1 747 451,54	2 013 217,25	2 407 082,88	2 413 850,69	2 684 619,26	2 713 362,09	2 109 502,94
<b>Répartition géographique des prêts/total des prêts</b>							
<b>Répartition géographique des prêts</b>							
Économie nationale	99,71%	99,97%	99,70%	99,97%	99,93%	99,94%	99,60%
Prêts à l'économie nationale	7 506 990,51	8 027 405,72	8 160 140,31	7 980 326,84	8 426 312,31	8 481 420,49	9 436 115,01
Répartition géographique du total des prêts : économies avancées, Chine exclue	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Prêts aux économies avancées, Chine exclue	0	0	0	0	0	1	2
Répartition géographique du total des prêts : autres pays émergents et en développement, Chine incluse	0,29%	0,03%	0,30%	0,03%	0,07%	0,06%	0,40%

Prêts aux autres pays émergents et en développement, Chine incluse	21 677,19	2 769,11	24 336,08	2 324,51	5 744,01	5 098,15	37 516,91
Répartition géographique du total des prêts : Afrique	0,29%	0,03%	0,30%	0,03%	0,07%	0,06%	0,40%
Prêts à l'Afrique	21 677,19	2 769,11	24 336,08	2 324,51	5 744,01	5 098,15	37 516,91
dont : Afrique subsaharienne	0,29%	0,03%	0,30%	0,03%	0,07%	0,06%	0,40%
dont : prêts à l'Afrique subsaharienne	21 677,19	2 769,11	24 336,08	2 324,51	5 744,01	5 098,15	37 516,91
Répartition géographique du total des prêts : Europe centrale et orientale	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Prêts à l'Europe centrale et orientale	0	0	0	0	0	0	0
Répartition géographique du total des prêts : Communauté des États indépendants et Mongolie	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Prêts à la Communauté des États indépendants et à la Mongolie	0	0	0	0	0	0	0
Répartition géographique du total des prêts : pays en développement d'Asie, Chine incluse	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Prêts aux pays en développement d'Asie, Chine incluse	0	0	0	0	0	0	0
Répartition géographique du total des prêts : Moyen-Orient	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Prêts au Moyen-Orient	0	0	0	0	0	0	0
Répartition géographique du total des prêts : Hémisphère occidental	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Prêts l'Hémisphère occidental	0	0	0	0	0	0	0
Total des prêts bruts	7 528 667,70	8 030 174,83	8 184 476,39	7 982 651,36	8 432 056,31	8 486 518,64	9 473 631,92
<b>Position d'actif brute sur dérivés financiers/fonds propres</b>	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Position d'actif brute sur dérivés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds propres	1 747 451,54	2 013 217,25	2 407 082,88	2 413 850,69	2 684 619,26	2 713 362,09	2 109 502,94
<b>Position de passif brute sur dérivés financiers/fonds propres</b>	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Position de passif brute sur dérivés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds propres	1 747 451,54	2 013 217,25	2 407 082,88	2 413 850,69	2 684 619,26	2 713 362,09	2 109 502,94
<b>Produit des transactions/produit brut</b>	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
gains (pertes) de transaction et de change	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Produit brut	4 123 264,11	2 727 663,93	2 736 557,76	795 367,62	1 588 378,36	2 310 053,81	3 187 014,72
<b>Charges de personnel/charges hors intérêts</b>	9,15%	16,56%	18,61%	16,70%	16,99%	17,78%	17,51%
Charges de personnel	326 724,92	357 788,95	397 887,53	103 892,32	213 235,33	325 237,43	435 165,37
Charges hors intérêts	3 570 094,14	2 160 781,54	2 137 946,16	622 065,08	1 255 176,45	1 829 190,22	2 485 374,18
<b>Écart entre les taux débiteur et créditeur de référence (points de base)</b>	1 221	1 470	1 540	1 583	1 609	1 555	1 488
<b>Écart entre les taux plafond et plancher interbancaires (points de base)</b>							
<b>Dépôts de la clientèle/total des prêts (non interbancaires)</b>	170,30%	175,02%	190,95%	203,94%	196,95%	198,74%	190,51%
Dépôts de la clientèle	12 821 676,48	14 054 344,90	15 628 259,77	16 279 882,57	16 606 876,62	16 866 350,38	18 047 899,37
Total des prêts bruts	7 528 667,70	8 030 174,83	8 184 476,39	7 982 651,36	8 432 056,31	8 486 518,64	9 473 631,92
<b>Prêts libellés en monnaies étrangères/total des prêts</b>	29,17%	27,46%	19,99%	16,04%	18,37%	18,66%	21,53%
Prêts libellés en monnaies étrangères	2 196 299,70	2 204 764,63	1 635 980,79	1 280 038,05	1 549 285,72	1 583 439,31	2 039 656,23
Total des prêts bruts	7 528 667,70	8 030 174,83	8 184 476,39	7 982 651,36	8 432 056,31	8 486 518,64	9 473 631,92
<b>Passifs libellés en monnaies étrangères/total des passifs</b>	26,53%	29,43%	30,19%	30,08%	30,57%	30,82%	29,25%
Passifs libellés en monnaies étrangères	3 833 925,81	4 624 346,40	5 264 279,06	5 603 308,06	5 713 079,86	5 869 081,61	5 980 277,18
Total des passifs	14 448 894,80	15 711 476,77	17 438 956,64	18 627 179,52	18 691 083,45	19 041 035,85	20 442 376,89
<b>Position ouverte nette en actions/fonds propres</b>	-4,83%	-7,51%	-1,73%	-0,60%	-0,52%	-4,06%	-6,17%
Position ouverte nette en actions	-84 353,11	-151 102,86	-41 692,84	-14 407,46	-14 019,50	-110 043,45	-130 126,81
Fonds propres	1 747 451,54	2 013 217,25	2 407 082,88	2 413 850,69	2 684 619,26	2 713 362,09	2 109 502,94
<b>Autres sociétés financières</b>							
<b>Actifs financiers des ASF/total des actifs financiers</b>							
Actifs financiers des ASF	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Total des actifs financiers	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
<b>Actifs financiers des ASF/produit intérieur brut</b>							
Actifs financiers des ASF	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Produit intérieur brut	65 627 000	75 000 000	82 974 000	110 318 124	110 318 124	110 318 124	110 318 124

<b>Sociétés non financières</b>							
<b>Prêts immobiliers résidentiels/total des prêts bruts</b>	0,67%	0,53%	0,51%	0,49%	0,46%	0,45%	0,58%
Prêts immobiliers résidentiels	50 365,54	42 643,23	41 610,47	39 436,73	38 380,78	37 800,41	55 201,47
Total des prêts bruts	7 528 667,70	8 030 174,83	8 184 476,39	7 982 651,36	8 432 056,31	8 486 518,64	9 473 631,92
<b>Prêts immobiliers commerciaux/total des prêts bruts</b>	4,08%	2,59%	2,99%	3,02%	2,89%	2,92%	1,53%
Prêts immobiliers commerciaux	307 067,91	208 104,51	245 117,00	241 338,63	243 778,68	247 729,47	144 571,62
Total des prêts bruts	7 528 667,70	8 030 174,83	8 184 476,39	7 982 651,36	8 432 056,31	8 486 518,64	9 473 631,92

Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP